



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

WIDENER



HN XYE Q

721757.10

Bound

JUN 14 1899



Harvard College Library.

FROM

The Estate of
Prof. H. W. Torrey

27 Nov., 1895.

6576.2.5
BIOGRAPHIE

COMPLÈTE

DES

533 DÉPUTÉS

PAR

UN SÉNATEUR

Prix : 1 Franc

PARIS

LIBRAIRIE RÉPUBLICAINE

16, rue du Croissant, 16

1876

BIOGRAPHIE COMPLÈTE

DES

533 DÉPUTÉS

En vente à la même Librairie

Deuxième édition

BIOGRAPHIE COMPLÈTE

DES

300 SÉNATEURS

PAR

UN DÉPUTÉ

PRIX : 1 FRANC

BIOGRAPHIE

COMPLÈTE

DES

533 DÉPUTÉS

PAR

UN SÉNATEUR

PARIS

LIBRAIRIE RÉPUBLICAINE

16, rue du Croissant, 16

1876

723.757.10.
63/6.2.5.

65/4 Har. of the Library

of
Prof. H. W. TOLREY

27 Nov. 1895.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Après la grande et décisive manifestation électorale du 20 février et du 5 mars, qui s'est encore accentuée dans les élections complémentaires, on peut dire que la République est à tout jamais fondée. L'impuissante colère de ses ennemis, presque tous jetés hors du pouvoir, ne peut que servir à son affermissement. Elle est arrivée, à travers beaucoup d'obstacles, à ce point de stabilité où les gouvernements n'ont plus à craindre que leurs propres fautes et à profiter de celles de leurs adversaires. Contrairement à ce qui s'est dit pour justifier un criminel coup d'Etat, nous sommes entrés dans l'ordre par la légalité. Que peuvent faire des partis flétris par l'histoire, déconsidérés par des coalitions hors nature, contre un gouvernement qui repose sur ces trois colonnes inébranlables qui se nomment le droit, la loi et l'opinion publique ?

« Notre jeune et chère République, » comme l'appelle M. Waddington, n'a pas surgi cette fois des ruines accumulées par une commotion populaire. Rien d'épique ni de subit dans sa naissance. Elle a grandi par progression lente, comme tout ce qui doit durer. Ne semble-t-il pas qu'au lieu d'en sortir nous soyons rentrés paisiblement dans l'ordre régulier de nos traditions historiques, et que, par une transformation dernière et définitive, la royauté française ait abouti à la République ? Elle nous sauve des révolutions, et sentant qu'elle a des siècles devant elle pour supprimer les abus contraires à son principe, elle s'attache dès aujourd'hui bien plus à corriger qu'à détruire. Aussi de toutes parts on vient à elle autant par esprit d'intérêt que par amour de l'ordre, et en s'abstenant de réformes hâtives, elle arrivera à compléter son œuvre de rénovation sociale, à la satisfaction même de ceux pour qui le progrès n'est que la mobilité ruineuse des institutions politiques.

Ce résultat important, et qui marquera dans l'histoire comme le début d'une ère nouvelle pour la France, outre qu'il a été amené par la force des choses, est dû aussi à la sagesse soutenue du parti républicain. Tout en faisant à ce parti honneur de cette sagesse, on peut dire aussi que les circonstances lui en ont fait une loi et une nécessité. Quand l'entraînement vers un but déterminé est généralisé chez une nation douloureusement éprouvée par des expériences

dynastiques, les passions révolutionnaires s'éteignent d'elles-mêmes, et la prudence du simple bon sens obtient tout ce qui serait refusé à l'audace du génie.

Mais de tous les faits qui, par un accord bien au-dessus des prévisions humaines, ont concouru à l'établissement définitif de la République, le plus étonnant est sans contredit cette fatalité qui a forcé la main aux partis monarchiques et en a fait les parrains involontaires de nos institutions nouvelles. Après cinq ans de luttes acharnées, usés en quelque sorte par des efforts où leur dignité a péri sans retour, les monarchistes n'ont réussi qu'à consolider ce qu'ils voulaient détruire. La République est sortie comme une statue du creuset de leurs compétitions, et leurs attaques ne laisseront sur le bronze dont elle est faite que d'imperceptibles égratignures. Les républicains l'ont proclamée pour la maintenir et la perfectionner, les monarchistes l'ont acceptée avec l'intention perfide d'en mieux faire voir les imperfections.

Dans cette lutte, qui sera la dernière, les républicains auront encore le dessus, grâce à la modération et à l'esprit de suite dont ils ont fait preuve, en se ralliant à une Constitution qui est loin de correspondre à leur idéal, et en se tenant résolument dans les limites qu'elle impose à leur action.

De cette modération, ils ne se départiront pas... Succès oblige comme noblesse, et la nou-

velle Assemblée, dont nous offrons au public le tableau aussi fidèle qu'impartial, sera, nous en sommes persuadés, l'épanouissement de cette majorité qui, dans l'Assemblée précédente, a été l'ouvrière active autant qu'honnête, dont les mains nous ont fait une œuvre que le temps et les passions vaincues ne pourront plus ébranler.

BIOGRAPHIE COMPLÈTE

DES

DÉPUTÉS

ACLOCQUE (PAUL-LÉON), élu, le 20 février 1876, député de l'*Ariège*, pour la circonscription de Foix, par 9.333 voix, est né à Montdidier (Somme), le 19 janvier 1834. Ancien élève de l'Ecole polytechnique, ancien officier d'état-major, puis grand industriel, il fut, pendant la guerre, colonel du 69^e régiment de mobiles. Les électeurs de l'Ariège l'envoyèrent, au 8 février 1871, siéger à l'Assemblée nationale où il vota avec le centre droit libéral. M. Aclocque est un peintre amateur qui n'est pas sans talent. Il a exposé, à l'un des derniers Salons, un portrait de M. Vandier, l'ex-député actuellement sénateur. Il appartient au groupe constitutionnel.

ADAM - FONTAINE (HERCULE - CHARLES - ACHILLE), élu, le 20 février 1876, député du *Pas-de-Calais* pour la première circonscription de l'arrondissement de Boulogne, par 9.500 voix contre 7.223 données à M. Henry, candidat républicain, a fait partie de l'Assemblée nationale où il a été successivement inscrit au centre droit et au groupe De Clercq. Dans une banale profession de foi, il s'est déclaré conservateur, sans être l'homme d'aucun parti. Les bonapartistes "

vivement soutenu aux élections. Cependant, à la fin de 1870, M. Adam, que déjà alors on accusait de bonapartisme, s'en défendait avec indignation dans une lettre adressée aux feuilles locales. « Je déclare, disait-il, que je donnerais ma démission de conseiller général si le malheur voulait que cette humiliation (le retour du régime impérial) fût infligée à notre malheureux pays. » Il siège à droite.

ADRIAN, élu, le 20 février, député de l'*Allier*, pour l'arrondissement de Ganat, par 8.016 voix, est avocat et vice-président du Conseil général de l'*Allier*. M. Adrian est un républicain de vieille date, à l'honnêteté et à la sincérité duquel ses ennemis politiques eux-mêmes se voient forcés de rendre justice. Il siège à gauche.

ALICOT (M.), élu, le 20 février 1876, député des *Hautes-Pyrénées*, pour l'arrondissement d'Argelès, par 5.452 voix, est un avocat, maire d'Argelès. Il a été secrétaire de la Conférence des avocats du barreau de Paris. Pendant le siège, M. Alicot fut lieutenant d'état-major auprès du général Callies, commandant la section de Belleville. Nommé, après le 8 février 1871, sous-préfet à Bagnères, il quitta à regret cette sous-préfecture, qu'il avait choisie, pour accepter les fonctions de sous-chef de cabinet de M. Victor Lefranc, ministre de l'intérieur. Quelque temps après, il suivit M. Victor Lefranc dans sa retraite. M. Alicot a été élu, en février 1876, comme « républicain constitutionnel. » Il siège à gauche.

ALLAIN-TARGÉ (FRANÇOIS-HENRI-RENÉ), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de la *Seine*, pour le XIX^e arrondissement, par 6.320 voix, est né à Angers, le 7 mai 1832. Il a épousé la fille de M. Villemain. Inscrit au barreau d'Angers, M. Allain-Targé fit un instant partie de

la magistrature sous l'Empire, comme substitut (1864). Il donna sa démission en 1864 et entra dans la presse démocratique. Il a collaboré à l'*Avenir national*, et à la *Revue politique*, avec MM. Gambetta et Challemel-Lacour, etc. Après le 4 Septembre, M. Allain-Targé fut nommé préfet de Maine-et-Loire, puis commissaire aux armées ; au moment de l'armistice, il était préfet de la Gironde et donna sa démission en même temps que M. Gambetta,

Élu membre du Conseil municipal de Paris, pour le quartier d'Amérique, en 1871, réélu en 1874, M. Allain-Targé a pris une part active aux travaux de cette assemblée. M. Allain-Targé a été élu vice-président du Conseil municipal en 1875. Il est, depuis la fondation, rédacteur de la *République française*, où il traite avec un grand talent les questions financières, dans lesquelles il a montré une compétence qui lui assure une place importante à l'Assemblée.

Il a réclamé, dans sa profession de foi, l'amnistie, la suppression de l'état de siège, la liberté de réunion, d'association, l'instruction primaire, gratuite, obligatoire et laïque, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la révision de l'assiette des impôts, etc. Il siège à l'extrême gauche.

ALLARD (NELZIR), élu, le 20 février 1876, député des *Deux-Sèvres*, pour l'arrondissement de Parthenay, par 8.200 voix contre 6.017 données au docteur Ganne, candidat républicain, est né à Parthenay, le 27 octobre 1798. Général de division, ancien député en 1847, M. Allard a été président de section au Conseil d'Etat de l'Empire. Il est président du Conseil général du département. « Mon appui est acquis, a-t-il dit dans sa profession de foi, au loyal et glorieux soldat à qui a été confié le dépôt du pouvoir exécutif. Je m'incline devant la Constitution du 25 février, qui a été consacrée par le vote de l'As-

semblée nationale, mais avec le ferme espoir que lorsque le droit de révision sera légalement ouvert, elle pourra être modifiée assez profondément pour donner au pays des institutions plus stables et, s'il est possible, un gouvernement définitif. » Il siège à la droite bonapartiste.

ALLÈGRE, élu, le 5 mars 1876, député du *Var*, pour la deuxième circonscription de Toulon, par 7.170 voix, est avocat et conseiller général du Var. Ancien maire de Toulon, révoqué par l'administration de M. de Broglie, M. Allègre a dit dans sa circulaire aux électeurs : « Vous prouverez à tous que la République est le parti non-seulement de la liberté et du droit, mais de la concorde et de la fraternité. » Il siège à gauche.

ALLEMAND (PIERRE-LÉGER-PROSPER), élu, le 20 février 1876, député des *Basses-Alpes*, pour l'arrondissement de Digne, par 7.335 voix contre 2.242 données à M. Falcon de Limier, l'ancien préfet du département sous l'empire, est né en 1815. Médecin distingué, ancien maire élu de Riez, conseiller général des Basses-Alpes depuis quinze ans, M. Allemand, nommé député au 2 juillet 1871, vota constamment avec la gauche. Il a échoué aux élections sénatoriales, le clergé lui ayant fait une opposition très-vive. A l'Assemblée actuelle, M. Allemand siège à la gauche républicaine.

ANCEL (ALBERT), élu, le 20 février 1876, député de la *Mayenne*, pour l'arrondissement de Château-Gontier, par 8.756 voix contre 7.721 données à M. Fournier, candidat constitutionnel, est maire de Bonchamps et conseiller général. « Je ne suis pas républicain, a-t-il dit dans sa profession de foi, mais je suis décidé à respecter et essayer la Constitution qui est devenue la loi actuelle du pays... Je défendrai tou-

jours les principes religieux et sociaux, sans lesquels aucun gouvernement n'est possible. » Il siège à droite.

ANDRIEUX (Louis), élu, le 20 février 1876, député du *Rhône*, pour la quatrième circonscription de Lyon, par 10.445 voix, contre 4.085 données au candidat constitutionnel, fait partie du Conseil municipal de Lyon et du Conseil général du Rhône. Avocat de talent, ancien procureur de la République au 4 Septembre, M. Andrieux s'est surtout signalé dans ces derniers temps par son énergie à lutter contre la dictature du célèbre préfet lyonnais Ducros et son agent favori Coco. Il est l'un des hommes les plus remarquables du parti républicain dans le département du Rhône. « Mon passé me sert de caution, a-t-il dit brièvement dans sa profession de foi. Quand la société était vraiment en péril, j'ai su la défendre autrement que par de vaines paroles. Et je n'ai pas attendu la veille des élections pour m'apercevoir que j'étais républicain. » Il siège à gauche.

ANISSON-DUPERRON, élu, au scrutin de ballottage du 5 mars 1876, député de la *Seine-Inférieure*, pour la première circonscription d'Yvetot par 6.440 voix, est né à Paris en 1829. Possesseur d'une très-grande fortune, M. Anisson-Duperron a beaucoup voyagé et quelque peu collaboré à une revue dévote : *le Correspondant*. Il fut nommé, au 8 février 1871, député à l'Assemblée de Bordeaux. Ami particulier des princes d'Orléans, il prêta son splendide hôtel de la rue Abbattucci au fameux *Comité des six* qui, sous la présidence du général Changarnier, prépara le plan de campagne qui aboutit au renversement de M. Thiers. C'est dans ce même hôtel qu'en octobre 1873, la commission des neuf organisa la comédie de la fusion et machina cet imbroglio monarchique

qui eut sur le mouvement des affaires une si triste influence.

M. Anisson-Duperron n'a pas le moindre talent comme orateur. C'est une petite personnalité loquace et remuante qui se plaît aux chuchotements de l'intrigue. Le député d'Yvetot est adversaire passionné de Paris, qu'il dénigre avec persévérance, tout en se gardant bien d'aller s'installer à Versailles.

M. Anisson-Duperron appartient au Conseil général de la Seine-Inférieure. Il siège à droite.

ANTHOARD, élu, le 20 février 1876, député de l'*Isère*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Grenoble, par 7.967 voix, est conseiller général, ancien maire de Grenoble en 1848 et après le 4 Septembre, propriétaire cultivateur à Nogaret. M. Anthoard a été choisi comme candidat par les comités républicains, contre des concurrents plus radicaux, à cause de la fermeté et de la modération de ses principes. Il siège à gauche.

ARISTE (A. d'), élu, le 20 février 1876, député des *Basses-Pyrénées*, pour la deuxième circonscription de Pau, par 8.682 voix, est né vers 1840. C'est le fils de l'ancien sénateur impérial. Riche propriétaire, avocat, M. d'Ariste a été recommandé par l'*Univers*. Il a déclaré, dans sa circulaire, que le jour où la révision sera légale, il réclamera l'Appel au peuple comme « la seule solution pacifique de nos difficultés. »

M. d'Ariste siège dans les rangs des bonapartistes.

ARMEZ, élu, le 5 mars, député des *Côtes-du-Nord*, pour la première circonscription de Saint-Brieuc, par 8.260 voix, est un ingénieur civil, conseiller général des *Côtes-du-Nord*. M. Armez

a fait une profession de foi très-nettement républicaine. Il siège à gauche.

ARNOULT (G.), élu, le 20 février 1876, député du *Finistère* pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Quimper, par 7.824 voix contre 4.481 données au candidat monarchiste, est un riche agriculteur, membre du Conseil général du département et président du Comice agricole de Pont-l'Abbé. « Nous sommes résolus, a-t-il dit dans une profession de foi nettement républicaine, à faire respecter les pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon tels qu'ils sont établis par la Constitution républicaine, dans leur forme et dans leur durée. Si, pendant les quatre années que doit durer le mandat de vos députés, le droit de révision constitutionnelle venait à s'ouvrir, nous n'accepterons aucun changement qui puisse altérer le principe de sa constitution et la nature du gouvernement. » Il siège à gauche.

ARRIGHI (duc de PADOUE), élu, le 20 février 1876; député de la *Corse*, pour l'arrondissement de Calvi, par 2.534 voix, est l'ancien préfet de Seine-et-Oise, l'ancien sénateur, nommé ministre de l'intérieur, sous l'Empire, à l'époque de la guerre d'Italie. M. Arrighi s'est présenté sans succès à la députation en 1874 et en 1875 dans le département de Seine-et-Oise qu'il habite. Le 16 mars 1874, il fit partie des pèlerins de Chislehurst et porta la parole en leur nom. Il vote avec les bonapartistes militants.

AULAN (comte D'), élu, au scrutin de ballottage, le 5 mars 1876, député de la *Drôme*, pour l'arrondissement de Nyons, par 5.243 voix, est un ancien écuyer de l'Empereur, conseiller général.

Au premier tour de scrutin, deux candidatures bonapartistes étaient sur les rangs, M. Morin, ancien député, et M. d'Aulan. M. Morin ob-

tint 3.605 voix, M. d'Aulan 2.851 et M. Bertrand, candidat républicain, 3.601. Entre les deux tours de scrutin, M. Morin se désista en faveur de M. d'Aulan qui resta le candidat de toutes les réactions contre M. Bertrand appuyé par toutes les nuances de l'opinion républicaine.

M. le comte d'Aulan l'emporta de quinze cents voix sur son concurrent. Il siège au groupe bonapartiste.

AYGUESVIVES (comte d'), élu, le 5 mars 1876, député de la *Haute-Garonne*, pour la troisième circonscription de Toulouse, par 8.703 voix, a été chambellan de l'empereur, puis député élu avec l'appui du gouvernement en 1863 et en 1869. Il est conseiller général de la Haute-Garonne. M. d'Ayguesvives siège à la droite bonapartiste.

AZÉMAR, élu, le 20 février 1876, député de l'*Aveyron* pour la première circonscription de Rodez, par 4.066 voix, est un avocat, ancien fonctionnaire de l'Empire. Après le 2 Décembre 1851, M. Azémar, alors conseiller municipal de Rodez, signa, avec ses collègues, une adresse de félicitations à Louis Bonaparte, adresse dans laquelle le coup d'Etat était qualifié d'*immense service rendu au pays*. Quant aux défenseurs de la loi, ils étaient traités dans ce factum de *ramassis hideux de toutes les passions anarchiques*. L'adresse du Conseil municipal de Rodez se terminait ainsi : « La France, prince, ne veut pas être sauvée à demi et pour quelques jours seulement; *poursuivez donc sans relâche et comprimez pour toujours les implacables ennemis de sa prospérité et de son repos.* » Ce document figure au registre des délibérations du Conseil municipal de Rodez (séance du 16 janvier 1852). M. Azémar est avant tout un clérical. Il siège à droite,

BAMBERGER (EDOUARD-ADRIEN), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de la *Seine*, pour la deuxième circonscription de Saint-Denis, par 4.892 voix, est né à Strasbourg en 1825. M. Bamberger exerçait la médecine à Metz depuis 1850, lorsqu'il fut élu député à l'Assemblée nationale, le 8 février 1871. Il vint siéger à gauche et se fit à plusieurs reprises l'interprète des sentiments de nos malheureuses populations d'Alsace et de Lorraine, en protestant contre le traité de paix qu'« un seul homme pouvait signer, Napoléon III », et contre la trahison du maréchal Bazaine dont il réclama la mise en jugement.

M. Bamberger siège à la gauche républicaine.

BANDY DE NALÈCHE (LOUIS), élu, le 20 février 1876, député de la *Creuse*, pour la deuxième circonscription d'Aubusson, par 6.412 voix, est un ancien avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation. Membre du Conseil général de la Creuse, secrétaire de la Commission départementale, il a fait une profession de foi dans laquelle il disait : « Je considère le principe de la République comme inviolable; mais si, par la suite, l'expérience révélait des imperfections dans le fonctionnement de la Constitution, je veux qu'on y porte remède par des réformes raisonnées, progressives et *essentiellement républicaines*. »

M. Bandy de Nalèche appartient à une ancienne famille de la Creuse, qui a fourni des représentants à plusieurs de nos Assemblées délibérantes.

Il siège à gauche.

BARASCUD (HIPPOLYTE), élu, le 20 février 1876, député de l'*Aveyron* pour l'arrondissement de Sainte-Affrique, est né en 1820. Avocat à Montpellier, M. Barascud quitta le barreau pour se livrer à l'agronomie. Il fit exécuter de grands travaux d'agriculture à Sainte-Affrique. En 1869, il

se porta contre M. Calvet-Rogniat, candidat officiel resté légendaire par le veau qu'il fit distribuer aux électeurs bien pensants d'une des communes de l'arrondissement. Envoyé à l'Assemblée de Bordeaux, le 8 février 1871, par les électeurs de l'Aveyron, M. Barascud siégea au centre droit. Il s'est abstenu dans le vote des lois constitutionnelles.

Il siége à droite.

BARDOUX (AGÉNOR), élu, le 20 février 1876, député du *Puy-de-Dôme*, pour la première circonscription de Clermont, est né à Clermont-Ferrand en 1831. Avocat distingué du barreau de cette ville, il a plaidé, en 1869, pour l'*Indépendant du Centre*, accusé d'avoir ouvert dans ses colonnes la souscription Baudin. Le journal fut acquitté par le tribunal, que présidait M. Salneuve, aujourd'hui sénateur. Ecrivain érudit et distingué, M. Bardoux a publié un certain nombre d'articles qui furent remarqués dans la *Revue des Deux-Mondes* et dans la *Revue du Droit français et étranger*. Pendant la guerre, il remplit les fonctions de maire de Clermont et sut se concilier l'estime générale.

Envoyé à l'Assemblée de Bordeaux par les électeurs du Puy-de-Dôme, le 8 février 1871, M. Bardoux vint siéger au centre gauche où il joua un rôle prépondérant. Lors de la formation du cabinet du 10 mars 1875, il entra au pouvoir comme sous-secrétaire d'Etat au ministère de la justice, mais donna peu après sa démission, lorsque le ministère soutint le scrutin d'arrondissement contre lequel il s'était prononcé. Il fut nommé, quelques jours plus tard, président du centre gauche, groupe dont il fait encore partie à l'Assemblée actuelle.

BARNI (JULES-ROMAIN), élu, le 20 février 1876, député de la *Somme* pour la première circonscrip-

tion d'Amiens, par 11.114 voix, est né à Lille le 1^{er} juin 1818. Lors du Coup d'Etat, le député actuel occupait la chaire de philosophie à Rouen; il donna sa démission, se retira en Suisse et ne rentra en France qu'après la chute de l'Empire. Pendant son exil volontaire, il écrivit plusieurs ouvrages fort estimés. Élu député le 9 juin 1872, il siégea à l'extrême gauche de la dernière Assemblée et s'inscrivit aux groupes de la gauche et de l'Union républicaine. M. Barni a dit dans sa circulaire : « J'approuve le mot de M. Thiers : *La République sera conservatrice ou elle ne sera pas*, mais j'ajoute cette condition, qui ne me paraît pas moins nécessaire : il faut que la République devienne, dans nos institutions comme dans nos mœurs, l'instrument du progrès démocratique. » Il siége à gauche.

BARODET (DÉSIRÉ), élu, le 20 février 1876, député de la Seine, pour le quatrième arrondissement, par 8.929 voix, est né le 27 juillet 1823 à Serméze (Saône-et-Loire). Fils d'un instituteur et d'abord instituteur lui-même, M. Barodet se fixa, en 1856, à Lyon, où il prit bientôt une place importante dans le parti républicain. Après le 4 Septembre il administra comme adjoint la mairie de cette ville, dont M. Thiers le nomma maire le 23 avril 1872. La loi municipale, votée par l'Assemblée nationale le 4 avril 1873, lui enleva ses fonctions; c'est alors que les électeurs républicains de Paris le choisirent pour leur candidat aux élections du 27 du même mois, en prenant son nom comme une protestation en faveur des libertés municipales, et l'élurent, avec une forte majorité contre M. de Rémusat. On exploita aussitôt cette élection comme un acte d'hostilité personnelle contre M. Thiers, bien que M. Barodet eût été à Lyon le maire choisi par M. Thiers lui-même. A l'Assemblée nationale, M. Barodet a siégé constamment à l'Union républicaine;

mais la modération constante de ses discours et de ses actes n'a cessé de donner un démenti à ceux qui le représentaient comme l'organe du radicalisme outré. Il siège à l'extrême gauche.

BARTHE (MARCEL), élu, le 20 février 1876, député des *Basses-Pyrénées*, pour la première circonscription de Pau, par 8.922 voix, est né à Pau le 15 janvier 1813. Il vint faire son droit à Paris et y resta jusqu'en 1844, donnant des articles littéraires au *Temps* et à l'*Artiste*. Elu en 1845, conseiller municipal de Pau comme candidat de l'opposition, il fut l'un des premiers à acclamer la République en 1848. Nommé, aux élections du 4 juin, député à la Constituante, il vota avec la gauche. Rentré dans la vie privée après le 2 Décembre, M. Marcel Barthe fut envoyé le 8 février 1871 à l'Assemblée de Bordeaux, par les électeurs des Basses-Pyrénées, et il attacha son nom à un amendement sur les pétitions catholiques (22 juillet 1871). Les évêques appelaient « l'attention du gouvernement sur la situation intolérable faite au souverain pontife et sur la nécessité d'y porter remède. » M. Marcel Barthe proposa l'ordre du jour suivant : « L'Assemblée nationale, confiante dans le patriotisme et la prudence du chef du pouvoir exécutif de la République, passe à l'ordre du jour. » Cet ordre du jour fut repoussé par l'Assemblée qui, d'accord avec M. Thiers, prononça le renvoi des pétitions au ministre des affaires étrangères.

M. Marcel Barthe siège à gauche.

BARTOLI (ALEXANDRE), élu, le 20 février 1876, député de la *Corse*, pour l'arrondissement de Sartène, par 3.137 voix contre 3.108 données à M. Charles Abattucci, député sortant, bonapartiste, est docteur en médecine. Il a fait une profession de foi républicaine des plus nettes. Il siège à gauche.

BASSETIÈRE (EDOUARD DE LA), élu, le 20 février 1876, député de la *Vendée* pour la première circonscription des Sables-d'Olonne, par 6.893 voix, est un riche propriétaire de Gilles-sur-Vic, conseiller général de la Vendée. Né à la vie politique le 8 février 1871, il siégea à la droite de la Chambre et signa la demande de restauration monarchique. Il a écrit à ses électeurs : « Dites-vous que jamais la patrie, la famille, la propriété, la liberté morale, tout ce que vous aimez n'a été plus grandement menacé ; » et il leur demanda de l'envoyer « combattre, partout où ils se présenteront, le désordre et la révolution. » Il siége à droite.

BASTID (RAYMOND), élu, le 20 février 1876, député du *Cantal*, pour la circonscription d'Aurillac, par 7.451 voix, est né en 1830. Avocat au barreau d'Aurillac, nommé, en 1869, comme député de l'opposition, rapporteur du projet de loi portant abrogation de la loi de sûreté générale, il conclut à l'adoption de ce projet. Il fut au nombre des députés qui votèrent contre la guerre en 1870. Envoyé, au 8 février 1871, à l'Assemblée de Bordeaux, M. Raymond Bastid vota avec le centre gauche. Les nombreux et excellents discours prononcés par M. Raymond Bastid dans les réunions et les comices agricoles ont beaucoup contribué à répandre les idées républicaines parmi les populations du Cantal. Il siége à gauche.

BAUDRY D'ASSON (ARMAND), élu, le 20 février 1876, député de la *Vendée*, pour la deuxième circonscription des Sables-d'Olonne par 6.221 voix, est conseiller général. M. Baudry d'Asson entre seulement dans la vie politique et était jusqu'ici complètement inconnu, mais la circulaire qu'il a adressée à ses électeurs le peint tout entier : « Le torrent démagogique grossit

chaque jour, et ce n'est pas trop de tous les efforts des hommes d'ordre pour lui opposer une digue infranchissable. » Il devient inutile de dire que M. Baudry siège à droite.

BEAURY (ANTOINE), élu, le 20 février 1876, député de la *Haute-Vienne*, pour la circonscription de Saint-Yrieix, par 3.939 voix, fut juge de paix et conseiller général. Les électeurs du canton de Saint-Yrieix, connaissant ses opinions franchement républicaines, l'ont nommé au premier tour de scrutin, malgré les compétitions de M. Saint-Marc Girardin fils et du général Feri-Pisani-Jourdan. Dans sa circulaire, M. Beaury a dit à ses électeurs : « Pour moi, notre droit public moderne, fondé sur la souveraineté de tous, exclut la souveraineté d'un seul. Son expression, l'élection, exclut toute hérédité du pouvoir. La République est donc le seul enfant légitime de notre droit public, le seul gouvernement possible. » Il siège à gauche.

BEAUCHAMPS (ROBERT DE), élu, le 20 février 1876, député de la *Vienne*, pour la circonscription de Montmorillon, par 10.083 voix, est un ancien député officiel au Corps législatif; il est vice-président du Conseil général. La circulaire que M. de Beauchamps a adressée à ses électeurs est ainsi conçue : « Respectueux de la loi de mon pays, j'appuierai, a-t-il dit, le gouvernement du maréchal de Mac-Mahon. Homme d'ordre avant tout, je suis aussi partisan des idées libérales dans ce qu'elles ont de raisonnable, de pratique et de profitable au bien général. » Il siège à la droite bonapartiste.

BEAUSSIRE (EMILE-JACQUES-AMAND), élu, le 5 mars 1876, député de la *Vendée*, pour la deuxième circonscription de Fontenay-le-Comte, par 8.053 voix, est né à Luçon (Vendée), le 26 mai 1824.

Il a été professeur de philosophie à Lille, Rennes, Grenoble, Poitiers et aux lycées Rollin et Charlemagne. Entré à la dernière Assemblée, il a voté avec les gauches, et s'est prononcé contre la restauration monarchique en 1873. M. Beaussire a collaboré à plusieurs journaux et revues. Il a dit à ses électeurs : « Je veux l'application sincère et la pratique loyale de cette Constitution qui a fondé en France une République sage, libérale, ouverte à tous, respectueuse de tous les intérêts et de tous les droits. » Il siège au centre gauche.

BEL (FRANÇOIS), élu, le 20 février 1876, député de la *Savoie*, pour la deuxième circonscription de Chambéry, par 7.599 voix, est un grand agriculteur, conseiller général de la Savoie depuis 1859 et président de ce conseil depuis 1874. Il est également président de la Société centrale d'Agriculture de Chambéry. M. Bela dit dans sa profession de foi : « Je ne vois que la République qui puisse assurer au pays la paix, la tranquillité. » Il siège à gauche.

BELIZAL (vicomte DE), élu, le 20 février 1876, député des *Côtes-du-Nord*, pour la deuxième circonscription de Saint-Brieuc, par 10.520 voix, s'est présenté comme candidat catholique, mais a adhéré à la Constitution. Il appartient au Conseil général des Côtes-du Nord. À la Chambre des députés, M. le vicomte de Belizal siège à droite.

BELLE (DANIEL), élu, le 20 février 1876, député d'*Indre-et-Loire*, pour la première circonscription de Tours, par 11.078 suffrages, est maire de Tours. Nommé au Conseil général, il s'est invariablement montré le partisan de toutes les mesures libérales prises par cette assemblée. À la Chambre des députés, M. Belle siège à gauche.

BENOIST, élu, le 20 février 1876, député de *Maine-et-Loire*, pour l'arrondissement de Baugé, par 10.851 voix contre 6.044 données au candidat légitimiste clérical, vicomte Gaston de Rochebouet, est un avocat, membre du Conseil général et ancien sous-préfet du 4 Septembre. Soutenu par les comités républicains, M. Benoist a déclaré dans sa profession de foi qu'il « voterait pour le maintien intégral du suffrage universel et pour le rétablissement des franchises municipales. » Il siège à gauche.

BERGER (EUGÈNE), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de *Maine-et-Loire*, pour l'arrondissement de Saumur, par 12.423 voix, après un premier tour où le candidat orléaniste et le candidat républicain avaient réuni ensemble 13.368 suffrages, n'a triomphé que par la retraite du candidat orléaniste et l'union de tous les monarchistes. Ancien député officiel au Corps législatif de l'Empire, conseiller général, M. Berger s'est présenté comme bonapartiste et a dit dans sa profession de foi : « Vous connaissez mes antécédents et mes opinions. Si, au cours de la prochaine législature, le maréchal de Mac-Mahon signalait la nécessité de réviser les lois fondamentales, la conduite à tenir me serait dictée par les convictions de toute ma vie. Je demanderais que les pouvoirs publics prissent des mesures pour assurer l'expression la plus directe et la plus formelle de la volonté nationale. » Il siège parmi les bonapartistes.

BERLET (EDMOND), élu, le 20 février 1876, député de *Meurthe-et-Moselle*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Nancy, par 12.062 voix, est avocat au barreau de Nancy et siégeait, à la dernière Assemblée nationale, dans les rangs de la gauche républicaine, avec laquelle il a toujours voté. Il a déclaré dans sa

profession de foi qu'il « maintiendra la Constitution du 25 février et repoussera toute proposition qui n'aura pas pour objet exclusif d'améliorer cette Constitution dans le sens républicain. Que si, a-t-il dit encore, par une cause que nous ne devons ni prévoir ni souhaiter, le pouvoir exécutif devenait vacant, jamais je ne le remettrais aux mains d'un prince. » Il appartient à la gauche.

BERNIER, élu, le 20 février 1876, député du *Loiret*, pour la deuxième circonscription d'Orléans, par 8.186 voix, contre 7.092 données à M. Darblay, candidat bonapartiste se disant constitutionnel, est un notaire honoraire, ancien président de la Chambre des notaires, conseiller général, conseiller municipal d'Orléans, président du Comice agricole de la région. Sa profession de foi était ainsi conçue : « Comme citoyen, j'associe dans un même et profond respect l'autorité du maréchal président de la République et celle des lois constitutionnelles ; comme député, j'affirmerai ce respect par tous mes actes. Je repousserai avec énergie toute révision de la Constitution qui aurait pour résultat d'affaiblir le principe républicain. » Il siège à gauche.

BERT (PAUL), élu, le 20 février 1876, député de l'*Yonne* pour la 2^{me} circonscription d'Auxerre, par 8.326 voix, appartenait à la dernière Assemblée et faisait partie de l'Union républicaine. Professeur à la Faculté des Sciences de Paris, ancien préfet du Nord au 4 Septembre, conseiller général de l'Yonne, M. Paul Bert rédige dans la *République Française* le feuilleton scientifique. Il a dit dans sa circulaire aux électeurs : « Il faut soustraire l'éducation nationale au joug des sectes religieuses, la rendre à tous ses degrés accessible à tous les citoyens et préparer par »

nement des plus dignes, la réalisation de la véritable égalité. » Il siège à gauche.

BERTHOLON (CÉSAR), élu, le 20 février 1876, député de la *Loire* pour la première circonscription de l'arrondissement de Saint-Etienne, par 7.864 voix, est un ancien représentant du peuple à l'Assemblée législative, ancien préfet sous le gouvernement de la Défense nationale, membre du Conseil municipal de Saint-Etienne. Fixé dans le pays depuis plusieurs années, M. Bertholon en connaît les intérêts et les besoins : il y a constamment participé aux luttes soutenues par le parti démocratique pendant les dernières années de l'Empire. Ses déclarations ont été nettes et fermes, comme on devait les attendre d'un républicain de vieille date. Il siège à l'extrême gauche.

BETHMONT (PAUL), élu, le 20 février 1876, député de la *Charente-Inférieure*, pour l'arrondissement de Rochefort, par 6.844 voix, est né à Paris le 15 octobre 1833. Fils du célèbre avocat qui a été ministre de la République en 1848, M. Paul Bethmont fut élu, en 1865, comme député de l'opposition dans la Charente-Inférieure, vota avec la gauche et fut réélu en 1869. Pendant le siège de Paris, il s'engagea dans une compagnie de marche de la garde nationale. Envoyé, le 8 février 1871, à l'Assemblée de Bordeaux par les électeurs de la Charente-Inférieure, M. Bethmont devint l'un des membres les plus écoutés du centre gauche, groupe dont il est président à la Chambre des députés actuelle.

M. Bethmont a dit, dans la lettre de remerciements qu'il écrivit à ses électeurs le 20 février 1876 : « Vos adversaires verront bientôt que le parti républicain est digne de ses destinées ; qu'il est seul capable de relever la France, parce qu'il représente la nation entière, avec tout ce

qu'elle renferme d'intérêts multiples, d'aspirations légitimes, de puissance et d'élan. »

BIANCHI (MARIUS), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de l'*Orne*, pour l'arrondissement de Mortagne (deuxième circonscription), par 7.102 voix, est un agent de change. Étranger au département, M. Bianchi se présenta aux électeurs « sur les instances et sous le patronage de son beau-père, M. Dugué de la Fauconnerie, » l'un des chefs du parti bonapartiste, dont il « partage absolument les opinions, les principes et les espérances. » Il a dit, dans sa circulaire, qu'après l'expiration des pouvoirs du Maréchal de Mac-Mahon, il réclamerait l'Appel au peuple,

M. Bianchi siège dans les rangs des bonapartistes.

BIENVENU (LÉON), élu, le 20 février 1876, député de la *Vendée*, pour la première circonscription de Fontenay-le-Comte, est conseiller général et a été patronné par le comité républicain. M. Bienvenu est l'auteur d'un livre : *L'Eglise, l'Etat et la Liberté*, qui a ému tout le parti clérical. L'honorable député de la Vendée accepte la Constitution du 25 février et repousse énergiquement tout projet de révision qui tendrait à la modifier dans un sens monarchique. Il siège à gauche.

BILIAIS (HENRI DE LA), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de la *Loire-Inférieure*, pour la troisième circonscription de Nantes, par 8.595 voix, après un premier tour où le candidat républicain et le candidat constitutionnel avaient réuni ensemble 8.569 voix, est membre du Conseil général et maire de Mâche-coul. Grand propriétaire, allié aux familles nobles les plus considérables du pays, il comman-

dait pendant la guerre un bataillon de mobilisés et se conduisit bravement. Sa profession de foi nous montre en lui un homme dévoué aux intérêts monarchiques et cléricaux : « Une guerre acharnée, impie est déclarée par le radicalisme à la religion pour laquelle nos pères versèrent leur sang ; je la défendrai résolument comme le dernier rempart de la justice et du droit sur la terre. » M. de la Biliais siège à droite.

BILLY (JEAN-EUGÈNE), élu, le 20 février 1876, député de la *Meuse*, pour l'arrondissement de Montmédy, par 7.782 voix contre 5.700 données au candidat monarchiste, est un avocat, proscrit au 2 Décembre, qui a siégé à l'Assemblée nationale, sur les bancs de la gauche républicaine avec laquelle il a toujours voté. Sa profession de foi est celle qu'on devait attendre d'un démocrate éprouvé : « La République n'en est pas à faire ses preuves ; elle est devenue le gouvernement *indiscutable* du pays... Seule, elle peut, par sa stabilité non limitée à l'échéance de 1880, nous donner des alliances, écarter la guerre, amener la prospérité, commander à tous le respect de la loi faite par tous, nous garantir l'ordre avec toutes les libertés conquises par nos pères, et replacer la France au rang d'où les folies de l'Empire l'ont fait un instant descendre. » Il siège à gauche.

BIZOT DE FONTENY, élu, le 20 février 1876, député de la *Haute-Marne*, pour l'arrondissement de Langres, par 11.723 voix contre 10.845 données à M. Du Breuil de Saint-Germain, député sortant, candidat cléricale et monarchiste, est un ancien sous-préfet de Wassy, nommé après le 4 Septembre. Il montra la plus grande énergie pendant l'invasion allemande : au mois de janvier 1871, il fut arrêté par les Prussiens, conduit prisonnier à Nancy sur une méchante char-

rette et gardé plusieurs jours en prison. Dans sa profession de foi, M. Bizot de Fonteny a déclaré que « les institutions républicaines, par l'application des principes de 89, peuvent seules rendre aujourd'hui la prospérité à notre pays, imposer l'économie dans les finances, amener la diminution progressive de l'impôt par l'extinction graduelle des charges du trésor, intéresser la nation à la gestion des affaires publiques, et lui garantir la paix à l'extérieur, l'ordre et la liberté à l'intérieur. » Il siège à gauche.

BLACHÈRE (ERNEST), élu, le 20 février 1876, député de l'*Ardèche* pour la première circonscription de Largentière par 6.931 voix, est maire de Largentière, conseiller général et gendre de M. Tailhand, l'ex-garde des sceaux, actuellement sénateur. C'est un clérical militant qui semble avoir pris pour devise : « *Salus Ecclesiæ suprema lex esto*, » et qui place les questions religieuses au-dessus des questions politiques. Dans sa profession de foi, il en appelait à Dieu « pour faire sonner l'heure où pourra être fondé un ordre de choses stable. » Il appartient à la droite légitimiste.

BLANC (JEAN-JOSEPH-LOUIS), élu, le 20 février 1876, député de la *Seine*, pour le cinquième arrondissement, par 9.822 voix, et en même temps pour le treizième arrondissement et pour Saint-Denis, a opté pour le cinquième. Il est né à Madrid, de parents français, le 28 octobre 1813.

En 1848, M. Louis Blanc était déjà arrivé à la célébrité comme journaliste républicain, historien et socialiste. Après février, il entra dans le Gouvernement provisoire comme représentant surtout l'union du socialisme et de la politique. Aussi, dans la réaction qui suivit l'explosion de la crise révolutionnaire, il accumula en quelque sorte sur sa tête toutes les haines aveugles que

souleva ce mot seul de socialisme. Membre de l'Assemblée constituante, il fut décrété d'accusation à la suite de l'affaire du 15 Mai et des journées de Juin, et obligé de se réfugier en Angleterre. La haute Cour de Bourges le condamna, par contumace, à la déportation.

L'exil de M. Louis Blanc en Angleterre dura vingt-deux années pendant lesquelles il termina sa belle *Histoire de la Révolution*. Après le 4 Septembre il vint s'enfermer dans Paris assiégé et fut nommé représentant de la Seine à l'Assemblée nationale, le premier sur la liste avec une énorme majorité.

A l'Assemblée, il fit d'infructueux efforts pour amener les députés monarchistes à des sentiments de conciliation vis-à-vis de Paris, réclama le retour de l'Assemblée dans cette ville, et tenta vainement d'arrêter dès le début l'insurrection du 18 mars. Il a prononcé d'admirables discours, notamment sur la loi de l'Internationale, la loi des Trente, la loi électorale, la loi des maires, etc. Sa parole est châtiée, correcte, d'une élégance achevée; la pensée reste toujours élevée, juste et empreinte du véritable esprit démocratique.

Bien qu'il ait été président du groupe de l'Union républicaine, M. Louis Blanc n'a joué qu'un rôle secondaire à l'Assemblée, laissant à de plus jeunes une action plus énergique, et rendant cependant cet immense service de faire aimer et accepter par sa modération, à laquelle tous rendent justice, cette République dont on l'accusait jadis d'être le sectaire le plus étroit, le défenseur le plus exagéré, le tribun le plus terrible. Il siège à l'extrême gauche.

BLANC (PIERRE), élu, le 20 février 1876, député de la *Savoie*, pour l'arrondissement d'Albertville, par 4.403 voix, est un avocat, ancien

représentant du Parlement sarde. « C'est en obéissant à mes convictions et plus encore aux inspirations d'un véritable patriotisme, a-t-il dit dans sa circulaire, que je déclare que ma candidature est nettement républicaine et que son programme se résume en ces mots : *Maintien et affermisement de la République.* »

M. Blanc siège dans les rangs de la gauche républicaine.

BLANDIN (E.), élu, le 20 février 1876, député de la *Marne*, pour l'arrondissement d'Epernay, par 13.321 voix contre 8.411 partagées entre un candidat monarchiste et un candidat bonapartiste, est maire d'Epernay et membre du Conseil général. Soutenu par les comités républicains. M. Blandin a dit dans sa profession de foi : « Si la révision venait à être proposée, j'en profiterais pour réformer, améliorer, conserver la Constitution républicaine, mais non pour la mutiler ou la détruire... Mon concours est acquis au maréchal de Mac-Mahon, président de la République. Vous ne me trouverez jamais ni avec les intransigeants d'aucunes nuances, ni avec les manifestants inopportuns. J'ai foi dans nos nouvelles institutions. J'ai la ferme conviction que, sagement pratiquées, elles pourront seules mettre fin aux luttes et aux compétitions des partis, nous éviter de nouvelles révolutions, nous donner l'ordre, la prospérité, la liberté à l'intérieur, la paix à l'extérieur, et permettre à la France de reprendre la place qu'elle mérite dans le conseil des nations. » Il siège à gauche.

BLIN DE BOURDON (RAOUL, vicomte), élu, le 20 février 1876, député de la *Somme* pour la circonscription de Doullens, par 10.602 voix, est né en 1838. Il appartenait à la dernière Assemblée, dont il était l'un des secrétaires. Il votait avec la

droite. M. Blin de Bourdon a voyagé pendant toute sa jeunesse; lors de la dernière guerre il commandait une compagnie de mobilisés et reçut une blessure à l'une des affaires de l'armée du Nord. M. Blin de Bourdon est un légitimiste dont les bonapartistes ont énergiquement combattu la candidature. Il siège à droite.

BODAN (DU), élu, le 20 février 1876, député du *Morbihan*, pour la première circonscription de l'arrondissement de Vannes, par 5.935 voix contre 3.039 données à M. Burgault, candidat républicain, a déjà siégé à la dernière Assemblée parmi les plus ardents cléricaux. Ancien procureur impérial, il a été soutenu par la coalition de tous les partis conservateurs. Il siège à la droite légitimiste.

BONNEL (LÉON), élu, le 20 février 1876, député de l'*Aude*, pour la circonscription de Narbonne, par 10.963 voix, est un riche propriétaire, ancien maire de Narbonne. Envoyé à l'Assemblée nationale, le 14 décembre 1873, par les électeurs de l'Aude, M. Bonnel siégea à l'extrême gauche, groupe dont il fait encore partie à l'Assemblée actuelle.

BORDET (HENRI), élu, au scrutin de ballottage du 5 mars 1876, député de la *Côte-d'Or*, pour l'arrondissement de Châtillon-sur-Saône, par 6.587 voix, passait pour orléaniste avant le coup d'Etat. Devenu bonapartiste en 1852, il entra au Conseil d'Etat où il exerça longtemps les fonctions de maître des requêtes. Il est conseiller général de la Côte-d'Or. Il a fait une profession de foi qui interdit de le classer parmi les républi-

cains, mais qui ne permet point de lui assigner une opinion politique quelconque.

Il siège à droite.

BORRIGLIONE (ALFRED), élu, le 20 février 1876, député des *Alpes-Maritimes*, pour la première circonscription de Nice, par 5.317 suffrages, est un avocat qui a été longtemps considéré comme un des chefs du parti séparatiste. Mais M. Borriglione a hautement répudié les tendances qu'on lui prêtait, et il a fait une profession de foi éloquemment républicaine et française. M. Borriglione est conseiller général. Il siège à gauche.

BOSREDON (ALEXANDRE DE), élu, le 20 février 1876, député de la *Dordogne*, pour la première circonscription de Sarlat, par 9.248 voix, a été candidat officiel sous l'Empire dans la Dordogne, où on lui sacrifia les dernières espérances de M. Gihiat. Son élection, en 1868, fut une affaire de famille. On avait probablement promis à son frère, alors conseiller d'Etat, de le soutenir; c'était là, au surplus, tous les titres qu'il avait à la confiance des électeurs de Sarlat, et on ne voit point qu'il en ait acquis de nouveaux depuis, à moins que l'acte d'avoir voté la guerre en juillet 1870 ne soit considéré comme un service glorieux rendu au pays. Il fait partie du groupe bonapartiste.

BOTTARD (ALPHONSE), élu, le 5 mars 1876, député de l'*Indre*, pour la première circonscription de Châteauroux, par 5.095 voix contre 4.855 données à M. Balsan, député sortant, est né en 1821. Ancien avoué, avocat, M. Bottard fut envoyé le 8 février 1871 à l'Assemblée de Bordeaux, où il a toujours voté avec la partie du centre gauche la plus rapprochée de la gauche républicaine. Il siège à gauche.

BOUCHET (PAUL-EMILE-BBUTUS), élu, le 20 février 1876, député des *Bouches-du-Rhône* pour la quatrième circonscription de Marseille, par 8.872 voix, est né à Embrun, dans les Hautes-Alpes, le 28 décembre 1840. Avocat, conseiller d'arrondissement, nommé en 1870 substitut du procureur de la République à Marseille, démissionnaire le 23 mars 1871, M. Bouchet fut inculpé avec Gaston Crémieux dans les affaires de la Commune de Marseille et subit trois mois d'emprisonnement au fort Saint-Nicolas. Bien qu'ayant été acquitté, M. Bouchet ne put jamais, depuis cette époque, obtenir sa réinscription au tableau des avocats de Marseille.

Elu député des Bouches-du-Rhône le 7 janvier 1872, M. Bouchet accepta le mandat impératif du Comité central et vint siéger à l'extrême gauche, groupe dont il fait encore partie à l'Assemblée actuelle.

BOULARD, élu, le 20 février 1876, député du *Cher*, pour la deuxième circonscription de Bourges, par 7.570 voix, a exercé avec indépendance et dignité, de 1862 à 1871, les fonctions de juge de paix dans la Côte-d'Or. Démissionnaire en 1871, M. Boulard vint s'établir à Melun, où résidait sa famille, et fut nommé, coup sur coup, conseiller municipal, maire, vice-président du comice agricole de Bourges et conseiller général du Cher. Après le 24 mai, M. Boulard fut compris dans l'hécatombe de maires républicains faite par le gouvernement de combat.

Il siège à gauche.

BOULART, élu, le 20 février 1876, député des *Landes* pour la deuxième circonscription de Dax, par 5.949 voix, n'a aucun passé politique. Il s'est dit dans sa profession de foi « très-résolu à combattre les idées radicales et révolutionnai-

res. » M. Boulart, élu par la coalition anti-républicaine, siège sur les bancs de la droite.

BOUQUET (J.), élu, le 16 avril 1876, député des *Bouches-du-Rhône*, pour la première circonscription de Marseille, est docteur en médecine, conseiller général, président de la commission départementale. Il a été recommandé par M. Louis Blanc et présenté par le Comité central radical, pour remplacer M. Gambetta, qui avait opté pour Paris.

M. le docteur Bouquet a dit, dans sa profession de foi, qu'il « s'appliquerait surtout à maintenir l'ordre, le calme le plus profond dans le pays et la stabilité de nos institutions politiques. Ces conditions, indispensables aux affaires, la République entourée des institutions nécessaires à son existence peut seule nous les donner. » Il appartient à l'extrême gauche.

BOURGEOIS (PAUL), élu, le 20 février 1876, député de la *Vendée*, pour la deuxième circonscription de la Roche-sur-Yon, par 7.976 voix, est médecin et conseiller général. Il a débuté dans la vie politique en entrant dans l'Assemblée nationale le 8 février 1871, où il a siégé avec la droite. Fidèle à son programme, il s'est engagé à défendre à la Chambre « la paix intérieure, l'ordre, la religion, la famille, la propriété. » Il appartient à la droite.

BOURGOING (PHILIPPE, baron de), élu, le 20 février 1876, député de la *Nièvre*, pour l'arrondissement de Cosne, par 9.047 voix contre 8.583 données au candidat républicain, M. Massé, est membre du Conseil général de la Nièvre. Sous l'Empire, il était à la fois écuyer de l'impératrice et député au Corps législatif. En 1873, le département de la Nièvre l'avait élu membre de l'Assemblée nationale; mais la majorité cassa

son élection à la suite d'incidents orageux qui démasquèrent les manœuvres du parti bonapartiste. M. de Bourgoing rappela tous ces faits dans sa profession de foi et il ajouta : « Respect au présent, réserve de l'avenir. Je désire un gouvernement solide, sorti des entrailles du pays, émanant de la souveraineté nationale, assurant à nos enfants, avec la sécurité du lendemain, cette prospérité dont l'Empire nous a fait jouir pendant dix-huit années. » Il siège à la droite bonapartiste.

BOURRILLON (XAVIER), élu, le 20 février 1876, député de la *Lozère* pour l'arrondissement de Mende, par 5.586 voix, est un industriel. M. Bourrillon a fait une profession de foi républicaine. Il siège à gauche.

BOUSQUET (ALPHONSE), élu, le 20 février 1876, député du *Gard* pour la première circonscription de Nîmes par 14.008 voix, est bâtonnier de l'ordre des avocats, conseiller général et ancien sous-préfet du gouvernement de la Défense nationale. Il a fait une circulaire très-résolument républicaine. Il siège à gauche.

BOUTEILLE, élu, le 5 mars 1876, député des *Basses-Alpes*, pour l'arrondissement de Forcalquier, par 4.356 voix, est propriétaire à Manosque. Les républicains l'avaient choisi comme candidat au Sénat pour les élections du 30 janvier 1876. M. Bouteille s'est présenté aux électeurs avec un programme républicain des plus nets. Il siège sur les bancs de la gauche.

BOUTHIER DE ROCHEFORT, élu, le 20 février 1876, député de *Saône-et-Loire*, pour la première circonscription de Charolles, par 8.383 suffrages, est, depuis 1872, conseiller général du département. M. Bouthier de Rochefort est un

républicain sincère. Il avait pour concurrent le marquis de La Guiche, riche propriétaire, député sortant et membre de l'ancienne droite cléricale. Il siège à gauche.

BOYER (FERDINAND), élu, le 20 février 1876, député du *Gard*, pour la première circonscription de Nîmes, par 6.889 voix, est né en 1826. Ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Nîmes, il a signé, après le 4 septembre 1870, ainsi que MM. Louis Numa Baragnon et de Valfons, à la proclamation républicaine de la commission municipale de Nîmes. Nommé au 8 février 1871 député du Gard, M. F. Boyer y siégea, comme MM. Louis Numa Baragnon et de Valfons, à la droite légitimiste, groupe dont il a été un des membres militants et dont il fait encore partie à la Chambre des députés actuelle.

BOYSSET (CHARLES), élu, le 20 février 1876, député de *Saône-et-Loire*, pour la première circonscription de Châlon-sur-Saône, par 10.907 voix, est avocat et président du Conseil général. En 1849, M. Charles Boysset fut nommé représentant du peuple à l'Assemblée législative et siégea à la Montagne. Proscrit au 2 Décembre, M. Charles Boysset revint en France en 1867, et rentra aussitôt en lice. Il signala les périls qui menaçaient le pays, combattit le plébiscite et jeta contre la guerre un cri de désespoir et d'indignation qui lui valut les haines et les persécutions officielles. Nommé au 4 Septembre maire de Châlons, il ne marchandait ni son temps, ni ses efforts, ni sa santé pour préserver de l'invasion le département de Saône-et-Loire.

M. Charles Boysset fut élu député de Saône-et-Loire, le 2 juillet 1871, et siégea à l'Assemblée de 1871, comme il siège à l'Assemblée de 1876, à l'extrême gauche.

BRAME (GEORGES), élu, le 20 février 1876, député du Nord, pour la cinquième circonscription Lille, a obtenu 11.148 voix et avait pour concurrent M. Desmazières, républicain. M. Brame partient au parti de l'Appel au peuple, il fut député au Conseil d'Etat, et, pendant la guerre, capitaine des mobilisés.

Il s'est déclaré un nouveau venu en politique, a ajouté qu'il ne voit de liberté durable que sous l'égide d'un gouvernement fort et respecté, il assure l'ordre et protège les principes religieux. Son père, M. Jules Brame, est sénateur du Nord. Il fait partie du groupe de l'Appel au peuple.

BRASME (FRANÇOIS), élu, le 20 février 1876, député du Pas-de-Calais pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Béthune, par 9.943 voix contre 9.469 données à M. Dercq, député sortant, orléano-bonapartiste, est propriétaire cultivateur, membre du Conseil général et maire de Bully-Grenay. « En politique, a-t-il dit dans sa profession de foi, je proteste par mon attachement inébranlable à nos institutions. L'Assemblée nationale a voté la Constitution du 25 février, je la défendrai et je donnerai le maréchal de Mac-Mahon, président de la République, le plus fidèle concours... Nous voulons entretenir notre jeune République si bonne, si honnête, si prospère qu'à l'heure de la révision constitutionnelle, elle puisse se présenter fière et sereine à son pays, qui, loin de divorcer avec elle, la promènera son gouvernement légitime et définitif. » Il siège à gauche.

BRAVET (AMBROISE), élu, le 20 février 1876, député de l'Isère pour la première circonscription de Grenoble, sans qu'il ait eu de concurrent, est un propriétaire agriculteur, maire de Saint-Pierre-de-Grèze et membre du Conseil général.

ral du département. « La signification de ma candidature, a-t-il dit dans sa profession de foi, est celle-ci : Conservation de la République et de sa nouvelle Constitution et respect scrupuleux de l'autorité qu'elle a confiée au maréchal de Mac-Mahon, président de la République. Elle signifie, dans le cas de révision, amélioration et non renversement du gouvernement républicain. » Il siège à gauche.

BRELAY (EMILE), élu, le 20 février 1876, député de la *Seine*, pour le deuxième arrondissement par 8.077 voix, a fait partie de la dernière Assemblée où il siégeait et votait avec l'Union républicaine. Négociant, ancien adjoint élu du deuxième arrondissement pendant le siège de Paris, M. Brelay jouit d'une grande popularité dans ce quartier où il dirige une importante maison de commerce de toiles. Il a été soutenu aux élections de 1876 par toutes les fractions du parti républicain. Il siège à l'extrême gauche.

BRESSON, élu, le 20 février 1876, député des *Vosges* par 8.566 voix pour la circonscription de Mirecourt, est conseiller général, président de la commission départementale. C'est un manufacturier fort riche et très-considéré à Mirecourt. Il a été sollicité de se porter candidat afin de représenter les idées républicaines à la Chambre des Députés pour un arrondissement jusqu'à considéré comme l'apanage de M. Buffet, qui venait déjà, aux élections sénatoriales, de subir un échec précurseur de son échec du 20 février. Malgré la pression ministérielle, M. Bresson l'emporta de près de 2.000 voix sur le ministre de l'ordre moral. M. Bresson a dit à ses électeurs : « Je suis de ceux à qui les événements des vingt dernières années ont donné la conviction ferme et inébranlable que les institutions républicaines

peuvent seules mettre la France à l'abri de nouveaux malheurs.» Il siège à gauche.

BRETON (PAUL), élu, le 20 février 1876, député de l'*Isère*, pour la troisième circonscription de l'arrondissement de Grenoble, par 6.533 voix contre 4.177 données à un candidat constitutionnel, est un grand industriel, fabricant de papiers à Pont-de-Claiset, décoré en 1862. Il faisait partie de l'Assemblée nationale de 1871 où il a toujours siégé et voté avec la gauche républicaine.

BRICE (RENÉ-JOSEPH), élu, le 20 février 1876, député d'*Ille-et-Vilaine*, pour la circonscription de Redon, par 12.011 voix, est né à Rennes le 23 juin 1839. Avocat distingué du barreau de sa ville natale, M. Brice fit à l'Empire une opposition très-nette et fut nommé, après le 4 Septembre, sous-préfet de Redon. Envoyé, au 8 février 1871, à l'Assemblée de Bordeaux par les électeurs d'*Ille-et-Vilaine*, M. René Brice siégea au centre gauche, avec lequel il siège encore à la Chambre actuelle. Il est conseiller général et président du Comice agricole du canton du Sel.

BRIÈRE (HYACINTHE), élu, le 20 février 1876, député du Loiret, pour l'arrondissement de Pithiviers, par 8.642 voix contre 7.682 données à M. Bernard d'Harcourt, candidat constitutionnel, est maire de Pithiviers, bonapartiste militant. Dans sa profession de foi, il s'est déclaré, en termes vagues, conservateur, affirmant, du reste, que, « défenseur convaincu du suffrage universel, il demandera, en cas de révision de la Constitution, que la question soit tranchée par une consultation directe du pays. Quelle que soit sa décision, a-t-il ajouté, je m'engage devant vous à m'incliner respectueusement devant sa volonté souveraine. » Il siège à la droite bonapartiste.

BRISSON (EUGÈNE-HENRI), élu, le 20 février 1876, député de la *Seine*, pour le dixième arrondissement, par 16.650 voix, est né à Bourges, le 31 juillet 1835. Son père est un des chefs les plus honorés et les plus fermes de la démocratie du Cher. M. Henri Brisson se fit rapidement une brillante réputation comme journaliste à Paris dans le *Temps*, l'*Avenir national* et la *Revue politique*, etc. En 1869, il fut candidat républicain aux élections législatives dans le neuvième arrondissement. Après le 4 Septembre, le Gouvernement le nomma adjoint au maire de Paris ; il donna sa démission de ces fonctions après le 31 octobre.

Elu, le 8 février suivant, député de la Seine à l'Assemblée nationale, il y devint bientôt l'un des membres les plus actifs et les plus importants de l'Union républicaine, qui l'a élu deux fois pour son président. Orateur sobre et vigoureux, il est intervenu dans la plupart des discussions de l'Assemblée et a prononcé un grand nombre de discours toujours remarquables. Il est aujourd'hui l'un des chefs incontestés du parti républicain. Son élection, en 1876, dans le dixième arrondissement n'a pas rencontré d'opposition sérieuse.

BROSSARD (E.), élu, le 20 février 1876, député de la *Loire*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Roanne, par 10.630 voix contre 5.229 données au candidat constitutionnel, est membre du Conseil général de la Loire. Dans sa profession de foi il a résumé son programme en deux mots : « paix et liberté, » et a déclaré qu'à l'Assemblée nationale il eût fait partie de la gauche républicaine. « Je suis convaincu, a-t-il dit, qu'une République non pas simplement nominale, mais libérale et progressive, peut seule mettre fin aux guerres qui enlèvent des enfants à vos familles. Elle seule doit fermer l'ère de nos révolutions et

permettre à l'agriculture, à l'industrie et au commerce de prendre l'essor dont ils ont besoin pour accroître la prospérité de la France. Elle seule peut donner à nos populations le bien-être auquel elles ont droit. » Il siège à gauche.

BRUNEAU, élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de la *Mayenne*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Mayenne, par 9.888 voix, est un docteur en médecine, maire de Vilaines-la-Juhel et membre du Conseil général. Le docteur Bruneau s'est présenté et a été élu comme républicain contre deux candidats, M. Fichet, républicain, et M. Bigot, député sortant, ancien membre du centre droit. M. Bruneau siège à gauche.

BUYAT (ÉTIENNE), élu, le 20 février 1876, député de l'*Isère* pour la première circonscription de l'arrondissement de Vienne, par 9.612 voix, est un avocat, vice-président du Conseil général de l'Isère, maire de Chaponnay et ancien secrétaire général de la préfecture après le 4 Septembre. « La Constitution du 25 février, a-t-il dit dans sa profession de foi, œuvre de patriotisme et de conciliation, a mis fin à une situation aussi périlleuse qu'intolérable. Cette Constitution, nous devons la mettre en pratique loyalement et sincèrement. Pour moi, je déclare être prêt à la respecter et à la défendre... De la clause de révision, je n'ai qu'un mot à dire, c'est que je n'en userai, le cas échéant, que pour le maintien et le perfectionnement des institutions existantes. » Il siège à gauche.

CANTAGREL (FÉLIX), élu, le 23 avril 1876, député de la *Seine*, pour le XIII^e arrondissement, est né en 1809. Avocat et ingénieur, M. Cantagrel écrivit dans la *Démocratie Pacifique* et fut l'un des apôtres les plus fervents et les plus actifs de la

doctrine phalanstérienne. Elu à la Législative, par le département de Loir-et-Cher, M. Cantagrel siégea à la Montagne, fut compromis lors de l'insurrection du 13 Juin, et se réfugia en Belgique. M. Cantagrel revint en France sous l'Empire, et posa sans succès sa candidature à Paris et dans Loir-et-Cher, en 1869.

En 1871, M. Cantagrel fut élu conseiller municipal de Paris, pour le quartier de La Chapelle et réélu en 1874; il a fait partie de plusieurs commissions importantes de cette Assemblée. Il n'a été élu qu'au second tour de scrutin, et a dit dans sa lettre de remerciements aux électeurs : « Ce n'est pas *ma* cause que vous me chargez de défendre, c'est *notre* cause, c'est la cause du travail, c'est la cause de l'organisation régulière et progressive de la République démocratique et sociale. » C'est un démocrate socialiste.

CARNOT (MARIE-FRANÇOIS-SADI), élu, le 20 février 1876, député de la *Côte-d'Or*, pour la deuxième circonscription de Beaune, par 7.610 voix, est né à Limoges, le 11 août 1837. Fils de M. Carnot, le sénateur inamovible, M. Sadi Carnot est ancien élève de l'Ecole polytechnique et ingénieur des ponts et chaussées. Préfet de la Seine-Inférieure après le 4 Septembre, il organisa la défense dans son département ainsi que dans l'Eure et dans le Calvados. Elu, le 8 février 1871, député de la Côte-d'Or, M. Sadi Carnot vota avec le centre gauche; dont il a été le secrétaire. Il siége à gauche.

CARREY (EMILE), élu député de *Seine-et-Oise* le 20 février 1876, pour la circonscription de Rambouillet, par 8.586 voix, est membre du Conseil général et maire de Vieille-Eglise. La candidature de M. Carrey a été spécialement recommandée par M. Féray, sénateur de Seine-et-Oise. Nous lisons dans sa circulaire : « Je suis

convaincu qu'une République sage, libérale et progressive, est le seul gouvernement qui convienne à notre époque de progrès incessants, parce que seule, pouvant se modifier au courant de la civilisation, elle se prête aux réformes nécessaires, sans qu'il soit besoin de révolutions pour les obtenir. » M. Carrey, ainsi qu'il l'a promis, siège sur les bancs de la gauche.

CASSAGNAC (ADOLPHE GRANIER DE), élu, le 20 février 1876, député du *Gers*, pour la circonscription de Mirande, par 10.376 voix, est l'écrivain qui s'est acquis une célébrité particulière comme défenseur enthousiaste de tous les actes du régime impérial. Il est né dans le Gers. M. Granier de Cassagnac vint à Paris en 1832, et donna au journal *la Presse* des articles littéraires. Vers 1840, il fit un voyage à la Martinique, puis revint en France, où il épousa une créole, M^{lle} de Beauvallon. Devenu écrivain politique, M. de Cassagnac défendit avec tant d'âpreté dans *le Globe* et dans *l'Epoque* la politique de Louis-Philippe que les autres journaux prirent le parti de ne jamais répondre à ses attaques et de ne jamais prononcer ni son nom, ni le nom des feuilles qui publiaient ses articles.

Après le coup d'Etat, M. Granier de Cassagnac fut nommé député au Corps législatif, comme candidat du gouvernement. Réélu au même titre en 1859, en 1863 et en 1869, il ne cessa de se montrer plus bonapartiste que Louis-Napoléon, et devint un des chefs de cette réunion de députés dite de la rue de l'Arcade, qui se déclarait absolument opposée à toute mesure libérale. Réfugié en Belgique après le 4 Septembre, M. Granier de Cassagnac y fonda un journal bonapartiste : *le Drapeau*, dans lequel il attaquait, avec les procédés de polémique qui lui sont propres, le gouvernement de la Défense nationale. N'ayant pas craint d'envoyer des ballots

de son journal aux officiers internés dans les villes d'Allemagne, à la suite des déroutes qui aboutirent à l'effondrement de l'Empire, il s'attira de vertes répliques de la part de plusieurs de ces officiers qui protestèrent avec indignation dans *l'Indépendance belge* contre les idées émises par le *Drapeau*. M. Granier de Cassagnac a publié différents ouvrages politiques. L'un de ses livres, intitulé : *Récit populaire des événements de décembre 1851*, donne la mesure du zèle de M. Granier de Cassagnac pour la cause des proscrits. M. Granier de Cassagnac siège à la droite bonapartiste.

CASSAGNAC (PAUL GRANIER, DE), élu, le 20 février 1876, député du Gers, pour l'arrondissement de Condom, par 9.816 voix, est né en 1841. Fils de M. A. Granier de Cassagnac, l'ex-familier de la cour impériale, M. Paul de Cassagnac entra en 1866 au *Pays*, dont il prit plus tard la direction, et se fit remarquer par l'extrême vivacité de sa polémique. En 1870 il poussa à la guerre dynastique. « *Pour nous*, disait-il dans le *Pays* du 13 juillet, la guerre est impérieusement réclamée par les intérêts de la France et par les BESOINS DE LA DYNASTIE... Que les sceptiques et les lâches, que les traitres et les imbéciles essaient de nous tourner en ridicule, peu importe... S'ils ont peur, qu'ils se mettent derrière nous, et s'ils sont assez stupides pour ne pas comprendre le patriotisme, qu'ils se taisent!... » Ces aménités s'appliquaient à M. Thiers et à la gauche. Le lendemain, 14 juillet, M. Paul de Cassagnac écrivait : « La reculade est consommée. Le ministère, par l'organe de M. le duc de Grammont, déclare la France satisfaite par la dépêche du prince de Hohenzollern. Ce ministère aura désormais un nom : le MINISTÈRE DE LA HONTE. »

Mais ce n'est pas tout. Le 15 juillet, la guerre est déclarée, et M. Paul de Cassagnac écrit : « *Au*

point de vue des intérêts, la guerre est non-seulement nécessaire, ELLE SERA UTILE. »

Engagé dans les zouaves de la garde, M. de Cassagnac assista à l'effondrement de l'Empire à Sedan et fut emmené prisonnier en Allemagne où il resta jusqu'à la paix.

Depuis la guerre, M. Paul de Cassagnac écrit presque chaque jour dans le *Pays* un article généralement très-violent comme forme. A la fin de 1875, il a prononcé, à Belleville, dans des conditions qui ont été diversement appréciées, un discours où il promettait au peuple que l'Empire satisferait tous ses appétits matériels. Ce discours donna lieu à des poursuites qui aboutirent à un acquittement. Pendant la période électorale qui précéda le 20 février, la polémique entre M. de Cassagnac et ceux qui combattaient sa candidature dans le Gers prit un caractère de violence inouïe.

M. Paul de Cassagnac est un des fidèles de l'ex-prince impérial et on est fondé à croire qu'il n'a fait qu'interpréter la pensée du jeune prince le jour où il a écrit dans le *Pays* cette phrase qu'on ne saurait trop méditer : « *L'Empire restauré sera le régime de 1852 dans toute sa splendeur.* » Il siège à la droite bonapartiste.

• **CASSE** (GERMAIN), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de la Seine pour le quatorzième arrondissement, par 7.651 voix, est né, en 1837, à Lamentin (Guadeloupe). Journaliste de l'opposition sous l'Empire et membre actif du parti républicain, il fut choisi, le 5 octobre 1873, par la Guadeloupe, comme député à l'Assemblée nationale. Il y a siégé et voté avec l'Union républicaine.

Il a été élu, à Paris, en 1876, malgré l'opposition d'une fraction du parti radical et son succès peut être considéré comme une victoire

du parti républicain radical contre le parti intransigeant.

CASTELLANE (ANTOINE-BONIFACE, marquis DE), élu, au scrutin de ballottage du 5 mars 1876, député du *Cantal* pour l'arrondissement de Murat, est le petit-fils d'Esprit-Victor-Elisabeth-Boniface de Castellane, qui fut promu maréchal de France après le Coup d'Etat (1852). Il est né le 12 mai 1844. Nommé, le 8 février 1871, député du Cantal, M. de Castellane s'était dit républicain dans sa profession de foi, ce qui ne l'a point empêché de voter cinq années durant avec la droite et de ne pas manquer une occasion d'attaquer avec une extrême vivacité la République et les républicains. M. de Castellane, qui a voté contre les lois constitutionnelles, s'est néanmoins présenté le 5 mars 1876 comme candidat constitutionnel. Répondant à une série d'assertions émanant d'adversaires de sa candidature, et qu'il considérait comme calomnieuses, M. de Castellane a dit : « On m'a représenté enfin à vos yeux comme un *ennemi du gouvernement et de la Constitution*. Je donne à toutes ces *fables ridicules* le démenti le plus formel. » M. le marquis de Castellane a été longtemps secrétaire de l'ancienne Assemblée. Il est vice-président du Conseil général du Cantal et lieutenant-colonel du 100^e régiment de l'armée territoriale. Il siège dans les rangs de la droite.

CASTELNAU (ALBERT), élu, le 20 février 1876, député de l'*Hérault*, pour la première circonscription de l'arrondissement de Montpellier, par 12.605 voix, contre 6.760 données au candidat monarchiste, a déjà fait partie de l'Assemblée nationale, où il était inscrit à l'Union républicaine. Membre du Conseil général et riche pro-

priétaire du département, il défendait les idées républicaines à une époque où cette attitude n'était pas sans péril. « Attaché de vieille date, a-t-il dit dans sa profession de foi, à la cause qui triomphe aujourd'hui, j'ai toujours cherché dans l'établissement définitif de la République la fin des agitations violentes, la voie ouverte aux réformes pacifiques, l'ordre uni au progrès, le progrès inséparable de l'ordre... Livrée aux compétitions dynastiques, la France périrait. Elle attend, elle obtient déjà de la République sa régénération et son repos. » Il siège à l'extrême gauche.

CAVALIÉ (ANGELY), élu, le 20 février 1876, député du *Tarn* pour l'arrondissement d'Albi par 11.000 voix, est notaire et membre du Conseil général du Tarn. Nommé maire d'Albi par le Conseil municipal républicain de cette ville, il fut révoqué de ses fonctions par le belliqueux gouvernement de M. de Broglie. Il a fait une profession de foi très-résolument républicaine. Il siège à gauche.

CAZE (EDMOND), élu, le 5 mars 1876, député de la *Haute-Garonne*, pour l'arrondissement de Villefranche, par 6.712 voix, est propriétaire à Tountens. Avocat érudit, M. Caze a représenté autrefois l'arrondissement au Conseil général. Il a fait une profession de foi franchement républicaine et siège à gauche.

CAZEAUX, élu, le 20 février 1876, député des *Hautes-Pyrénées*, pour la deuxième circonscription de Tarbes, par 8.254 voix, est originaire du canton d'Ossun. Ancien magistrat sous l'Empire, envoyé à l'Assemblée nationale le 17 janvier 1875 comme bonapartiste militant, M. Cazeaux y siégea dans le groupe dit de l'Appel au peuple. Cette élection du 17 janvier, que les bonapartistes ex-

plaitèrent bruyamment, eut pour effet, on ne l'a pas oublié, de hâter le vote de la Constitution républicaine.

M. Cazeaux est conseiller général des Hautes-Pyrénées. Il siège à la droite bonapartiste.

CESBRON (L.), élu, le 20 février 1876, député de la *Vienne*, pour la deuxième circonscription de Poitiers, par 8.458 voix, est conseiller général du département et notaire honoraire. Sa profession de foi ne s'appuie que sur les termes vagues en usage chez ceux qui n'ont pas de principes arrêtés ou n'osent avouer leurs préférences : « J'appartiens, a-t-il dit, au parti conservateur, composé de tous ceux qui pratiquent l'obéissance aux lois du pays, et je défendrai avec énergie les principes qui sont la garantie de l'existence et de la durée de toute société : la religion, la famille, la propriété. » Il siège à droite.

CÉZANNE (ERNEST), élu, le 20 février 1876, député des *Hautes-Alpes*, pour l'arrondissement d'Embrun, par 3.338 voix, est né à Embrun en 1830. Ancien élève de l'Ecole polytechnique, sorti de cette école avec le diplôme d'ingénieur des ponts et chaussées, M. Cézanne dirigea la construction ou l'exploitation de plusieurs lignes de chemins de fer. Il a rendu d'importants services pendant la guerre de 1870-71. Envoyé à l'Assemblée nationale, le 2 juillet 1871, par les électeurs des Hautes-Alpes, M. Cézanne prit place au centre gauche et vota tantôt avec la droite, tantôt avec les groupes républicains. Au moment des intrigues fusionnistes, le représentant des Hautes-Alpes se prononça, dans une lettre rendue publique, pour la forme républicaine. M. Cézanne a pris une part active à l'élaboration des lois constitutionnelles. La profession de foi que M. Cézanne adressait le 20 février aux électeurs d'Embrun contient la déclaration

suivante : « Le patriotisme a voté la Constitution du 25 février, le patriotisme doit la défendre. » Il siège au centre gauche.

CHABRIÉ (P.), élu, le 5 mars 1876, député de *Tarn-et-Garonne*, pour l'arrondissement de Moissac, par 7.482 voix, est un avocat, ancien maire de Moissac, révoqué par le gouvernement de combat, conseiller général du département depuis 1848. Riche propriétaire, homme d'affaires exercé, M. Chabrié fit une vive opposition à l'Empire. Le zèle des préfets à poigne ne put lui interdire l'entrée du Conseil général, où il pénétra de haute lutte et représenta le canton de Bourg-de-Visa. Lors des dernières élections municipales, le nom de M. Chabrié passa en tête de la liste.

M. Chabrié a résumé son programme en ces termes : « Je serai centre gauche, mais centre gauche progressiste, tendant autant que possible à me rapprocher de la gauche républicaine. » Il siège à gauche.

CHAIX (CYPRIEN), élu, le 20 février 1876, député des *Hautes-Alpes*, pour l'arrondissement de Gap, par 10.966 voix, est un ancien représentant, ancien préfet des Hautes-Alpes depuis le 4 Septembre, démissionnaire après le 24 mai. Avocat distingué, M. Cyprien Chaix est un des hommes les plus justement estimés du département. Dans sa profession de foi, l'honorable député a dit que le devoir de tous est de soutenir la République, ce qui est « le seul moyen de fermer la porte aux révolutions. » Il siège à gauche.

CHALAMET (A.), élu, le 20 février 1876, député de l'*Ardèche*, pour la première circonscription de Privas, par 8.229 voix, est le frère de l'ancien préfet de l'Ardèche après le 4 Septembre. M. Chalamet est professeur de rhétorique à Lyon. Il

partage les idées du centre gauche et est depuis assez longtemps déjà membre du Conseil général de l'Ardèche.

CHALEY (JOSEPH-CAMILLE), élu, le 20 février 1876, député de l'Ain, pour l'arrondissement de Belley, par 12.903 voix, contre 4.440 données à M. Paul Cottin, député sortant, est vice-président du Conseil général et membre de la Commission départementale. L'ordre moral avait révoqué M. Chaley de ses fonctions de maire de Ceyserieu. Dans sa profession de foi, M. Camille Chaley a dit qu'il ferait tous ses efforts « pour que la République, en acquérant le caractère démocratique qu'elle doit avoir, devienne une puissante et féconde réalité. » Il siège à gauche.

CHAMBRUN (EMMANUEL DE PINETON, vicomte DE), élu, le 20 février 1876, député de la Lozère, pour l'arrondissement de Marvejols, est le frère du sénateur. Il a résumé ainsi ses principes : *la monarchie légitime, la papauté infallible*. M. de Chambrun ajoutait : « Pour l'institution du siège de saint Pierre, il ne saurait y avoir, en aucun temps, en aucun lieu, de transactions ni de concessions; j'ai revendiqué, je revendiquerai ses droits imprescriptibles, sa juste souveraineté, son indéniable et nécessaire patrimoine. » On voit que si M. Emmanuel de Chambrun se décide à publier, à l'exemple de son frère, un album électoral, où il soit représenté dans toutes les phases de sa vie politique, l'album en question ne pourra manquer de contenir une gravure avec cet exergue : *M. Emmanuel de Pineton, vicomte de Chambrun sauvant Rome et la France*. Il siège à droite.

CHANAL (de CLERGOUX DE), élu, le 20 février 1876, député de la Corrèze pour la deuxième circonscription de Tulle, par 6.871 voix contre

M. de Lestourgie, député sortant, est ancien élève de l'Ecole polytechnique et général d'artillerie pour la deuxième section du cadre de réserve. Il fit partie de cette jeunesse libérale à qui ses opinions républicaines valurent plus d'une disgrâce sur les bancs mêmes de l'Ecole. Capitaine d'état-major d'artillerie en 1848, il fut nommé préfet des Hautes-Alpes, puis préfet du Gard. La guerre civile sévissait alors dans ce dernier département, M. de Chanal eut le bonheur de la calmer sans provoquer aucune répression sanglante. Cette même méthode de conciliation lui réussit à la préfecture de Strasbourg, mais lui valut la haine des partisans de la contre-révolution, qui le traitèrent d'endormeur. A quoi M. le général de Chanal répondit : *J'aime mieux endormir les gens que de les assommer*. Préfet de l'Ain au 2 Décembre, M. de Chanal donna sa démission et renonça à la vie politique pour se consacrer aux travaux de son arme. M. de Chanal fit courageusement son devoir pendant la guerre comme commandant l'artillerie d'un des trois corps d'armée qui défendirent Paris pendant cinq mois. M. de Chanal siège à gauche.

CHANCEL (EVARISTE), élu, le 5 mars 1876, député des *Hautes-Alpes*, pour l'arrondissement de Briançon, par 2.715 voix, est un manufacturier, membre du Conseil général et de la Commission départementale. M. Evariste Chancel, d'abord présenté et soutenu par les partis réactionnaires, à fini, quelques jours avant le 5 mars 1876, par se dire républicain, mais si timidement, avec de si grandes précautions oratoires, que cela ne vaut vraiment pas la peine d'en parler. Il siège au centre constitutionnel.

CHANTEMILLE (J.), élu, le 20 février 1876, député de l'*Allier*, pour la première circonscrip-

tion de Montluçon, par 8.315 voix, est un négociant en nouveautés, vice-président du Conseil général de l'Allier. Républicain résolu, M. Chantemille a déclaré dans sa profession de foi qu'il voulait la République avec le suffrage universel et qu'il était partisan de la liberté de conscience, de l'instruction gratuite, laïque, obligatoire et du service militaire égal pour tous. M. Chantemille avait pour concurrent, le 20 février, M. Edouard Fould, l'ancien député officiel, qui a réuni à grand peine 3.400 voix. Il siège à gauche.

CHARPENTIER, élu, le 20 février 1876, député de *Seine-et-Oise*, pour la circonscription d'Etampes, par 5.201 voix, est vice-président du Conseil général, où il siège depuis vingt-six ans et où il s'est sans cesse occupé des questions d'instruction. M. Charpentier a dit à ses électeurs : « Si j'étais votre élu, je serais l'un des soutiens les plus fermes de la République et de la Constitution, et le jour où, usant de son droit d'initiative, le maréchal-président croirait devoir proposer des modifications à la Constitution, je voterais toutes celles qui me paraîtraient de nature à affermir et à améliorer la République. » Il siège à gauche.

CHAVASSIEU (A.), élu, le 20 février 1876, député de la *Loire* pour la première circonscription de l'arrondissement de Montbrison, par 7.942 voix contre 4.184 données à M. Bouchetal-Laroche, a fait partie de l'Assemblée nationale, où il était inscrit à l'Union républicaine. Grand propriétaire, ancien maire de Montbrison, vice-président du Conseil général de la Loire, M. Chavassieu a fait une profession de foi nettement républicaine, où il a exposé ses actes et rappelé ses votes à l'Assemblée nationale, les offrant comme un gage assuré de l'attitude qu'il prendrait pour l'avenir. Il siège à gauche.

CHERPIN, élu, le 20 février 1876, député de la *Loire* pour la première circonscription de l'arrondissement de Roanne, par 9.105 voix contre 5.064 données à M. Genton, candidat bonapartiste, a fait partie de l'Assemblée nationale, où il siégeait à la gauche républicaine. Avocat républicain, très-populaire à Roanne, vice-président du Conseil général, M. Cherpain a pu offrir à ses électeurs son passé législatif comme un garant certain de la conduite qu'il tiendrait à la nouvelle Chambre. Il siége à gauche.

CHEVANDIER (ANTOINE-DANIEL), élu, le 20 février 1876, député de la *Drôme* pour l'arrondissement de Dié, a été sous-préfet de cette ville après le 4 Septembre. Il est né à Serres (Hautes-Alpes), le 27 mai 1822, et est docteur en médecine. Envoyé au 8 février 1871 à l'Assemblée de Bordeaux par les électeurs de la Drôme, M. Chevandier se fit inscrire à la gauche et à l'Union républicaine. Il siége à gauche.

CHEVREAU (LÉON), élu, le 20 février 1876, député de l'*Oise*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Beauvais, par 7.847 voix contre 7.000 partagées entre un candidat républicain et un candidat constitutionnel, est ancien conseiller d'Etat, ancien directeur du personnel au ministère de l'intérieur, enfin ancien préfet à poigne de l'Empire dans l'Oise. Il a revendiqué énergiquement, dans sa profession de foi, son dévouement au régime déchu et sa foi dans un appel à la nation, il s'est prononcé aussi contre les intrigues parlementaires et les discussions stériles, voulant de l'Assemblée nationale moins de paroles et plus d'actes. On sait ce que ce langage veut dire chez les héritiers actuels de la tradition de 1831. M. Chevreau siége dans les rangs des bonapartistes.

CHIRIS (LÉON), élu, le 20 février 1876, député des *Alpes-Maritimes* pour l'arrondissement de Grasse par 11.725 voix, est un riche négociant, conseiller général. Envoyé à l'Assemblée nationale, le 18 octobre 1874, par les électeurs des Alpes-Maritimes, M. Léon Chiris a siégé au centre gauche, dont il a été un des secrétaires. Dans sa profession de foi, rédigée en vue des élections du 20 février, il a résumé ainsi son programme : « Maintien de la Constitution du 25 février; respect des pouvoirs conférés au maréchal de Mac-Mahon et révision de la Constitution dans le sens républicain, si cette révision devient nécessaire. » M. Chiris a épousé une nièce de M. Thiers. Il siège au centre gauche et a été élu secrétaire de l'Assemblée.

CHOISEUL-PRASLIN (EUGÈNE-ANTOINE-HORACE, comte de), élu, le 20 février 1876, député de *Seine-et-Marne*, pour l'arrondissement de Melun, par 8.774 voix, est né en 1836. Il servit dans la marine, puis s'engagea en 1855 et fit les campagnes de Crimée et d'Italie. Découragé pour sa belle conduite, il donna sa démission après le rétablissement de la paix, se fit élire conseiller général, puis, en 1869, député au Corps législatif comme candidat de l'opposition. M. Horace de Choiseul engagea ses électeurs à voter *non* au plébiscite. Nommé, en tête de liste, au 8 février 1871, député à l'Assemblée de Bordeaux, il fut presque immédiatement choisi par M. Thiers, comme ministre de France à Florence, poste qu'il occupa jusqu'au mois de novembre de la même année. A l'Assemblée nationale, il a toujours voté avec la partie résolument républicaine du centre gauche.

Pendant la période électorale (février 1876) M. Horace de Choiseul a accepté dans les réunions publiques un programme où figuraient la plupart des revendications de la démocratie et

en particulier l'instruction gratuite et obligatoire. Il siège à gauche.

CHRISTOPHLE (ALBERT-SILAS-MÉDÉRIC-CHARLES), élu, le 20 février 1876, député de l'*Orne*, pour la première circonscription de Domfront, par 8.681 voix, est né à Domfront le 13 juillet 1830. Lauréat de la Faculté de droit de Caen en 1850, docteur en droit en 1852, il acheta, en 1856, une charge d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation. Nommé préfet de l'*Orne* le 6 septembre 1870, il y organisa la défense. Démissionnaire le 28 décembre 1870 à la suite du décret du 25 prononçant la dissolution des Conseils généraux, il fut nommé, au 8 février 1871, représentant de l'*Orne* à l'Assemblée nationale, où il prit rang parmi les membres les plus écoutés du centre gauche, dont il a été président. M. Christophle a été nommé, le 10 mars 1876, ministre des travaux publics en remplacement de M. Caillaux.

CIBIEL, élu, le 20 février 1876, député de l'*Aveyron*, pour la première circonscription de Villefranche, par 8.237 voix, fut candidat officiel en 1869, contre M. Deseilligny. M. Cibiel est un clérical à l'élection duquel le clergé du département passe pour avoir quelque peu concouru. Il siège à droite.

CLAUDE (CAMILLE), élu, le 20 février 1876, député de *Meurthe-et-Moselle* pour l'arrondissement de Toul, par 12,352 voix, sans rencontrer de concurrent, est un ancien avoué de Toul, membre du Conseil général, et a fait partie de l'Assemblée nationale où il était inscrit à la gauche républicaine. « Tous mes actes, a-t-il dit dans sa profession de foi, tendront à l'affermissement du régime républicain, par l'ordre, le respect de la loi, l'apaisement et la conciliation ; c'est pour-

quoi je repousserai toutes les demandes de révision de notre Constitution, à moins qu'elles ne tendent à l'améliorer. » Il siège à gauche.

CLAUZET (ULYSSE), élu, aux élections de ballottage du 5 mars 1876, député de la *Gironde*, pour l'arrondissement de Lesparre, par 5.896 voix, est conseiller général de cet arrondissement et propriétaire. Il a dit dans sa profession de foi : « Je suis et j'ai toujours été impérialiste, c'est-à-dire tout à la fois partisan des idées *démocratiques* et *autoritaires*. » Il siège à la droite bonapartiste.

CLÉMENCEAU (EUGÈNE), élu, le 20 février 1876, député de la *Seine*, pour le XVIII^e arrondissement, par 15.204 voix, est né à Moulleron-en-Pareds (Vendée), le 28 septembre 1841. Après s'être fait recevoir médecin, M. Clémenceau s'établit dans le XVIII^e arrondissement (Montmartre), dont il devint maire après le 4 Septembre. Elu ensuite député de la *Seine*, au 8 février 1871, M. Clémenceau tenta, mais vainement, de sauver les généraux Clément Thomas et Lecomte, le 18 mars. Il fit, avec la plupart des députés et des maires de Paris, d'inutiles efforts pour arrêter, dès le début, l'insurrection de la Commune. Après l'insuccès de ces tentatives, M. Clémenceau donna sa démission de député de la *Seine* et de maire de Montmartre. Il fut élu, en 1871, membre du Conseil municipal pour le quartier Clignancourt, réélu en 1874 et porté par ses collègues, en 1875, à la présidence du Conseil, aux travaux duquel il a pris une part des plus importantes.

M. Clémenceau siège à l'extrême gauche. Il est secrétaire de l'Assemblée.

COCHERY (LOUIS-ADOLPHE), élu, le 20 février 1876, député du *Loiret*, pour l'arrondissement de Montargis, par 13.385 voix, sans concurrent, a fait partie de l'Assemblée nationale, où il sié-

geait avec cette partie du centre gauche, qui se confondait avec la gauche républicaine. Avocat, député opposant du Corps législatif sous l'Empire, commissaire général de la Défense nationale dans le Loiret après le 4 Septembre, M. Cochery est un de ces républicains chez qui la modération et l'esprit conciliant font valoir la fermeté des principes et le dévouement au régime actuel. Il siège à gauche.

CODET (LOUIS), élu, le 5 mars 1876, député de la *Haute-Vienne*, pour la circonscription de Rochechouart, par 5.083 voix, est un riche manufacturier du pays. Ancien maire de Saint-Jurrien, il eut l'honneur d'être révoqué par M. de Broglie. Il est président du Comice agricole et professe des opinions républicaines. La circulaire de M. Codet est ainsi conçue : « Il n'y a pas deux manières d'être républicain, comme il n'y a pas deux manières d'être honnête. On l'est ou on ne l'est pas. » Et plus loin : « Que je sois vainqueur ou vaincu, vous me retrouverez toujours digne de vous, toujours prêt à défendre les droits sacrés de l'humanité, de la liberté et de la justice. » Il siège à gauche.

COLBERT-CHABANNAIS (JEAN, COMTE DE, élu, le 5 mars 1876, député du *Calvados* pour l'arrondissement de Lisieux, par 7.027 suffrages, est fils du marquis de Colbert-Chabannais, ancien député officiel sous l'Empire, candidat évincé aux élections sénatoriales du 30 janvier. M. Colbert-Chabannais fils est né en 1847. Il siège avec la droite bonapartiste, dont il partage les opinions et les tendances.

COLIN (GUSTAVE), élu, le 20 février 1876, député du *Doubs*, pour l'arrondissement de Pontarlier, par 5.893 voix contre 4.731 données à M. Xavier Marmier, l'académicien, candidat orléaniste

dit constitutionnel, est membre du Conseil général du Doubs, avocat, maire de Pontarlier et président du Comice agricole de la région. Soutenu par les comités républicains, M. Colin a fait une profession de foi où il a déclaré que « la République seule peut nous donner le calme, la tranquillité et la paix. » Il siège à gauche.

COMBES (Louis), élu, au scrutin de ballottage du 3 mars 1876, député du *Tarn* pour la première circonscription de Castres par 8.263 voix, est un grand propriétaire foncier. Conseiller général du Tarn depuis 1863, maire des Burlats et membre de la Société d'agriculture, M. Louis Combes a fait une profession de foi cléricale. Il siège à droite.

CONSTANS, élu, le 5 mars 1876, député de la *Haute-Garonne*, pour la première circonscription de Toulouse, par 6.489 voix, est conseiller municipal de Toulouse et professeur agrégé à l'Ecole de droit de cette ville. Il a été adjoint au maire de Toulouse avant le 24 mai 1873. Républicain convaincu, M. Constans a fait une profession de foi des plus nettes. Il siège à gauche.

CORNIL (Victor), élu, le 20 février 1876, député de l'*Allier* pour l'arrondissement de La Palisse par 9.046 suffrages, est professeur agrégé à la Faculté de médecine de Paris et président du Conseil général de l'*Allier*. Très-populaire dans son département, M. le docteur Cornil est un des savants qui luttent le plus courageusement contre les envahissements de l'esprit cléricale. Dans sa profession de foi, M. Cornil a dit qu'il croyait le moment venu pour les républicains de constituer un parti de gouvernement et de faire prévaloir une politique sagement progressive. Il siège à gauche.

COSSON (MAURICE), élu, le 20 février 1876, député de *Meurthe-et-Moselle*, pour l'arrondissement de Lunéville, par 11.907 voix, est membre du Conseil général et avocat. La réaction monarchique et cléricale n'a point trouvé de candidat à opposer à M. Cosson, qui a dit dans sa profession de foi : « La stabilité et la sécurité ne peuvent être assurées que si les futurs représentants du pays prennent l'engagement formel de n'interpréter la clause de révision prévue par la Constitution que dans le sens du perfectionnement de nos institutions républicaines, et, profitant des leçons du passé, de n'appeler jamais un prince à la présidence de la République. »

M. Cosson siège à gauche.

COSTES (ADOLPHE), élu, le 20 février 1876, député du *Puy-de-Dôme*, pour l'arrondissement d'Ambert, par 8.126 voix, est un banquier, adjoint à Ambert. M. Coste a fait une profession de foi franchement républicaine et a dit : « Partisan des franchises municipales, je voterai la restitution aux Conseils municipaux du droit de choisir leurs maires ; profondément respectueux de tout ce qui touche au domaine de la conscience, je serai toujours favorable à la liberté des cultes. » Il siège à gauche.

COTTE (PAUL), élu, le 20 février 1876, député du *Var* pour la circonscription de Draguignan, par 12.211 voix, est un ancien préfet du Var sous la République, membre de la dernière Assemblée où il siégea à la gauche. M. Cotte a dit à ses électeurs dans sa profession de foi : « Voyez mes votes, mes paroles à l'Assemblée, ma déposition devant la commission d'enquête sur les actes du gouvernement de la Défense nationale, parcourez l'histoire politique du Var, vous y verrez que j'ai été mêlé à toutes vos luttes con-

tre la réaction et la part que j'ai prise à tous les combats livrés pour la République. » Il siège à gauche.

COUTURIER (HENRI), élu, le 20 février 1876, député de l'*Isère* pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Vienne, par 10.761 voix contre 4.971 partagées entre un candidat bonapartiste et un candidat légitimiste, est un docteur en médecine, vice-président du Conseil général. « La République est aujourd'hui le gouvernement régulier du pays, a-t-il dit dans sa profession de foi. Elle représente le pouvoir régulier, l'ordre, l'administration paisible de nos intérêts. Elle nous promet la paix et la stabilité politique. Elle est un abri contre les orages nouveaux que préparerait toute restauration d'un passé dont l'expérience, achevée dans de si douloureux désastres, ne peut plus être recommencée. » Il siège à gauche.

CROZET-FOURNEYRON (EMILE), élu, le 20 février 1876, député de la *Loire* pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Saint-Etienne, par 11.411 voix contre 2.382 données au candidat constitutionnel, est membre du Conseil général de la Loire. Ingénieur-construc-teur, industriel important, il participa, après le 4 Septembre, à l'administration laborieuse du préfet républicain, M. Bertholon. Sa profession de foi dit nettement : « Je voudrais contribuer, dans la mesure de mes forces, à l'affermissement de la République. Cette République, je voudrais la voir sage, pour qu'elle fût durable... Elle seule est vraiment conservatrice. Toute autre forme du gouvernement implique forcément une révolution, une guerre peut-être... En consolidant la République, vous assurez la paix au dehors, la tranquillité au dedans, l'économie dans les finances. » Il siège à gauche.

DALMAS (DE), élu, le 5 mars 1876, député d'*Ille-et-Vilaine*, pour l'arrondissement de Fougères, par 9.663 voix, a été trois fois député sous l'Empire, les deux premières comme candidat officiel, la troisième, en 1869, comme candidat indépendant. En 1874, M. de Dalmas, accusé d'avoir distribué des photographies de l'ex-prince impérial, écrivait au *Nouvelliste de Saint-Servan* une lettre dans laquelle, après avoir constaté l'exactitude du fait, il ajoutait : « Fidèle à la mémoire de l'Empereur, que j'ai servi, je suis dévoué à son fils. » Il s'est présenté comme candidat constitutionnel et a pris l'engagement dans sa profession de foi de février 1876 de défendre la Constitution républicaine et de ne voter sa révision, le cas échéant, que pour son affermissement et son amélioration. Il siège au centre.

DANELLE-BERNARDIN, élu, le 20 février 1876, député de la *Haute-Marne* pour l'arrondissement de Vassy, par 14.303 voix, est un riche maître de forges, conseiller général, qui faisait partie à la dernière Assemblée des deux groupes du centre gauche et de la gauche républicaine avec lesquels il a toujours voté. Sa profession de foi est conforme au programme du parti républicain : « Je suis sincèrement conservateur, a-t-il dit, c'est pour cela que je suis républicain... Notre République doit être irréprochable, sévère pour les factieux, protectrice pour les bons citoyens, elle sauvegardera tous les grands principes qui honorent un peuple, le rendent fort et respecté... Nous tenant à égale distance des irrésolus et des impatientes, soyons unis puisque nous avons au cœur l'amour de la patrie et que tous nous la voulons grande, libre et prospère. » La réaction n'a trouvé aucun candidat à opposer à M. Danelle-Bernardin. Il siège au centre gauche.

DARNAUDAT, élu, le 5 mars 1876, député des *Hautes-Pyrénées*, pour la deuxième circonscription de Tarbes, par 6.021 voix, est un avocat, dont la réputation n'a guère dépassé les rives de l'Adour. M. Darnaudat n'a pas d'antécédents politiques. Il a fait une profession de foi dans laquelle il a dit vouloir « une application libérale mais sage de la Constitution du 25 février. » C'est, au fond, un monarchiste constitutionnel. Il siège à droite.

DARON, élu, le 20 février 1876, député de *Saône-et-Loire* pour la 2^e circonscription de Châlon-sur-Saône par 10,904 voix, est né en 1821. Il appartient au Conseil général du département. Envoyé le 8 février 1871 à l'Assemblée de Bordeaux par les électeurs de Saône-et-Loire, M. Daron a constamment voté avec la gauche républicaine. Il s'est défini lui-même, dans sa profession de foi du 20 février 1876, « un républicain qui veut la chose avec le mot. » Il siège à gauche.

DAUMAS (AUGUSTIN), élu, le 20 février 1876, député du *Var* pour la première circonscription de Toulon, par 6.098 voix, est né à Toulon le 25 mai 1826. M. Daumas est un ancien ouvrier mécanicien qui, condamné lors du procès de Lyon en 1851, fut détenu pendant dix ans à Belle-Isle et au mont Saint-Michel. Membre de la dernière Assemblée, M. Daumas siégea à la gauche, comme à l'Assemblée actuelle.

DAUTRESME (LUCIEN), élu, le 20 février 1876, député de la *Seine-Inférieure*, pour la deuxième circonscription de Rouen par 10.114 voix, est ancien élève de l'Ecole polytechnique. Membre du Conseil général de la Seine-Inférieure, M. Lucien Dautresme s'est toujours fait remarquer dans cette Assemblée par l'étendue de ses con-

naissances pratiques et la sincérité de son libéralisme. Il a fait une profession de foi républicaine et siège à gauche.

DAVID (JÉRÔME, baron), élu, au scrutin de ballottage du 5 mars 1876, député de la *Gironde*, pour la circonscription de Bazas par 7.574 voix, est l'ancien ministre de l'Empire, le député qui, dans la séance du 12 juillet 1870, déposa cette fatale demande d'interpellation qui força ou parut forcer le ministère Ollivier à déclarer la guerre à la Prusse. Cette demande était ainsi conçue :

« Considérant que les déclarations fermes, nettes, patriotiques du ministère à la séance du 6 juillet ont été accueillies avec faveur par la Chambre et par le pays ; considérant que ces déclarations du ministère sont en opposition avec la *lenteur* des négociations avec la Prusse, je demande à interpellier le ministère sur les causes de sa conduite à l'extérieur qui, non-seulement, jette la perturbation dans les branches diverses de la fortune publique, mais aussi risque de porter atteinte à la dignité nationale. » Trois jours plus tard, le 15 juillet, le parti de l'impératrice triomphait : la guerre était déclarée, malgré les objurgations désespérées de M. Thiers. M. le baron Jérôme David n'a pas craint néanmoins de dire dans sa profession de foi écrite en vue des élections de février 1875 qu'il n'était *absolument pour rien dans la guerre*. Il siège avec le groupe dit de l'*Appel au peuple*.

DECAZES (LOUIS-CHARLES-ELIE-AMANIEU, duc), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de la *Seine*, pour le huitième arrondissement, par 7,232 voix, est né le 9 mai 1819. Il est fils du ministre de la Restauration. Entré d'abord dans la diplomatie qu'il quitta en 1848, membre militant de l'union formée pour combattre l'Empire ; il entra à l'Assemblée nationale en 1871

comme orléaniste. M. le duc Decazes prit part à toutes les luttes des monarchistes contre M. Thiers. Après le succès des coalisés du 24 mai, il fut nommé ambassadeur à Londres, puis, le 22 novembre 1873, ministre des affaires étrangères à la place de M. de Broglie. Depuis ce moment, il a conservé ce portefeuille dans tous les cabinets qui se sont succédé.

Dans ces fonctions délicates, où son rôle a plus d'une fois épargné peut-être à notre pays les humiliations ou les périls de menaces qui tendaient à troubler la paix de l'Europe, M. le duc Decazes a donné des preuves nombreuses d'une sagacité et d'une habileté peu communes.

Instruit aussi par l'expérience de 1873, il a compris que la monarchie était impossible à restaurer en France, s'est rapproché du parti républicain et s'est montré, dans l'entourage du Président de la République, l'un de ses conseillers les plus libéraux.

Aussi le duc Decazes a-t-il soulevé contre lui la haine de ses anciens alliés du 24 mai. Un des membres de cette majorité, M. Raoul Duval, bonapartiste ardent, s'est porté contre lui dans le huitième arrondissement au scrutin du 20 février et a maintenu sa candidature au second tour. Le candidat républicain M. Chauffour s'est au contraire désisté et M. le duc Decazes a été élu député le 5 mars, grâce aux républicains qui ont eu confiance dans les déclarations, très-nettes, du reste, du ministre des affaires étrangères en faveur de la Constitution républicaine du 25 février.

DEFOULENAY, élu, le 20 février 1876, député de l'*Allier* pour la 2^e circonscription de Montluçon, par 6.702 voix, est membre du Conseil général de l'*Allier*. Bien que M. Defoulenay se soit refusé, au moment de son élection, à accepter tous les articles du programme Laurent Pi-

chat, les déclarations républicaines de sa profession de foi et ses votes depuis le 8 mars ne permettent cependant point de mettre en doute la sincérité de ses convictions républicaines. Il siège, du reste, à gauche.

DELACOUR (LOUIS), élu, le 20 février 1876, député du *Calvados* pour la deuxième circonscription de Caen, par 4.961 voix, est un agriculteur-éleveur qui a fait partie du Conseil d'Etat, en qualité d'auditeur, de 1847 à 1851. Envoyé à l'Assemblée de Bordeaux, le 8 février 1871, par les électeurs du *Calvados*, M. Delacour a voté tantôt avec le groupe Bocher, tantôt avec le centre gauche. C'est ainsi qu'en dernier lieu, il s'est prononcé *pour* l'amendement Wallon et *pour* les lois du 25 février 1875. C'est un monarchiste constitutionnel résigné à la République, mais à la République entourée d'institutions monarchiques. Il siège au centre.

DEMAINE (ROGER DU), élu, le 20 février 1876, député de *Vaucluse*, pour l'arrondissement d'Avignon, par 9.843 voix, est né à Avignon. Il est membre du Conseil municipal et maire de cette ville. M. R. du Demaine a déclaré que « ses convictions politiques s'allient à la soumission aux lois de son pays, lesquelles ne pouvant abolir le passé et enchaîner l'avenir, n'interdisent ni les regrets ni les espérances. » M. R. du Demaine siège à la droite.

DENFERT-ROCHEREAU (PIERRE-MARIE-PHILIPPE-ARISTIDE), colonel, élu, le 20 février 1876, député de la *Seine*, pour le sixième arrondissement, par 8.975 voix, est né, le 11 janvier 1823, à Saint-Maixent (Deux-Sèvres). Elève de l'Ecole polytechnique et brillant officier d'état-major, il fut chargé, pendant la guerre de 1870, de la défense de Belfort. C'est à son énergie, qui ne s'est pas démentie, que le pays doit la conservation de

cette place qui tenait encore élevé, sur la terre d'Alsace, le drapeau national quand la paix se signa; ce qui permit à M. Thiers d'obtenir des Prussiens qu'elle nous fût laissée. Le colonel Denfert-Rochereau sortit de Belfort avec les honneurs militaires. Elu à l'Assemblée nationale, il a siégé à l'Union républicaine où ses collègues l'ont choisi en 1871 pour leur président.

M. Denfert-Rochereau est intervenu souvent à l'Assemblée dans les discussions militaires. Il a été choisi comme questeur par l'Assemblée actuelle.

DERÉGNAUCOURT (JULES), élu, le 20 février 1876, député du *Nord* pour la troisième circonscription de Lille par 4.854 voix, député sortant, est né en 1818. M. Derégnaucourt, ancien maire de Roubaix, conseiller général du Nord, est un des plus importants manufacturiers de Roubaix. A la dernière Assemblée, il siégeait à la gauche républicaine. La réaction combattit avec acharnement sa candidature. Il a adressé aux électeurs une profession de foi des plus fermes et a déclaré qu'il serait un des plus dévoués et des plus énergiques défenseurs des idées républicaines. Il avait repris sa place dans rangs de la gauche. Il est mort le 24 avril.

DESCAMPS (ALBERT), élu, le 20 février 1876, député du *Gers*, pour l'arrondissement de Lectoure, par 6.464 voix contre 5.417 données au comte de Lagrange, député sortant, est maire de Lectoure et conseiller général du Gers. Il a fait une profession de foi républicaine très-nette. Il siége à gauche.

DESCHANEL (EMILE-AUGUSTIN-ETIENNE), élu, le 5 mars 1876, député de la *Seine*, pour la troisième circonscription de Saint-Denis, par 3.911 voix, est né à Paris le 14 novembre 1819. M. Des-

chanel après avoir été l'un des plus brillants élèves de l'Ecole normale y rentra, après un court passage au collège de Bourges, comme professeur, à vingt-deux ans, en même temps qu'il occupait une chaire au collège de Louis-le-Grand.

M. Deschanel écrivait en même temps dans plusieurs journaux ou revues démocratiques. Un article qu'il publia, en 1850, dans la *Liberté de Penser* fut dénoncé par la réaction qui le fit destituer de ses deux chaires. Au 2 Décembre, M. Deschanel fut arrêté et expulsé de France. Réfugié en Belgique, M. Deschanel y fonda les Conférences qu'il implanta plus tard en France, et dans lesquelles il obtint de si brillants succès.

M. Deschanel a publié un grand nombre d'ouvrages et a collaboré au *Journal des Débats*, à la *Revue des Deux-Mondes*, au *National*, etc.

Il a dit dans sa profession de foi : « Si nous voulons prévenir le retour des commotions formidables qui bouleversent tous les intérêts, accélérons les réformes sociales qui répartiront avec une équité de plus en plus grande les fruits du travail, mais défendons résolument les conditions premières de la vie sociale : l'ordre et la liberté. » Il siège à gauche.

DESLOYE (EMILE), élu, le 20 février 1876, député de la *Haute-Saône*, pour la première circonscription de l'arrondissement de Lure, par 7.838 voix, contre M. Hérisson, député républicain sortant, est un grand manufacturier du pays établi à Plaucherbas et fait partie du Conseil général. Il a dit, dans sa profession de foi : « La Constitution républicaine est aujourd'hui la loi de la France ; j'accepte franchement le gouvernement qu'elle a institué, mais je le veux résolument conservateur, assurant à la loi son autorité, à la société ses garanties, à la religion

le respect qui lui est dû. Que nous faut-il, après tant de terribles épreuves, si ce n'est la continuation d'une présidence loyale, en dehors des partis, comme l'est celle du courageux soldat qui s'est montré si ferme aux jours de nos revers et de nos luttes civiles ? » Il siège à droite.

DESMOUTIERS (CHARLES), élu, le 20 février 1876, député du *Nord* pour la première circonscription de Cambrai, par 11.339 voix contre 9.351 à M. Brabœuf, candidat de l'Appel au peuple, est un cultivateur, maire de Faumont, ancien membre de la Constituante. Sa candidature a été combattue avec acharnement par le parti cléricale. M. Desmoutiers a rappelé aux électeurs dans sa profession de foi que ses votes ont toujours été en faveur de la liberté, et a ajouté qu'il n'acceptera la révision que pour affermir la République. M. Desmoutiers siège à gauche.

DESSEAUX, élu, le 20 février 1876, député de la *Seine-Inférieure*, pour la première circonscription de Rouen, par 10.109 voix, représenta le même département au Corps législatif en 1869. M. Desseaux s'opposa énergiquement à la guerre en 1870. Nommé, après le 4 Septembre, préfet à Rouen, il fit preuve de beaucoup de tact, de fermeté et d'activité. M. Desseaux a fait une profession de foi très-républicaine. C'est un avocat très-distingué de Rouen, bâtonnier de l'ordre. Il siège à gauche.

DESTREMX (LÉONCE DE SAINT-CHRISTOL), élu, le 20 février 1876, député de l'*Ardèche*, pour la deuxième circonscription de Largentière, par 6.577 suffrages, est né à Blois le 5 décembre 1820. Agronome distingué, M. Destremx a publié un grand nombre d'ouvrages spéciaux qui ont obtenu de hautes récompenses. M. Destremx fut nommé, au 8 février 1871, député de l'Ardèche à

l'Assemblée nationale, où il s'inscrivit aux deux groupes de la gauche et du centre gauche. Il échoua le 30 janvier 1876 aux élections sénatoriales. L'arrondissement de Largentière, où M. Destremx a passé la plus grande partie de sa vie et où il jouit d'une popularité incontestée, a tenu à réparer cette faute du suffrage restreint. M. Destremx siège au centre gauche.

DETHOU (ALEXANDRE), élu, le 20 février 1876, député de l'*Yonne*, pour la circonscription de Joigny, par 14.508 voix contre 7.112 à M. le baron Bricard, constitutionnel, est depuis longtemps conseiller général du département de l'*Yonne*. M. Dethou a dit à ses électeurs, après le scrutin du 20 février : « Comme par le passé, je serai tout dévoué à la cause républicaine. Dans toutes les questions capitales, mon vote sera toujours d'accord avec les décisions adoptées par les trois groupes du parti républicain ; sans union, sans discipline, il n'est pas de succès durable. » M. Dethou siège à gauche.

DEUZY (E.), élu, le 20 février 1876, député du *Pas-de-Calais*, pour la première circonscription de l'arrondissement d'Arras, par 10.109 voix contre le candidat bonapartiste M. Sens, est maire d'Arras et membre du Conseil général. Il s'est présenté aux électeurs comme républicain conservateur, et a dit dans sa profession de foi : « Je suis convaincu que la République constitutionnelle et conservatrice, votée par l'Assemblée nationale, est aujourd'hui la seule forme du gouvernement qui, en nous unissant, puisse assurer l'ordre et la conservation de tous les intérêts moraux et matériels de notre pays, que j'ai toujours soutenus... Je suis complètement dévoué à M. le Maréchal Président de la République qui peut être assuré de mon concours dans l'œuvre patriotique qu'il a entreprise et au

système parlementaire qui forme la base de notre Gouvernement. » Il siège à gauche.

DEVADE (AMÉDÉE), élu, le 20 février 1876, député du *Loiret*, pour l'arrondissement de Gien, par 6.537 voix contre 4.816 données au candidat constitutionnel, est un médecin, membre du Conseil d'arrondissement et du Conseil municipal. « Seule, la République modérée, conservatrice et progressive, a-t-il dit dans sa profession de foi, peut, au milieu des rivalités et des luttes des partis, nous assurer le lendemain. Avec elle, plus de luttes insensées, plus d'aventures, plus de révolutions. Aussi ne peut-on démentir ceux qui la défendent, lorsqu'ils affirment être les vrais conservateurs. C'est uniquement dans le sens du maintien de la République, développement de ses institutions, amélioration des lois constitutionnelles, que je comprendrais la révision de la Constitution. » Il siège à gauche.

DEVAUX (E.), élu, le 20 février 1876, contre un concurrent bonapartiste, député du *Pas-de-Calais* pour la première circonscription de l'arrondissement de Saint-Omer, est un avocat, ancien sous-préfet de la République à Saint-Omer : « Depuis que j'ai l'âge d'homme, a-t-il dit dans sa profession de foi, je suis attaché aux principes conquis par la grande révolution de 1789 et dont la forme logique est le gouvernement de la République... Toute tentative pour recourir à la monarchie, sous quelque forme que ce soit, nous conduirait à de nouveaux malheurs en rouvrant bien des révolutions et des ruines... Il est temps que la France trouve son repos et sa sécurité dans un gouvernement fort, respecté de tous à l'intérieur, parce qu'il a son principe dans la volonté de tous, dans un gouvernement large, conciliant, ouvert à tous, protecteur de tous les droits et de tous les grands

principes sociaux sans lesquels une nation ne peut vivre. » Il siège à gauche.

DEVÈS (PAUL), élu, le 20 février 1876, député de l'*Hérault*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Béziers, par 10.731 voix contre 8.416 partagées entre un candidat constitutionnel et un candidat bonapartiste, est un jeune et brillant avocat du barreau de Béziers, membre du Conseil général. Soutenu par l'union de tous les républicains, M. Paul Devès a eu à lutter contre la coalition des monarchistes, des impérialistes et des cléricaux, qu'appuyait encore activement la préfecture, faisant revivre les traditions des beaux jours de la candidature officielle. Il siège à gauche.

DEVIOLAINE (ÉMILE), élu, le 20 février 1876, député de l'*Aisne* pour l'arrondissement de Soissons par 9.147 voix, est conseiller municipal de Soissons, conseiller général de l'Aisne pour le canton d'Oulchq-le-Château et maître de verrerie à Vauxrot. Il a accepté « franchement et sans arrière-pensée » la Constitution du 25 février 1875, ajoutant qu'il ne voyait dans le droit de révision qu'une occasion de consolider cette Constitution. Dans une lettre datée du 15 février 1876 et adressée à l'*Argus soissonnais*, M. Deviolaine s'est déclaré partisan de la « liberté de l'enseignement, » mais en réservant à l'État la collation des grades. Il siège au centre gauche.

DEVOUCOUX (PHILIPPE), élu, le 20 février 1876, député du *Cher* pour la première circonscription de Bourges par 7.607 voix contre 7.137 données à M. Buffet, alors vice-président du conseil des ministres, fut également nommé à la même date député de Saint-Amand, deuxième circonscription, par 8.327 voix. Il a opté pour Bourges, ville dont il a été maire et qu'il repré-

sente au Conseil général. M. Devoucoux a été révoqué de ses fonctions de maire par le gouvernement de combat. C'est un ancien président du Conseil général du Cher. Il siège à gauche.

DOUET (LE VAILLANT DU), élu, le 20 février 1876, député de la *Seine-Inférieure*, pour la troisième circonscription du Havre, par 5.295 voix, est conseiller d'arrondissement, maire de Bernières, et président de la Société d'agriculture pratique de l'arrondissement du Havre. M. du Douet est un monarchiste clérical. Il siège à droite.

DOUVILLE-MAILLEFEU (comte GASTON DE), élu, le 20 février 1876, député de la *Somme*, pour la deuxième circonscription d'Abbeville, par 7.719 voix, est un ancien officier de marine, membre du Conseil général de la Somme. Il a, dans sa circulaire, posé sa candidature nettement et résolument constitutionnelle, et a déclaré qu'il voterait contre toute modification du nouveau pacte social, en faveur de l'extension des franchises communales et départementales, et en faveur du service obligatoire pour deux ans seulement. Il siège au centre gauche.

DRÉO (ARMAND-PROSPER-MARIE), élu, le 20 février 1876, député du *Var* pour la circonscription de Brignolles par 9.120 voix, est né à Rennes le 7 décembre 1829. Avocat, connu surtout comme gendre de l'honorable M. Garnier Pagès, M. Dréo est entré dans la vie politique vers 1863, lors du réveil en France du parti républicain; il fut condamné dans le procès des Treize et contribua aux élections qui envoyèrent à l'Assemblée le noyau de l'opposition. Après le 4 Septembre 1870, M. Dréo fut l'un des secrétaires du gouvernement de la Défense nationale. Il a fait partie de l'Assemblée nationale où il votait avec la gauche.

DRÉOLLE (ERNEST), élu, le 20 février 1876, député de la *Gironde*, pour l'arrondissement de Blaye par 8.574 voix, est né à Libourne en 1825. Attaché au cabinet du grand référendaire de la Chambre des pairs avant la révolution de Février, il entra en 1851 au journal bonapartiste le *Pays*. Il a dirigé le *Constitutionnel*, la *Patrie*, puis le *Public*, organe des idées de M. Rouher. Candidat officiel en 1869 dans la quatrième circonscription de la Gironde, il fut élu et alla siéger avec les fidèles de la dynastie. Il a fait une profession de foi bonapartiste, et siège au groupe de l'Appel au peuple.

DREUX-LINGET, élu, le 20 février 1876, député d'*Eure-et-Loir*, pour l'arrondissement de Châteaudun, par 10.809 voix contre 3.906 données à M. Amédée Lefèvre-Pontalis, candidat légitimiste, est président du Comice agricole de Châteaudun et secrétaire du Conseil général. « Je veux la République des honnêtes gens, a-t-il dit dans sa profession de foi, la République constitutionnelle, tolérante, libérale, ouverte aux hommes modérés et sincères de tous les anciens partis; je veux en un mot la République conservatrice dont se prétendent partisans ceux-là mêmes qui désirent détruire ce que nous voulons conserver, — la République elle-même. » Il siège à gauche.

DRUMEL (ERNEST), élu, le 5 mars 1876, député des *Ardennes* pour l'arrondissement de Rethel, par 5.982 voix, est professeur à la Faculté de droit de Douai et conseiller général des Ardennes. On a reproché à M. Drumel, qui est encore jeune, d'avoir maintenu sa candidature en face de Théodore Karcher, ancien proscrit de décembre, alsacien ayant opté pour la France, républicain mûri par l'épreuve et l'étude incessante des problèmes sociaux, qui s'était présenté aux électeurs sous le patronage de MM. Victor Hugo,

Gambetta, Jules Simon, Valentin, etc. Nous espérons que M. Drumel saura, par la fermeté de son attitude républicaine, faire oublier ce grief. Il siège au centre gauche.

DUBOIS, élu, aux élections de ballottage du 5 mars 1876, député de la *Seine-Inférieure*, pour la deuxième circonscription du Havre, par 5.422 voix, a été nommé maire de Fécamp par le gouvernement de combat. Il appartient à ce groupe de députés pour lesquels la meilleure des républiques serait la monarchie constitutionnelle. M. Dubois a fait, en février 1876, une profession de foi suffisamment ambiguë pour plaire aux différentes variétés de princes. Il siège à droite.

DUBOIS (FRANÇOIS-AUGUSTE), élu, le 20 février 1876, député de la *Côte-d'Or*, pour la première circonscription de Dijon, par 10.686 voix, est né à Arnay-le-Duc le 28 mars 1874. Ancien avoué, nommé maire de Dijon après le 4 Septembre, M. Dubois se distingua dans ces fonctions que la guerre rendit très-périlleuses par l'énergie patriotique avec laquelle il résista aux exigences prussiennes. A l'Assemblée nationale, où il fut envoyé le 8 février 1871, il vota constamment avec la gauche, groupe dont il fait également partie à la Chambre des députés actuelle. Il est membre du Conseil général de la Côte-d'Or.

DUCAMP (EUGÈNE), élu, le 20 février 1876, député du *Gard* pour la première circonscription d'Alais par 9.151 voix, est un ancien proscrit de décembre. Choisi par le gouvernement du 4 Septembre comme préfet de la Nièvre, il administra ce département avec beaucoup de fermeté et de tact. M. Eugène Ducamp est conseiller général du Gard. Il a publié en février 1876, en vue des élections, une excellente circulaire très-sagement républicaine. Il siège à gauche.

DUCHASSEINT (FÉLIX), élu, le 20 février 1876, député du *Puy-de-Dôme* pour la circonscription de Thiers par 8.056 voix, fut nommé, en 1846, conseiller d'arrondissement de Thiers. Élu en 1848 conseiller général pour le canton de Lezoux, il donna sa démission après le 2 Décembre en refusant de prêter serment. Pendant toute la durée de l'Empire, M. Félix Duchasseint refusa toutes les fonctions qui lui furent offertes. Depuis le 4 Septembre, les électeurs du canton de Lezoux ont trois fois de suite réélu M. Duchasseint membre du Conseil général.

« Je n'ai d'autre ambition, a-t-il dit dans sa profession de foi du 20 février, que de contribuer à l'établissement et au développement des idées républicaines. »

Il siège à gauche.

DUCLAUD, élu, le 20 février 1876, député de la *Charente* pour l'arrondissement de Confolens par 7.320 voix, est avocat et conseiller général de la Charente. Il avait pour adversaire M. Boreau-Lajanadie, l'auteur du trop célèbre rapport sur les actes du gouvernement du 4 Septembre. M. Boreau-Lajanadie, désirant sans doute faire ratifier par les électeurs les jugements pleins de parti-pris haineux qu'il avait portés sur les hommes de la Défense nationale, avait renouvelé et condensé dans sa circulaire de février 1876 les attaques peu patriotiques formulées déjà dans son rapport. Les électeurs ont répondu péremptoirement à cette audacieuse manœuvre en nommant M. Duclaud, qui est un ancien sous-préfet de la Défense. M. Duclaud siège à gauche.

DUKROZ (ALBERT), élu, le 20 février 1876, député de la *Haute-Savoie*, pour l'arrondissement de Bonneville, par 8.417 voix, est un républicain de la veille, qui a été nommé, comme son collègue, M. Jules Philippe, bien qu'il n'existât pas dans le

département, à la date des élections, une seule feuille locale quotidienne pour défendre la cause de la République. M. Ducroz est maire de Bonneville. Il a dit dans sa circulaire : « Je veillerai au maintien et à l'affermissement de la Constitution du 25 février ; je repousserai toute tentative de restauration monarchique et je prêterai mon loyal concours au maréchal de Mac-Mahon, gardien fidèle et vigilant de nos lois constitutionnelles. » Il siège à gauche.

DUFAURE (JULES-ARMAND-STANISLAS), élu, le 20 février 1876, député de la *Charente-Inférieure* pour la circonscription de Marennes par 8.295 voix, est né à Saujon (Charente-Inférieure) le 4 décembre 1798. Devenu promptement un des avocats les plus distingués du barreau bordelais, il représenta l'arrondissement de Saintes à la Chambre des députés de 1834 à 1848. Il siégea sur les bancs de l'opposition constitutionnelle, mais sans prendre aucune part à la campagne des banquets réformistes. Rallié à la République après la révolution de 1848, il fut nommé député à la Constituante, ministre de l'intérieur à la suite des journées de juin et quitta le ministère après l'élection de Louis Bonaparte (10 décembre). Réélu à la Législative, M. Dufaure combattit la politique du Président et protesta contre le Coup d'Etat. Inscrit après le 2 Décembre au barreau de Paris, nommé bâtonnier de l'ordre, il engagea ses amis à voter *non* au plébiscite. Son attitude franchement hostile à l'Empire lui valut une quintuple élection au 8 février 1871 (Charente-Inférieure, Gironde, Hérault, Seine-Inférieure et Var). Ministre de l'intérieur de février 1871 au 24 mai 1873, M. Dufaure n'accepta du maréchal de Mac-Mahon le portefeuille de la justice que lorsque le vote des lois constitutionnelles indiqua que le gouvernement qui avait succédé à celui de M. Thiers se voyait forcé de revenir à la poli-

tique de l'ancien président de la République. M. Dufaure est un orateur de l'école classique et doctrinaire. Son geste manque d'ampleur; son débit est froid, nasillard et déplaisant. Mais la correction de son langage, l'habileté de ses arguments, la promptitude de ses répliques acerbes font de lui un adversaire redouté.

C'est M. Dufaure qui a été chargé de lire, le 15 mars 1876, c'est-à-dire une semaine après la réunion des deux Chambres nouvelles, le programme du nouveau cabinet, dans lequel il a conservé le ministère de la justice.

DUFAY (JEAN-FRANÇOIS-CHARLES), élu, le 20 février 1876, député de *Loir-et-Cher* pour la première circonscription de Blois par 10.241 voix, est né à Blois le 24 juin 1815. Docteur en médecine, il se signala par son dévouement pendant la terrible épidémie cholérique de 1849. Maire de Blois en 1871, élu député au 2 juillet de la même année, M. le docteur Dufay a voté pendant cinq ans avec la gauche, Il a échoué aux élections sénatoriales, mais on voit qu'il en a appelé avec succès du suffrage restreint au suffrage universel. Il siège à gauche.

DUFFO (PAUL), élu, le 20 février 1876, député des *Hautes-Pyrénées*, pour la circonscription de Bagnères, par 9.908 voix, est un avocat, membre du Conseil général et propriétaire dans six ou sept cantons de l'arrondissement de Bagnères. Il dirige de grands travaux agricoles et a créé des prix qui sont distribués aux instituteurs de l'arrondissement qui se livrent à l'enseignement de l'agriculture.

M. Paul Duffo a adhéré entièrement à la Constitution. Il a déclaré dans sa circulaire aux électeurs (février 1876) que « le droit de révision ne doit servir qu'à améliorer et à affermir la Constitution, non à la détruire. » Il siège à gauche.

DUFOUR (PAUL), élu, le 20 février 1876, député de l'*Indre*, pour la deuxième circonscription de Châteauroux, est propriétaire et conseiller général de l'Indre pour le canton de Levroux. M. Dufour est bonapartiste et a fait une profession de foi conforme au mot d'ordre venu de Chislehurst, c'est-à-dire promettant d'appuyer le gouvernement du maréchal de Mac-Mahon, mais demandant « l'Appel au peuple » à l'époque de la révision.

M. Dufour siège à la droite bonapartiste..

DUFOUR (baron), élu, le 20 février 1876, député du *Lot*, pour l'arrondissement de Gourdon, par 13.503 suffrages, est conseiller général du département et propriétaire. Il a fait une profession de foi bonapartiste très-accentuée, dans laquelle il a dit : « Conservateur déterminé, ennemi résolu du radicalisme, je suis de ceux qui n'ont pas oublié l'Empire et ses bienfaits. Je ne cache pas mes regrets de sa chute. »

Il siège avec le groupe dit de « l'Appel au peuple. »

DUGUÉ DE LA FAUCONNERIE (HENRI), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de l'*Orne*, pour l'arrondissement de Mortagne, par 7.117 voix, est né à Paris en 1835. Il entra dans l'administration sous l'Empire, donna sa démission de sous-préfet en 1866, devint conseiller général de l'Orne, et fut élu, comme candidat officiel, député de ce département en 1869.

M. Dugué de la Fauconnerie est directeur du journal impérialiste *l'Ordre*, et auteur de petites brochures bonapartistes. C'est un des membres les plus remuants du parti de l'Appel au peuple.

DUPORTAL (ARMAND), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de la *Haute-Garonne*, pour la première circonscription de Toulouse par 6.512 voix, se fit remarquer par sa

vigoureuse opposition contre l'Empire qu'il combattit dans la presse toulousaine.

Il a été préfet du département pendant la guerre, et a fondé, en 1871, *l'Émancipation*, journal radical, à Toulouse. Il appartient à l'extrême gauche.

DUPOUY (EUGÈNE), élu, le 20 février 1876, député de la *Gironde* pour la 3^e circonscription de Bordeaux par 12.033 voix, est un avocat de talent, conseiller général et riche propriétaire du canton de Bourg. Envoyé le 27 avril 1873 à l'Assemblée nationale par les électeurs de la Gironde, M. Dupouy s'est inscrit à la gauche et à l'Union républicaine, groupes dont il fait partie à l'Assemblée actuelle.

DURAND, élu, le 20 février 1876, député du *Rhône*, pour la troisième circonscription de Lyon, par 12.995 voix contre 5.872 données au candidat conservateur, est docteur en médecine et fait partie du Conseil général du Rhône. Candidat des comités radicaux, le docteur Durand a publié une énergique profession de foi dans laquelle il a dit : « Il faut que nous marchions sans hésitation et sans faiblesse vers le but que nous voulons atteindre ; il faut que notre génération transmette à ceux qui suivront le patrimoine de nos pères de 1789 considérablement agrandi. » Il siège à l'extrême gauche.

DURFORT DE CIVRAC (HENRI, comte), élu, le 20 février 1876, député de *Maine-et-Loire*, pour la deuxième circonscription de Chollet, par 10.784 voix, est président du Conseil général du département et a fait partie de l'Assemblée nationale où il votait et siégeait avec la droite légitimiste et cléricale. Sous l'Empire, il avait longtemps fait partie du Corps législatif bien que toujours vigoureusement combattu par l'administration et siégeait au centre gauche. Lé-

gitimiste convaincu, il est cependant libéral, et on l'a vu se séparer de la droite à la dernière Assemblée dans la question des franchises municipales. Dans sa profession de foi, il maintient fièrement les mêmes principes : « La France avec la royauté, a-t-il dit, trouvait dans les Etats monarchiques dont elle était entourée et les sympathies qu'elle a perdues et les alliances solides dont elle a plus que jamais besoin... A cette heure, la Constitution du 25 février est la loi du pays... Je demanderai à la République de ne jamais mettre la main sur ces franchises qui constituent la vie propre des communes et des départements, ouvrent une sphère d'activité à toutes les ambitions légitimes, et sont le meilleur préservatif contre les révolutions. » M. Durfort de Civrac siège à droite. Il est vice-président de l'Assemblée.

DURIEU (JEAN-JACQUES-PAULIN-OFFROY), élu, le 5 mars 1876, député du *Cantal* pour la circonscription de Mauriac par 5.080 voix, est né à Mauriac le 20 février 1812. Avocat, républicain convaincu, ayant appartenu sous Louis-Philippe à la militante société des Droits de l'homme, M. Durieu fut élu député à la Constituante puis à la Législative en 1848 et 1849. Rentré dans la vie privée après le 2 Décembre 1851, il fut envoyé le 8 février 1871 à l'Assemblée de Bordeaux, où il prit place à l'extrême gauche, groupe dont il fait encore partie à la Chambre des députés actuelle.

DUSSAUSSOY-HUBERT (P.), élu au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député du *Pas-de-Calais* pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Boulogne, par 6.629 voix contre 6.129 données à M. Poissev-Platiau, candidat républicain, et après un premier tour où le candidat républicain et le candidat constitutionnel avaient réuni ensemble 9.068 voix, a fait

partie de l'Assemblée nationale où il était inscrit au groupe de l'Appel au peuple. Il a déclaré dans sa profession de foi de 1876 qu'il conformera ses actes aux principes qui l'ont toujours dirigé ; il a été chaudement soutenu par le parti bonapartiste qui considère comme une sorte de Corse continentale le Pas-de-Calais où cependant quatre de ses candidats ont été battus par des républicains. Il siège à la droite bonapartiste.

DUTILLEUL, élu au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de l'Oise, pour l'arrondissement de Beauvais, par 11.450 voix contre 9.370 données au candidat bonapartiste, est chef du mouvement des fonds au ministère des Finances, conseiller général et maire d'Elincourt-Sainte-Marguerite. Soutenu au premier tour par le comité républicain, concurremment avec un candidat plus accentué, M. Gellion Danglar, lequel s'est retiré devant lui, au second tour, M. Dutilleul s'est présenté comme conservateur et constitutionnel, prêt à « donner son concours à l'application et au perfectionnement de la Constitution. Le calme et le repos, a-t-il dit, je crois qu'il n'y a pas de plus sûr moyen de les obtenir que par l'application sincère des lois constitutionnelles, dans lesquelles la France trouvera les meilleures garanties contre les complications de la politique extérieure, ce qui n'est pas le moins important. » Il siège au groupe constitutionnel.

DUVAL (EDGAR-RAOUL), élu au second scrutin, le 5 mars 1876, député de l'Eure pour l'arrondissement de Louviers, par 7.667 voix, alors que son concurrent républicain, M. Arsène Meunier, en obtenait 7.476, et après un premier tour où il n'avait obtenu que 5.431 voix contre 9.906 partagées entre trois candidats, est un partisan résolu de l'Appel au peuple. A l'Assemblée na-

tionale il marchait d'accord avec les bonapartistes, bien qu'il ne fût pas régulièrement inscrit à leur groupe. Ancien magistrat sous l'Empire, orateur éloquent, surtout habile, M. Raoul Duval s'est porté sans succès contre M. le duc Decazes, dans le VIII^e arrondissement de Paris. Il a dit dans sa circulaire : « Habitué au respect des lois, et convaincu que, sans lui, l'ordre n'est qu'un vain mot, je me sou mets à la loi après l'avoir discutée, je ne songe nullement à m'affranchir des règles tracées par la Constitution et des délais qu'elle impose à notre patriotisme ; mais quand les mandataires de la France seront consultés sur la révision, j'estime que leur droit sera de ne plus disposer d'elle sans l'avoir au préalable interrogée. » M. Raoul Duval est un des chefs du parti bonapartiste, dont il est le *leader* à l'Assemblée.

DUVAUX (JULES), élu, le 20 février 1876, député de *Meurthe-et-Moselle* pour la première circonscription de l'arrondissement de Nancy, par 11.399 voix, est membre du Conseil général. Né à Nancy, ancien élève de l'École normale dont il fut lauréat au concours de 1846, professeur à la Faculté des lettres, destitué après le 24 mai, M. Duvaux s'est engagé dans sa profession de foi à défendre loyalement et énergiquement les principes démocratiques et à ne jamais appuyer de son vote une candidature princière en cas de vacance de la présidence de la République. « Nous savons trop, a-t-il dit, ce que nous ont coûté les princes et surtout les princes-présidents. » Il siège à gauche.

DUVERGIER DE HAURANNE (ERNEST), élu, le 20 février 1876, député du *Cher* pour l'arrondissement de Sancerre par 10.384 voix contre 2.884 données à M. Arthur de Chabaud-Latour, est né en 1843. Fils de l'ancien député sous la mo-

narchie de Juillet, M. Ernest Duvergier de Hauranne est un écrivain distingué, auteur de consciencieux travaux sur les États-Unis. Capitaine de mobiles pendant la guerre, il fit vaillamment son devoir et fut blessé au combat de Beaunela-Rolande. Elu comme républicain aux élections du 2 juillet 1871, M. Ernest Duvergier de Hauranne tint fidèlement les promesses faites à ses commettants et vota toujours pour la République. Il a publié un remarquable ouvrage intitulé : *La République conservatrice*.

M Duvergier de Hauranne siège à gauche.

ESCANYÉ (FRÉDÉRIC), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député des *Pyrénées-Orientales*, pour l'arrondissement de Prades, par 5.056 voix, est membre et secrétaire du Conseil général, fils d'un ancien député libéral sous la monarchie de Juillet. M. Escanyé s'est exprimé ainsi dans sa profession de foi : « La Constitution républicaine, je l'appelais de tous mes vœux. Si je suis élu, je me placerai au rang de ses défenseurs. Le jour où l'Assemblée pourra être appelée à la réviser, tout en votant son maintien, j'adopterais les améliorations qui donneraient une satisfaction légitime aux sentiments démocratiques de notre pays. » Il siège à gauche.

ESCARGUEL (LAZARE), élu, le 20 février 1876, député des *Pyrénées-Orientales*, pour l'arrondissement de Perpignan, par 14.006 voix contre 5.636 données au candidat conservateur, a fait partie de l'Assemblée nationale, où il était inscrit à la gauche et à l'union républicaine. Il est né en 1820. Grand industriel, très-populaire dans le pays, maire de Perpignan après le 4 Septembre, et le premier destitué après le 24 Mai, M. Escarguel s'est déclaré, dans sa profession de foi, partisan de la paix et de l'amnistie pour les condamnés politiques. « Je remplirai

mon mandat, a-t-il dit, en demandant l'instruction du peuple, l'allègement des charges qui pèsent trop lourdement sur la consommation, la liberté commerciale et toutes les libertés compatibles avec l'ordre public... La République pourra être maintenant ce que la majorité de la nation veut certainement qu'elle soit, le règne de la loi, de la vraie justice, du droit et de la raison. » Il siège à gauche.

ESCHASSÉRIAUX (RENÉ-FRANÇOIS-EUGÈNE, baron), élu, le 20 février 1876, député de la *Charente-Inférieure*, pour la première circonscription de Saintes, par 6.611 voix, est le fils d'un grand propriétaire saintongeais, qui fut longtemps député sous la Restauration. Élu à la Législative de 1849, il soutint la politique de l'Élysée, approuva le coup d'État, et fut successivement nommé, comme candidat officiel, député en 1852, 1857, 1863 et 1869. Envoyé à l'Assemblée de Bordeaux le 8 février 1871, il y présida le groupe dit de *l'Appel au peuple*. Dans sa circulaire, en vue des élections du 20 février 1876, M. Eschassériaux n'a pas craint de dire, parlant du 4 Septembre: « C'est une émeute exécrationnelle, fomentée en face de l'ennemi, organisée avec l'aide de l'ennemi, accomplie au profit de l'ennemi, qui a renversé l'Empire. » Sous peu, n'en doutons pas, M. Eschassériaux nous apprendra que l'empereur a rendu son épée à M. Jules Ferry. C'est ainsi qu'on écrit l'histoire, et quelle histoire! M. Eschassériaux père siège parmi les bonapartistes.

ESCHASSÉRIAUX (RENÉ), élu, le 20 février 1876, député de la *Charente-Inférieure*, pour l'arrondissement de Jonzac par 11.204 voix contre 8.832 données au comte Duchatel, député sortant, est né en 1850. C'est le fils du baron Eschassériaux, député bonapartiste à l'Assemblée de

1871, réélu en 1876. Engagé pendant la guerre dans un régiment de lanciers, il n'a quitté l'armée qu'après avoir pris part, avec son régiment, au siège de Paris sous la Commune et aux luttes qui se sont livrées dans les rues du 21 au 27 mai 1871. Attaché à la légation de France près le roi d'Italie, M. René Eschassériaux donna sa démission et parcourut une partie de l'Europe. M. Eschassériaux fils vote avec le groupe dit de *l'Appel au peuple*.

ESTIGNARD (A.), élu, au deuxième tour de scrutin, le 5 mars 1876, député du *Doubs*, pour l'arrondissement de Baume-les-Dames, par 7.411 voix contre 6.731 données à M. Bourdemet, candidat republicain, et, après un premier tour de scrutin où il n'avait obtenu que 5.000 voix contre 8.000, partagées entre le candidat républicain et le candidat bonapartiste, est conseiller à la Cour d'appel de Besançon et président du Comice agricole régional. Membre du Conseil général pour le canton de Vesoul, il s'est toujours associé aux votes réactionnaires de cette assemblée. Il a dit en termes vagues dans sa profession de foi : « Sans être l'homme d'un parti, j'accepte et je soutiendrai le gouvernement républicain que l'Assemblée nationale a fondé par son vote du 25 février 1875, et je m'associerai au maréchal de Mac-Mahon, pour assurer à la France le calme, la prospérité et la paix. » Il siège au centre.

ÉVEN, élu, le 20 février 1876, député des *Côtes-du-Nord*, pour la première circonscription de Dinan, par 8.034 voix, est un ancien sous-préfet du 4 Septembre. M. Éven a fait une profession de foi très-résolument républicaine.

Il siège à gauche.

FALLIÈRE (ARMAND), élu, le 20 février 1876, député de *Lot-et-Garonne*, pour l'arrondissement

de Nérac, par 8.376 voix, est un avocat, membre du Conseil général, ancien maire de Nérac, révoqué par le gouvernement de combat. M. Fallières est très-populaire dans le département. C'est un républicain sincère. Il siège à gauche.

FARCY (EUGÈNE-JÉRÔME), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de la Seine, pour le XV^e arrondissement, par 8.922 voix, est né à Passy, le 20 mars 1830. Il était lieutenant de vaisseau en 1870, après une carrière maritime des plus brillantes et des plus laborieuses. Appelé à Paris pendant le siège, il y fit construire la canonnière à laquelle on a donné son nom, qui rendit de véritables services et qui aurait pu en rendre de plus grands encore sans le mauvais vouloir de l'administration. Cette invention attira sur lui l'attention des électeurs parisiens qui l'envoyèrent à l'Assemblée nationale en 1871. M. Farcy a constamment siégé et voté avec l'Union républicaine. Il a eu plus d'une fois l'occasion de prendre la parole et de faire preuve de compétence dans les questions militaires, maritimes ou commerciales. En 1875, il a pris sa retraite d'officier pour se consacrer tout entier à son mandat politique, à peine âgé de quarante-cinq ans, et après vingt-huit ans de services actifs, dont quatorze comme lieutenant de vaisseau. Il siège à l'extrême gauche.

FAURÉ (JUSTIN), élu, le 20 février 1876, député du Gers, pour l'arrondissement de Lombez, par 5.000 voix, avocat, conseiller général, a été substitut après le 4 Septembre. Il disait alors familièrement, dit-on, en parlant de M. Gambetta : « *Mon camarade Gambetta.* » Depuis, M. Fauré est devenu bonapartiste, et il a fait une profession de foi qui ne peut laisser aucun doute à ce sujet.

Il siège avec le groupe dit de l'*Appel au peuple*.

FAYE (LÉOPOLD), élu, le 20 février 1876, député de *Lot-et-Garonne*, pour l'arrondissement de Marmande, par 12.785 suffrages, est un avocat, orateur distingué qui fut à la dernière Assemblée, où les électeurs l'avaient envoyé siéger le 2 juillet 1871, un des membres les plus influents de la gauche républicaine. M. Faye fut nommé, après le 4 Septembre, maire de Marmande, mais le gouvernement de combat le révoqua après le 24 mai.

M. Faye a « voué sa vie à l'idée républicaine. » — « La République, disait-il dans sa dernière profession de foi, est le seul gouvernement qui soit approprié à notre génie national et au développement libéral et progressif des idées modernes. » Il siégea sur les bancs de la gauche et a été nommé questeur de l'Assemblée.

FERRY (JULES-FRANÇOIS-CAMILLE), élu, le 20 février 1876, député des *Vosges*, pour la circonscription de Saint-Dié, par 11.739 voix, est né à Saint-Dié le 5 avril 1832. Inscrit au barreau de Paris, M. Ferry fut sous l'Empire impliqué dans l'affaire des Treize. En 1865, il écrivit au *Temps* une série d'articles contre l'administration du préfet de la Seine, et les publia en volume, sous ce titre : *les Comptes fantastiques d'Haussmann*. En 1869, il fut élu député par le VI^e arrondissement de Paris. Membre du gouvernement du 4 Septembre et délégué à l'administration de la Seine, préfet de la Seine, M. Jules Ferry fut élu député au 8 février. Il reprit pendant quelque temps, après la Commune, ses fonctions de préfet et fut nommé par M. Thiers ministre plénipotentiaire à Athènes, fonctions dont il se démit après le 24 mai 1873.

M. Ferry a dit à ses électeurs : « En février 1871, la majorité républicaine comptait dans l'Assemblée cent et quelques représentants; tout était en péril, le suffrage universel, la Républi-

que, la patrie. Nous vous rendons, après cinq ans, le suffrage universel intact et préservé, la République proclamée, fondée, constituée, la confiance publique rétablie par l'institution d'un gouvernement définitif. » Il siège à gauche.

FLANDIN (ANATOLE), élu, le 5 mars 1876, député du *Calvados*, pour l'arrondissement de Pont-Lévêque, par 6.267 voix, est né en 1834. Ancien secrétaire général de la prefecture du Calvados, ancien maître des requêtes au Conseil d'Etat de l'Empire, M. Flandin représente au Conseil général le canton de Pont-Lévêque. C'est un bonapartiste qui n'a pas voulu avouer ses opinions au moment des élections, mais qui, en attaquant dans sa profession de foi « les démagogues et les révolutionnaires du 4 Septembre, » a suffisamment indiqué les regrets que lui fait éprouver la chute de l'Empire. Il siège à la droite bonapartiste.

FLOQUET (CHARLES-THOMAS), élu, le 20 février 1876, député de la *Seine*, pour le XI^e arrondissement, par 21.889 voix, est né à Saint-Jean-Pied-de-Port, le 5 octobre 1828. Avocat distingué du barreau de Paris, rédacteur du *Siècle*, du *Temps*, M. Floquet plaida dans un grand nombre de procès politiques pour des accusés républicains. Il fit à l'Empire une opposition constante et se présenta sans succès dans l'Hérault en 1864 et en 1869 comme candidat de l'opposition démocratique. Après le 4 Septembre, M. Floquet fut nommé adjoint au maire de Paris et donna sa démission au 31 octobre. Elu député de la Seine, au 8 février 1871, M. Floquet résigna son mandat pendant la Commune.

M. Floquet fut nommé en 1871 conseiller municipal de Paris pour le quartier Saint-Ambroise et fut réélu en 1874. Après avoir été vice-président du Conseil il en devint président au mois de mai et

fut maintenu dans ces fonctions au mois de juillet suivant. M. Floquet a été porté aux élections du 20 février par le comité républicain radical du XI^e arrondissement qui disait dans sa circulaire : « Le citoyen Charles Floquet représente tant par ses actes passés que par le programme qu'il a accepté et développé devant vous la revendication incessante des droits imprescriptibles du peuple qui sont la base d'une République vraiment digne de ce nom. » Il siège à l'extrême gauche.

FLORENT-LEFÈVRE, élu, le 20 février 1876, député du *Pas-de-Calais*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement d'Arras, par 10.219 voix contre 8.435 données au candidat bonapartiste, est membre du Conseil général, propriétaire cultivateur. Il a fait une profession de foi nettement républicaine, mais très-moderée, dans laquelle il a dit : « Quels que soient les mérites et les défauts de la Constitution, il faut la consolider et non l'ébranler ; c'est une œuvre de paix et de conciliation qui a été pour les républicains une éclatante occasion de montrer à toute la France leur esprit de concorde et de modération... Ils n'ont pas hésité à rompre avec les radicaux, les socialistes et les intransigeants... Ils ont le respect de tout ce qui a fait, dans le passé, la force et la grandeur de la France, et ils sont aujourd'hui les vrais conservateurs de la propriété, de la famille, de la religion. » Il siège à gauche.

FOUQUET (CHARLES), élu, le 20 février 1876, député de l'*Aisne* pour la deuxième circonscription de Laon, par 11.127 voix, est propriétaire d'une importante raffinerie. À l'Assemblée nationale, où il avait été élu le 8 février 1871, il faisait à la fois partie du centre gauche et de la gauche, et il a constamment voté avec ce der-

nier groupe. M. Fouquet est un républicain convaincu, qui a beaucoup contribué à propager dans son département les idées républicaines.

FOURCADE (JOSEPH), élu, le 20 février 1876, député de l'*Hérault*, pour l'arrondissement de Saint-Pons, par 5.964 voix contre 4.492 données au docteur Castel, candidat républicain, est ancien membre du Conseil général et riche propriétaire du pays. Soutenu surtout par les légitimistes cléricaux, il a vu cependant M. Piétri, candidat bonapartiste, se retirer devant lui. Il a protesté dans sa profession de son « amour de la religion et de la patrie, de son désintéressement et de son indépendance, de son dévouement à l'illustre maréchal, qui tient en ses mains le salut de la France. Homme d'ordre et de conciliation, a-t-il ajouté, sans passions politiques, désirant avant tout l'union des forces conservatrices, j'adhérerai à toutes les mesures propres à pacifier notre pays et à assurer la sérénité de son avenir. » Il siège à droite.

FOURNIER (CHARLES), élu, le 20 février 1876, député de la *Charente-Inférieure*, pour l'arrondissement de la Rochelle, par 9.441 voix, est un ancien notaire qui, après sa retraite, utilisa ses loisirs en devenant maire de l'Empire. Membre de la commission de permanence au conseil général, Conseiller municipal, président de la Société de secours aux blessés, M. Fournier a été successivement éliminé de ces diverses fonctions par ses collègues du Conseil général, par ses concitoyens et par les sociétaires du comité de secours.

Il siège à droite, avec le groupe dit de l'*Appel au peuple*.

FOUROT (ARMAND), élu, le 20 février 1876, député de la *Creuse* pour la première circonscrip-

tion d'Aubusson, par 7.895 voix, est conseiller général de la Creuse et auteur de grands travaux agricoles, qui lui ont valu de hautes récompenses. M. Fourot fut révoqué par le gouvernement de combat de ses fonctions de maire d'Évaux. Il a fait une profession de foi très-républicaine, et a dit dans sa lettre de remerciements aux électeurs qu'il « travaillerait à fonder le gouvernement de la République sur des assises inébranlables. » Il siège à gauche.

FOURTOU (OSCAR BARDY DE), élu, le 20 février 1876, député de la *Dordogne*, pour l'arrondissement de Ribérac, par 8.988 voix, est né en 1835. Avocat, ancien sous-préfet de Ribérac sous l'Empire, M. de Fourtou fut envoyé, le 8 février 1871, à l'Assemblée nationale par les électeurs de la Dordogne. Il a été ministre des travaux publics depuis le 7 décembre 1872 jusqu'au 18 mai 1873. Le 20 novembre 1873, il fut nommé ministre de l'instruction publique et des cultes en remplacement de M. Batbie. C'est M. de Fourtou qui changea le lycée *Condorcet* en lycée *Fontanes*. Au 23 mai 1874, il remplaça M. de Broglie au ministère de l'intérieur, et donna sa démission le 19 juillet, trouvant que le maréchal de Mac-Mahon ne s'appuyait pas suffisamment sur les bonapartistes. M. de Fourtou s'est fait élire au 20 février comme constitutionnel. Il a cependant voté *contre* les lois constitutionnelles.

Il siège à droite.

FRÉBAULT (FÉLIX-CHARLES), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de la *Seine*, pour le VII^e arrondissement, par 6.148 voix, est né à Metz, le 7 mars 1825. C'est un médecin qui jouit d'une grande popularité dans le quartier du Gros-Caillou qu'il représente depuis 1871 au Conseil municipal de Paris.

M. Frébault a fait une profession de foi radicale. Il siège à l'extrême gauche.

FRÉMINET (LÉON), élu, le 20 février 1876, député de l'*Aube* pour l'arrondissement de Troyes, par 12.624 voix, est né à Troyes en 1843. Avocat, ancien chef de cabinet du préfet nommé au 4 Septembre, il occupa ce dernier poste jusqu'au moment où il partit avec les mobilisés du 1^{er} bataillon de l'*Aube* en qualité d'officier élu. Conseiller municipal de Troyes, conseiller général de l'*Aube*, M. Fréminet est un républicain convaincu qui partage les idées de la gauche républicaine.

GAGNEUR (WLADIMIR), élu, le 20 février 1876, député du *Jura* pour l'arrondissement de Poligny, par 9.040 voix, est né à Poligny, le 9 août 1807. M. Gagneur, que ses études d'économie politique avaient amené à considérer la République comme *le gouvernement nécessaire*, prit part, en 1848, au mouvement républicain et organisa la résistance au Coup d'Etat dans le *Jura*. Condamné à dix années de déportation à Cayenne, peine qui fut commuée en proscription, il rentra en France après l'amnistie, se présenta en 1869 comme candidat de l'opposition, fut élu et alla siéger à gauche. En 1870, il fut secrétaire du Comité antiplébiscitaire et vota contre la guerre. Envoyé à l'Assemblée nationale par les électeurs du *Jura*, le 27 avril 1873, M. Gagneur y fit partie de la gauche républicaine. Dans sa dernière profession de foi (février 1876), il a déclaré vouloir « toutes les réformes que la République seule *peut et doit* réaliser sans troubles par le bulletin de vote. » M. Gagneur siège à gauche. Sa femme, M^{me} L. Gagneur, a publié un assez grand nombre de romans anti-cléricaux et républicains.

GAILLY (GUSTAVE), élu, le 20 février 1876, député des *Ardennes* pour l'arrondissement de Mézières par 12.534 voix, est né en 1825. Maître de forges, ancien président du tribunal de commerce, maire de Charleville à une époque où l'invasion promenait autour de cette cité l'incendie, le meurtre et le deuil. Chacun a gardé le souvenir du dévouement et de l'activité vaillante dont M. Gailly fit preuve. Au 8 février 1871, les électeurs des Ardennes l'envoyèrent à l'Assemblée de Bordeaux, où il se fit inscrire au centre gauche. M. Gailly est l'un des questeurs de l'Assemblée.

GALPIN (LÉOPOLD), élu, le 20 février 1876, député de la *Sarthe*, pour l'arrondissement de La Flèche, par 13.094 voix, est membre et secrétaire du Conseil général de la Sarthe. Il était, pendant la guerre, maire de Pontvallain.

M. Galpin a dit, dans sa profession de foi (février 1876) : « La République est aujourd'hui le gouvernement légal; c'est en la consolidant, c'est en rattachant toutes les forces nationales à ses institutions qu'on peut rendre à notre pays une prospérité durable. » Il siège à gauche.

GAMBETTA (LÉON), élu, le 20 février 1876, député de la *Seine*, pour le XX^m^e arrondissement, par 11.589 voix, sans concurrent sérieux, est né à Cahors, le 20 avril 1838. Elu en même temps à Marseille, Lille et Bordeaux, il a opté pour le XX^e arrondissement de Paris qui le nomma pour la première fois député en 1869 et posa ainsi les premiers jalons de sa fortune politique.

Fils d'un petit commerçant de Cahors d'origine italienne, M. Gambetta ne doit rien qu'à lui-même. Étudiant en droit, puis avocat à Paris, il se mêla de bonne heure aux luttes du parti républicain. Il était encore inconnu du public lorsque

l'affaire Baudin le révéla tout à coup comme un orateur de premier ordre, le porte-paroles et le vrai chef du jeune parti républicain. On était en 1869 ; il fut élu député au Corps législatif et s'y plaça bientôt au premier rang comme homme d'Etat. Aussi, après la journée du 4 Septembre, il fut acclamé membre du gouvernement de la Défense nationale, et choisi par ses collègues comme ministre de l'intérieur. Plus tard, le 7 octobre, il quitta Paris en ballon et il alla prendre en province la direction du pouvoir. C'est à lui que l'on doit cet effort prodigieux et honorable, bien que resté infructueux, de la France épuisée, agitée, découragée, luttant avec constance, pendant quatre mois, contre l'invasion la plus terrible que jamais nation ait subie. Ministre de l'intérieur et de la guerre en même temps, âme de l'administration militaire et de l'administration civile à la fois, M. Gambetta est resté la personification la plus haute de la défense nationale. Une aussi lourde tâche aurait usé peut-être une organisation moins vigoureuse que la sienne. Entré à l'Assemblée nationale en 1871, M. Gambetta y conquist au contraire rapidement une situation qui en a fait, en peu d'années, l'un des hommes les plus importants de notre pays.

M. Gambetta a discipliné, façonné le parti républicain, désormais sorti, grâce à lui, de la période des aventures et des luttes, pour être un vrai parti politique pouvant et devant gouverner le pays. Par ses discours et ses exemples, son influence personnelle et ses conseils, il a su, hors du Parlement, former, recruter, dresser et maintenir dans de justes limites un personnel républicain qui est entré dans nos Assemblées le 30 janvier et le 20 février. Son activité est pour beaucoup dans les événements qui ont amené le vote de la Constitution du 25 février, et, en décembre 1875, dans l'élection des sénateurs ina-

movibles, où les républicains ont obtenu une si large place.

M. Gambetta a prononcé depuis cinq ans à l'Assemblée ou dans des réunions un grand nombre de discours qui ont été comme les manifestes du parti républicain. Il a fondé et continue à diriger la *République Française*, instrument puissant dont il s'est servi pour le plus grand bien de la République. Homme de parti hier encore, il est déjà homme de gouvernement, et son rôle grandira certainement de plus en plus dans le Parlement élu en 1876, où M. Gambetta a justement et heureusement ambitionné l'honneur d'être le représentant de Paris en restant député du XX^e arrondissement.

GANIVET (ALBAN), élu, le 20 février 1876, député de la *Charente*, pour la 2^e circonscription d'Angoulême, par 9.181 voix, est avocat, vice-président du Conseil général de la Charente avant le 4 Septembre. Envoyé le 8 février 1871 à l'Assemblée de Bordeaux, par les électeurs de la Charente, il y joua un rôle des plus effacés, n'intervenant guère que dans les questions de règlement et votant avec le groupe dit « de l'Appel au peuple. » Il siège à la droite bonapartiste.

GARNIER (H.), élu, le 5 mars 1876, député de l'*Yonne*, pour la circonscription d'Avallon, par 6.971 voix, est un ancien préfet de l'Empire. Il s'est glorifié dans sa circulaire « d'avoir appartenu à cette administration qui s'inspirait dans tous ses actes des intérêts et des besoins populaires. » ... « Non moins ennemi des révolutions que soumis aux lois de mon pays, je soutiendrai, a-t-il dit, la politique d'ordre et de défense sociale dont le maréchal est la plus haute expression. » Il siège parmi les bonapartistes.

GARRIGAT (ALBERT), élu le 20 février 1876,

député de la *Dordogne*, pour la 1^{re} circonscription de Bergerac, par 7.639 voix, est docteur en médecine et riche propriétaire dans l'arrondissement qu'il représente au Conseil général. Il a rendu de notables services pendant la guerre comme aide-major de la 2^e légion des mobilisés de la Dordogne. M. Garrigat a fait une profession de foi très-nettement républicaine. Il siège à gauche.

GASLONDE (CHARLES-PIERRE), élu, le 20 février 1876, député de la *Manche*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Coutances, par 5.859 voix contre 5.421 données à M. Regnaud, candidat républicain, faisait partie de l'Assemblée nationale où il siégeait et votait avec le centre droit réactionnaire. Conservateur sous Louis-Philippe, élu en 1848 comme républicain à la Constituante, réélu à la Législative où il vota avec la droite, membre du Conseil d'Etat sous l'Empire, M. Gaslonde s'est présenté en 1876 et a triomphé comme bonapartiste, soutenu du reste par tous les conservateurs cléricaux. Il siège à droite.

GASSIER (Aimé), élu, le 20 février 1876, député des *Basses-Alpes*, pour l'arrondissement de Barcelonnette, par 2.871 voix, est banquier à Barcelonnette et conseiller général du département. M. Gassier a fait des déclarations franchement républicaines. Il a dit dans sa profession de foi : « Je n'userai du droit de révision que pour défendre le régime républicain contre tous ceux qui, pour le renverser, nous entraîneraient encore à d'inévitables révolutions. » Il siège à gauche.

GASTÉ (J. de), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de la *Manche*, pour l'arrondissement de Cherbourg, par 4.904 voix, est un avocat, conseiller général du canton de Cherbourg.

M. de Gasté siège au centre gauche. Il a déposé à l'Assemblée une proposition tendant à établir l'incompatibilité entre le mandat de député et celui de conseiller général.

GASTU, élu, le 20 février 1876, député du département d'*Alger*, par 5.525 voix, contre 2.444 données à M. César Bertholon, est conseiller général. Il a accepté, dans la lettre de remerciements qu'il a adressée à ses électeurs, les principaux points du programme Laurent Pichat : « Défense des franchises municipales et départementales, séparation de l'Eglise et de l'Etat, enseignement gratuit, obligatoire et laïque, liberté de la presse, enfin consécration légale des droits de réunion et d'association. » Il siège à gauche.

GATINEAU (FERDINAND), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député d'*Eure-et-Loir*, pour l'arrondissement de Dreux, par 9.163 voix, est un avocat au barreau de Paris qui est entré depuis longtemps dans les rangs du parti républicain. M. Gatineau a fait aux électeurs des déclarations qui le rangent dans le groupe de la gauche républicaine.

GAUDIN (EMILE), élu, le 20 février 1876, député de la *Loire-Inférieure*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Nantes, par 8.422 voix contre 7.686 données à M. Cazenove de Pradines, candidat légitimiste, est membre du Conseil général, ancien conseiller d'Etat, député officiel sous l'Empire, gendre de M. Delangle. M. Gaudin a voulu dissimuler son drapeau dans sa profession de foi : « La Constitution actuelle est devenue la loi du pays, je la respecterai fidèlement... Il ne dépendra pas de moi qu'elle ne donne au pays la prospérité et je ne ferai rien pour en abrégier la durée... Conserva-

teur libéral, je resterai l'homme de mon temps et je maintiendrai les droits du pays, car ma raison comme mes sentiments repoussent les réactions à l'égal des révolutions elles-mêmes. » Les bonapartistes en présentant et soutenant M. Gaudin ont compris que tout cela voulait dire : « Appel au peuple. »

GAUDY (F.), élu, le 20 février 1876, député du *Doubs*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Besançon, est un riche propriétaire de Nueil-Cafans et a fait partie de l'Assemblée nationale, où il était inscrit aux deux groupes de la gauche et de l'Union républicaine. « Ceux qui combattent la République, a-t-il dit dans sa profession de foi, savent, mais ne veulent pas avouer combien, depuis 1848, elle a fait de progrès au double point de vue du sens politique et de la modération. Elle seule, aujourd'hui, peut rétablir la confiance et l'union à l'intérieur, et assurer à l'extérieur la paix si indispensable au relèvement et à la prospérité de la France. » Il siège à gauche.

GAUTIER (Louis), élu, au scrutin de ballottage du 5 mars 1876, député de la *Charente*, pour l'arrondissement de Ruffec par 7.757 voix, est un négociant sans passé politique, mais qui s'est distingué pendant la période électorale, par l'intransigeance de son bonapartisme. « Je désire, disait-il dans sa circulaire, la révision des lois constitutionnelles dans les formes légales et, pour l'obtenir, je demanderai l'appel direct à la nation. Heureux si vous venez consacrer mes sympathies en rappelant, dans la personne du prince impérial, le gouvernement de mon choix. » Il siège avec le parti dit de l'Appel au peuple.

GENT (ALPHONSE), élu, le 20 février 1876, dé-

puté de *Vaucluse*, pour l'arrondissement d'Orange, par 9.434 voix, est né à Roquemaure (Gard) le 27 octobre 1813. Envoyé à l'Assemblée constituante de 1848, il siégea à la Montagne, fut déporté en 1851, et enfermé dans un fort à Noukahiva. M^{me} Gent demanda à partager la captivité de son mari, faveur que Louis Bonaparte, qui était bon prince, voulut bien lui accorder. En mai 1854, l'emprisonnement de M. Gent fut commué en bannissement, et il alla au Chili, où il exerça, jusqu'en 1861, la profession d'avocat. Revenu en France en 1869, il se présenta à Paris comme candidat irréconciliable, et obtint une honorable minorité. Nommé, en novembre 1870, préfet des Bouches-du-Rhône, démissionnaire en février 1871, M. Gent fut envoyé, au 2 juillet 1871, à l'Assemblée nationale par les électeurs de *Vaucluse* et y vota avec l'extrême gauche.

M. Alphonse Gent a dit dans sa dernière profession de foi (février 1876) : « Je suis pour la République *légal*e, *constitutionnelle* et *définitive*. » Il siége à l'extrême gauche.

GERMAIN (HENRI), élu, le 20 février 1876, député de l'*Ain*, pour l'arrondissement de Trévoux, par 13.165 voix, est directeur du Crédit lyonnais. Il a été président du centre gauche de la dernière Assemblée. Sous l'Empire, M. Germain entama, un des premiers, en 1869, la lutte contre les candidatures officielles. A l'Assemblée, il a pris la parole dans presque toutes les discussions économiques; ses discours ont été très-remarqués et ont mis en relief son incontestable science de financier. Il a été membre des commissions du budget.

L'influence de M. Henri Germain sur l'issue des dernières élections sénatoriales et législatives de l'*Ain* a été des plus heureuses. Ayant réuni, dans un banquet, près de 400 électeurs

sénatoriaux de ce département, il prononça un discours qui a eu un très-légitime retentissement et qui lui a servi de profession de foi. Dans ce discours, M. Germain établissait, par des faits et des chiffres, que l'ordre social repose, au sein de notre France républicaine, « sur des assises plus solides et plus larges qu'aucun autre pays. » Il siége au centre gauche.

GÉVELOT, élu, le 20 février 1876, député de l'Orne, pour la deuxième circonscription de Domfront, par 11.287 voix, est né en 1826. Élu en 1869 comme candidat indépendant, il siégea au centre gauche. Directeur d'une importante manufacture de cartouches et de capsules, il fut, pendant le siège de Paris, président de la Commission d'armement au ministère des travaux publics et membre du Comité scientifique de défense.

Envoyé le 8 février 1871 à l'Assemblée de Bordeaux par les électeurs de l'Orne, M. Gévelot prit place au centre gauche et vota toujours en faveur de la République. Il est conseiller général de l'Orne depuis le 8 octobre 1871.

GILLIOT, élu, le 20 février 1876, député de Saône-et-Loire, pour la première circonscription d'Autun, par 7.106 voix, est président de la commission départementale. Ayant longtemps vécu au milieu des populations agricoles et ouvrières de l'Autunois, il a pu faire une étude approfondie des moyens d'améliorer le sort des travailleurs. Le programme de M. Gilliot est très-fermement républicain.

Au 20 février, M. Gilliot a eu pour concurrent M. Pinard, ancien ministre de l'intérieur sous l'Empire. Malgré l'appui qu'il lui a prêté M. Henri Schneider, directeur des usines du Creusot, M. Pinard n'a réuni que 4.146 voix. M. Gilliot siége à gauche.

GINOUX DE FERMON (comte), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de la *Loire-Inférieure*, pour l'arrondissement de Châteaubriant, par 6.263 voix, après un premier tour où le candidat républicain et le candidat monarchiste avaient réuni ensemble 9.551 voix, est membre du Conseil général et a fait partie de l'Assemblée nationale où il était secrétaire du groupe de l'Appel au peuple. Dans sa profession de foi il a dit nettement : « Mon passé vous répond de mes opinions et de mes aspirations. Citoyen soumis aux lois, j'obéirai loyalement à la Constitution. Seulement le jour où cette Constitution devra être légalement révisée, je demanderai que vous soyez tous appelés, — comme c'est votre droit, — à choisir la forme du gouvernement. » Il siège parmi les bonapartistes.

GIRAULT (JEAN), élu, le 20 février 1876, député du *Cher*, pour la 1^{re} circonscription de Saint-Amand, par 6.884 voix, est né en 1826. C'est un meunier, ancien député de l'opposition en 1869. M. Girault prévint le pays, lors du plébiscite, que voter *oui* c'était « voter pour la guerre et la ruine. » M. Girault est agriculteur et conseiller général du Cher. Il avait à lutter au 20 février 1876 contre le baron Corvisart, médecin du prince impérial. Il siège à gauche.

GIRERD (CYPRIEN), élu, le 20 février 1876, député de la *Nièvre*, pour la première circonscription de l'arrondissement de Nevers, par 9.219 voix, avocat, a siégé à l'Assemblée de 1871 sur les bancs de la gauche. C'est lui qui apporta à la tribune le fameux document L.B. 17, révélant l'existence d'un comité bonapartiste occulte, qui servit de point de départ au rapport resté célèbre de M. Léon Renault, alors préfet de police, aujourd'hui député. Républicain de vieille date, ancien préfet de la Nièvre au 4 Septembre, M. Gi-

rer, dans sa profession de foi, a dit que « à l'abri du gouvernement de la République, débarrassée désormais des discussions stériles, les Chambres futures pourront aborder en toute maturité les réformes devenues nécessaires. » Il a ajouté que, « tout en assurant à toutes les convictions respect et liberté, il est nécessaire de mettre la société civile à l'abri d'empiétements qui menacent toutes les conquêtes de la Révolution française. » M. Girerd siège à gauche.

GIROT-POUZOL, élu, le 20 février 1876, député du *Puy-de-Dôme*, pour l'arrondissement d'Issoire par 10.618 voix, appartient à une famille parlementaire, qui, depuis trois générations, a fourni des députés aux Assemblées qui se sont succédé, à commencer par la Convention. Elu en 1865 député au Corps législatif comme candidat indépendant, en remplacement du duc de Morny, M. Girot-Pouzol vota avec la gauche. Nommé au 4 Septembre préfet du Puy-de-Dôme, il fut envoyé au 8 février 1871 par ses administrés à l'Assemblée de Bordeaux, mais donna sa démission le 4 mars, ne pouvant se résigner à signer les préliminaires de paix. Nommé de nouveau le 12 octobre 1873, il prit place à la gauche, groupe dont il fait encore partie à la Chambre des députés actuelle.

GLEIZAL, élu, le 20 février 1876, député de l'*Ardèche*, pour la deuxième circonscription de Privas, par 8.931 voix, est un avocat, ancien représentant du peuple. Il fut nommé contre M. Broët, député sortant, celui qui, dans la séance du 24 mai, présenta l'amendement où figuraient les mots de « *politique résolument conservatrice*, » mots dont M. de Broglie a fait plus tard l'application que l'on sait.

M. Gleizal siège au centre gauche.

GODIN (JULES), élu, le 15 mars 1876, député de l'*Inde*, par 18.615 voix, est né à Versailles en 1844. Il est avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, depuis 1870. Il siège au centre gauche.

GODISSART, élu, le 15 mars 1876, député de la *Martinique*, par 4.667 voix, est un ancien notaire, qui a été longtemps président du Conseil général de la colonie. M. Godissart représentait déjà la Martinique dans la dernière Assemblée. Il avait été élu comme candidat républicain le 9 août 1874, en remplacement de M. Pory-Papy, décédé. M. Godissart siège à gauche.

GRANDPIERRE, élu, le 20 février 1876, député de la *Meuse*, pour l'arrondissement de Bar-le-Duc, par 11.029 voix, a siégé, à la dernière Assemblée, sur les bancs de la gauche républicaine avec laquelle il a toujours voté. Avocat à Bar-le-Duc, fonctionnaire en 1848, traqué au 2 décembre, signalé par son opposition républicaine pendant la durée de l'Empire, M. Grandpierre a déclaré, dans sa profession de foi, que « la République est enfin devenue le gouvernement légal de la France, ayant à ce titre droit au respect et à l'obéissance de tous. Mais, a-t-il ajouté, il ne suffit pas de l'avoir fondée, il faut l'affermir, la protéger contre les surprises de la ruse ou les coups de force, et appliquer avec sincérité les lois constitutionnelles... M. le maréchal de Mac-Mahon peut compter sur mon énergique concours pour défendre la première magistrature de la République, dont il est investi, assurer le respect des lois, sauvegardes de la famille et de la propriété, et maintenir les grands principes moraux et religieux qui sont la base de notre état social. » M. Grandpierre fait partie de la gauche

GREPPO (LOUIS), élu, le 20 février 1876, député de la *Seine*, pour le XII^{me} arrondisse

ment, par 7.314 voix, est né à Pouilly (Rhône), le 8 janvier 1810. Ouvrier en soieries et membre influent du parti radical lyonnais en 1848, il fit successivement partie de la Constituante et de la Législative, où il siégea aux sommets les plus élevés de la Montagne. Exilé au coup d'Etat, maire du IV^e arrondissement de Paris après le 4 Septembre et démissionnaire après le 31 octobre, il fut élu, en 1871, député de la Seine à l'Assemblée nationale où il a constamment siégé et voté avec l'Union républicaine.

GRÉVY (ALBERT), élu, le 20 février 1876, député du *Doubs*, pour la première circonscription de l'arrondissement de Besançon, par 6.243 voix contre 1.658 données au candidat constitutionnel, a fait partie de l'Assemblée nationale. Frère de M. Jules Grévy, inscrit à la gauche républicaine dont il a été le président dans de mémorables circonstances, orateur estimé, M. Albert Grévy occupe dans le parti républicain une situation importante et sera plus d'une fois appelé à lui rendre les services que l'on peut attendre de son passé. Il siége à gauche.

GRÉVY (FRANÇOIS-PAUL-JULES), élu, le 20 février 1876, député du *Jura* pour l'arrondissement de Dôle, par 12.234 voix, est né à Mont-sous-Vaudrez (Jura) le 15 août 1814. Inscrit au barreau de Paris en 1837, il ne tarda pas à acquérir la plus légitime réputation de juriste et d'orateur : il défendit, au procès des 12 et 13 mai 1839, deux des accusés de l'affaire Barbès. En 1848, M. Grévy fut nommé commissaire du gouvernement provisoire dans le Jura. Il fit preuve, dans ce poste, d'une modération qui lui valut la presque unanimité des suffrages aux élections pour la Constituante, dont il fut nommé vice-président. On se souvient de ses beaux discours contre la contrainte par corps, contre l'état de

siège et surtout de ce fameux amendement qui porte son nom et dont l'adoption eût sauvé la République en rendant impossible l'élection de Louis-Bonaparte à la présidence.

Réélu à la Législative, emprisonné à Mazas avec les députés qui, à la mairie du X^e arrondissement, essayèrent de proclamer la déchéance du prince parjure et sa mise en accusation, M. Grévy fut rendu à la liberté et se voua tout entier à sa profession d'avocat. En 1868, M. Jules Grévy, qui appartenait déjà au conseil de l'ordre, fut élu bâtonnier et fit sa rentrée sur la scène politique comme député de l'opposition. Au 4 Septembre, il refusa de faire partie du gouvernement de la Défense nationale, réclama la convocation d'une Assemblée, et protesta contre la dissolution des Conseils généraux. Elu, le 8 février 1871, membre de l'Assemblée de Bordeaux, M. Jules Grévy fut, à la presque unanimité des suffrages (519 voix), porté au fauteuil présidentiel. C'est lui qui déposa la proposition qui devait être la première consécration légale du gouvernement de la *République française*.

Réélu neuf fois à la Présidence, M. Jules Grévy n'obtint en février 1873 que 429 suffrages, la droite ayant déposé 98 bulletins blancs dans l'urne. A cette époque, les intrigues fusionnistes écommençaient et les partis anti-républicains voulaient avoir un président de leur choix. Un incident assez futile en apparence vint favoriser leur projet. Dans la discussion sur la municipalité de Lyon, M. Le Royer, ayant dit, au sujet du rapport de M. de Meaux : « Voilà le *bagage* de la Commission, » un tumulte violent s'éleva sur les bancs de la droite pour ce simple mot : *bagage* et M. de Grammont alla jusqu'à s'écrier : C'est une impertinence ! M. Grévy rappela à l'ordre M. de Grammont. La droite protesta violemment et M. Grévy, blessé dans sa dignité, descendit du fauteuil présidentiel pour n'y plus remonter.

Il fut remplacé par M. Buffet. C'était le prologue du 24 mai. Redevenu simple député, M. Grévy publia une brochure très-remarquable : *Le Gouvernement nécessaire*, dont la conclusion est celle-ci : « La France ne trouvera son salut que dans l'organisation de la démocratie. » Il prit deux fois la parole à l'Assemblée dans la discussion du projet de prorogation des pouvoirs du Maréchal et les discours qu'il prononça resteront comme des modèles d'éloquence et de lumineuse raison.

A la Chambre des députés actuelle, M. Jules Grévy, élu président, a prononcé, le 14 mars 1876, en prenant possession du fauteuil, une allocution dans laquelle il disait : « Nous avons une grande mission à remplir : nous avons à inaugurer l'application de la Constitution nouvelle et à montrer que la République est un gouvernement d'ordre, de liberté et de progrès. »

Comme avocat, personne n'est plus respecté que M. Grévy ; personne ne l'a dépassé en probité professionnelle. Comme député, l'honorable représentant du Jura, disciple de la raison pure, a constamment donné l'exemple d'une inébranlable fidélité à la vérité, au droit et à la cause souvent trop méconnue des principes. Comme président de nos Assemblées, il s'est toujours montré impartial jusqu'à la raideur et presque jusqu'à la dureté, aussi bien avec ses amis qu'avec ses adversaires politiques. En somme, M. Grévy est ce qu'on nomme un grand caractère. Quelques-uns ont fait admirer les idées républicaines. D'autres les ont fait aimer. M. Grévy, lui, les a fait honorer, et ce sera son titre le plus éclatant aux yeux de l'histoire.

GROLLIER (ALPHONSE-BENJAMIN), élu, le 20 février 1876, député de l'*Orne*, pour l'arrondissement d'Alençon, par 8.259 voix, est né à Mauzé (Deux-Sèvres), le 25 mars 1807. Négociant en toiles et fils, maire d'Alençon de 1848 à 1851 et de

1861 à 1868, M. Grollier a été sept fois président du tribunal de commerce. Elu, au 8 février 1871, député de l'Orne, M. Grollier siégea et vota avec le centre gauche.

Il a fait, en février 1876, une profession de foi républicaine très-nette. Il siége à gauche.

GROSGURIN, médecin, élu, le 5 mars 1876, député de l'*Ain*, pour l'arrondissement de Gex, par 13.766 voix, est conseiller général et a exercé les fonctions de maire de Gex, fonctions dont il a été révoqué par le gouvernement de l'ordre moral. M. le docteur Groscurin s'est déclaré, dans sa circulaire aux électeurs, partisan de « la République de tout le monde, aussi éloignée de la démagogie que de la dictature. » Il siége à gauche.

GUDIN, élu, le 20 février 1876, député de la *Nievre*, pour l'arrondissement de Château-Chinon, par 7.247 voix, est un ancien maire de Château-Chinon, fort considéré dans le pays qu'il habite depuis quarante ans. Sa profession de foi porte que « sa vie a été consacrée au respect et à la défense de la justice et du droit, à l'avènement de ces institutions républicaines devenues, après tant de luttes, la base reconnue nécessaire de notre organisation politique. » Il siége à gauche.

GUICHARD (VICTOR), élu, le 20 février 1876, député de l'*Yonne*, pour la circonscription de Sens, par 11.161 voix, est né à Auxerre en 1803. M. Guichard est avocat, il habite Sens depuis quarante ans environ, fut nommé maire après la révolution de février, et ensuite envoyé à la Constituante. Dans la dernière Assemblée il prit part à toutes les discussions financières et siégea avec la gauche. Après avoir rappelé sa conduite à ses électeurs, et avoir déclaré que le pays, instruit

par ses malheurs, ne voulait plus confier ses destinées à des monarchies, M. Guichard ajoutait : « Au milieu des événements qui peuvent le plus passionner les esprits, malgré des provocations calculées, partout règne le calme, la liberté des opinions et le respect de la loi. La France est mûre pour la République. Soyez bien convaincus que la constitution de la République fait aussi notre sécurité à l'extérieur. Il importe essentiellement au maintien de la paix que les puissances intéressées à ce que la France pèse de son poids dans l'équilibre européen, comme celles qui pourraient méditer de nouvelles agressions, sachent qu'elle est unie sous un gouvernement pacifique, mais définitif, incontesté, le seul qui puisse lui donner la force d'opposer une résistance invincible à toute attaque contre l'indépendance nationale. » Il siège à gauche.

GUILLEMIN (ERNEST), élu, le 20 février 1876, député du *Nord*, pour la première circonscription d'Avesnes, par 8.412 voix, est ancien bâtonnier de l'ordre des avocats et conseiller général. Il avait pour concurrent M. Antonin Lefèvre-Pontalis. M. Guillemain fut sous-préfet d'Avesnes au 4 Septembre 1870, et donna sa démission après l'évacuation. Il veut une République sagement progressive, laborieuse et pacifique, ouverte à toutes les convictions sincères, et n'excluant que ceux qui feignent de s'y rallier pour la renverser ensuite. M. Guillemain siège à gauche.

GUILLOUTET (LOUIS-ADHÉMAR DE), élu, le 20 février 1876, député des *Landes*, pour la première circonscription de Mont-de-Marsan, par 7.152 voix contre 4.499 données à M. de Dampierre, député sortant, est l'ancien député bonapartiste qui s'est rendu célèbre par son amendement relatif à ce qu'il nommait le « mur de la vie privée. » M. Louis-Adhémar de Guilloutet, dans sa lettre de remerciements aux électeurs,

a dit qu'il se considérait comme ayant reçu le mandat d'écraser les « radicaux. » Constatons cependant que, jusqu'à cette heure, M. de Guilloutet n'a causé aucun malheur au sein de la Chambre. Tout au moins pourrait-on dire à M. de Guilloutet : Ceux que vous écrasez se portent assez bien. Il siège à la droite bonapartiste.

GUINOT (CHARLES), élu, le 20 février 1876, député d'*Indre-et-Loire*, pour la deuxième circonscription de Tours, est né à Amboise, ville dont il est aujourd'hui maire, le 17 octobre 1827. Grand entrepreneur de chemins de fer, conseiller général, il fut envoyé le 2 juillet 1871 à l'Assemblée nationale par les électeurs d'*Indre-et-Loire* et vota constamment avec la gauche. M. Guinot a dit dans sa circulaire aux électeurs (février 1876) : « La France a besoin d'un gouvernement stable, vraiment libéral, qui lui assure la sécurité du lendemain, sans laquelle elle ne peut vivre en paix, travailler et s'instruire. La République seule peut donner ce gouvernement. » Il siège à gauche.

M. Guinot est président du Conseil général d'*Indre-et-Loire*.

GUYHO (CORENTIN), élu, le 20 février 1876, député du *Finistère*, pour l'arrondissement de Quimperlé, par 5.228 voix contre 3.194 obtenues par le candidat bonapartiste, est avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation. Il s'est prononcé dans sa profession de foi pour une République juste, généreuse, ouverte, aimable. « J'appartiens, a-t-il dit, par mes opinions à ce patriotique centre gauche qui, à force de sagesse, est parvenu à nous donner les institutions actuelles. Je prendrai place dans la nouvelle majorité gouvernementale et républicaine qui va évidemment se former. »

GUYOT (EMILE), élu, le 20 février 1876, député du *Rhône*, pour la première circonscription de l'arrondissement de Villefranche, par 12.528 voix contre 5.275 données au candidat constitutionnel, est docteur-médecin établi depuis longtemps dans le pays, et a fait partie de l'Assemblée nationale où il avait été élu avec Arthur Ranc aux élections du 11 mai 1873. Il s'y est fait remarquer comme un habile orateur d'affaires. Bien qu'il siégeât à l'extrême gauche et qu'il se classât lui-même parmi « les plus irréconciliables des intransigeants, » M. le Dr Guyot a déclaré dans sa profession de foi que « la porte de la République doit rester grande ouverte pour que tous ceux qui veulent abjurer leurs erreurs puissent entrer dans la grande famille républicaine et concourir au relèvement de la France. » Il siège à l'extrême gauche.

HARCOURT (CHARLES-FRANÇOIS-MARIE, duc d'), élu, le 20 février 1876, député du *Calvados*, pour l'arrondissement de Falaise, par 7.807 voix, est né en 1825. Ancien officier de chasseurs à pied, M. le duc d'Harcourt reprit du service pendant la guerre, fut fait prisonnier et interné en Allemagne. Envoyé à l'Assemblée de Bordeaux, le 8 février 1871, par les électeurs du Calvados, il siégea au centre droit, prit part à la discussion de plusieurs lois militaires et vota, le 25 février, les lois constitutionnelles.

M. d'Harcourt est le petit-fils de l'ancien pair de France et le neveu de notre ambassadeur à Londres. Il siège au centre.

HARISPE (CHARLES), élu, le 20 février 1876, député des *Basses-Pyrénées*, pour l'arrondissement de Mauléon, est conseiller général pour le canton de Saint-Etienne-de-Baigorry. Dévoué à l'Empire par tradition de famille, M. Harispe a

réclamé, dans sa circulaire, l'Appel au peuple. Il siège à la droite bonapartiste.

HAMILLE (VICTOR), élu, le 20 février 1876, député du *Pas-de-Calais*, pour l'arrondissement de Montreuil, par 13.040 voix, a fait partie de l'Assemblée nationale, où il siégeait au groupe de l'Appel au peuple. Ancien fonctionnaire de l'Empire, bonapartiste et clérical, M. Hamille a déclaré, dans sa profession de foi, qu'il n'a pas voté la Constitution du 25 février, mais qu'il la respectera comme la loi du pays, et continuera à donner au maréchal le concours politique le plus loyal et le plus ferme comme conservateur. Il siège au groupe de l'Appel au peuple.

HÉMON (LOUIS), élu, le 20 février 1876, député du *Finistère*, pour la première circonscription de l'arrondissement de Quimper, par 5.219 voix, est un avocat estimé du barreau de Quimper. Sous l'Empire, il fonda le *Finistère*, qui fut longtemps la seule feuille républicaine de la région. Pendant la guerre de 1870, il s'engagea comme volontaire dans les bataillons de mobiles du Finistère et vint prendre part à la défense de Paris. « Nous ne concevons la République, a-t-il dit dans sa profession de foi, que comme le gouvernement du pays par lui-même. Pour nous, elle ne peut donc être un gouvernement de parti, mais un gouvernement national, fondé sur la liberté, sur la justice, sur le respect des droits de tous, capable de rapprocher ce qui est divisé et de réunir en un seul faisceau toutes nos forces, pour la grandeur du nom français. » Il siège au centre gauche.

HÉRAULT (ALFRED), élu, le 20 février 1876, député de la *Vienne*, pour la circonscription de Châtellerault, par 7.350 voix, est conseiller géné-

ral du département. L'honorable député est sincèrement républicain, et s'est montré tel dans la circulaire qu'il a adressée à ses électeurs : « Que le suffrage universel, a-t-il dit, soit sincèrement pratiqué, l'instruction publique améliorée à tous les degrés, que nos institutions se développent sans secousses, dans un sens démocratique, et la France, que l'Empire avait conduite à l'abîme, sera encore un grand pays, riche, uni, puissant et libre. » Il siège à gauche.

HERMARY, élu, le 20 février 1876, député du *Pas-de-Calais*, pour la première circonscription de Béthune, par 9.669 voix contre 7.816 données à M. Fanien Faure, candidat républicain, est un grand brasseur du pays, membre du Conseil général. M. Hermary s'est présenté aux électeurs sous les espèces indécises d'un candidat constitutionnel et surtout très-conservateur. On sait ce que cela veut dire. Il siège au centre.

HORTEUR (FRANÇOIS), élu, le 5 mars 1876, député de la *Savoie*, pour la circonscription de Saint-Jean-de-la-Maurienne, par 5.540 voix contre 4.975 données à M. Grange, monarchiste, député sortant, est un avocat, membre du Conseil général de la Savoie et maire des Chavannes. M. Horteur a dit, dans sa profession de foi : « Je suis convaincu que la République constitutionnelle conservatrice, qui est devenue la loi du pays, est seule capable d'assurer désormais la paix à l'extérieur et la prospérité à l'intérieur. » Il siège à gauche.

HOUVVET (CHARLES), élu, le 20 février 1876, député du *Calvados*, pour la première circonscription de Caen, par 5.316 voix, est conseiller à la Cour d'appel de Caen depuis 1870. Fils d'un percepteur de Valognes, il a rempli successivement à Vire et à Alençon les fonctions de pro-

cureur, et a suivi, comme la France entière, ce qu'il a nommé lui-même « le grand courant d'opinion qui nous porte vers la République. » Il siège à gauche.

HUGOT (ANATOLE), élu, le 20 février 1876, député de la *Côte-d'Or*, pour la circonscription de Semur, par 8.306 suffrages, est conseiller d'arrondissement et a été maire de Montbard avant le 24 mai 1873. Il a dit dans sa lettre de remerciements aux électeurs : « En votant pour moi, vous avez, une fois de plus, affirmé les principes républicains qui animent notre patriotique arrondissement, et vous m'avez chargé de les défendre. Vous pouvez compter sur moi. » Il siège à gauche.

HUON DE PENANSTER (CHARLES-MARIE-PIERRE), élu, le 20 février 1876, député des *Côtes-du-Nord*, pour la première circonscription de Lannion, par 8.461 voix, est né à Lannion le 11 octobre 1832. Propriétaire, sans passé politique, M. Huon de Penanster fut envoyé, au 8 février 1871, par les électeurs des *Côtes-du-Nord* à l'Assemblée de Bordeaux, où il prit place parmi les monarchistes, avec lesquels il vota obscurément pendant les cinq années que dura cette législature. Il siège à droite.

JACQUES, élu, le 20 février 1876, député du département d'*Oran*, par 5.638 voix, est avocat. Nommé, le 7 janvier 1872, membre de l'Assemblée nationale, M. Jacques a toujours voté avec la gauche. Aux élections sénatoriales de janvier 1876, il s'est effacé devant M. Pomel. Habitant d'*Oran* depuis trente années, M. Jacques est très-dévoué aux intérêts de l'Algérie. Il disait, dans sa profession de foi, qu'il repousserait « toute proposition qui n'aurait pas pour but d'affermir et d'améliorer

la Constitution dans le sens des institutions démocratiques. » Il siège à gauche.

JAMETEL (GUSTAVE), élu, le 20 février 1876, député de la *Somme*, pour la circonscription de Montdidier, par 8.737 voix, maire de Mares-Moutiers, membre du Conseil général, s'est associé aux votes de la droite du Conseil. Toutefois, il s'est présenté comme républicain centre gauche, n'admettant la révision qu'au profit de la République. Dans la lettre qu'il a adressée aux électeurs après le vote du 20 février, il est dit « que l'arrondissement a témoigné de sa volonté de maintenir les institutions républicaines qui nous régissent. » M. Jametel a été agréé au Tribunal de commerce de Paris, et, depuis quinze ans, dirige une exploitation agricole à Mares-Moutiers. Il siège au centre gauche.

JANVIER DE LA MOTTE, père, élu, le 20 février 1876, député de l'*Eure* pour l'arrondissement de Bernay, par 9.044 voix, est le fameux préfet qui fut, pendant près de vingt ans, l'un des fonctionnaires à poigne de l'Empire. Il administra pendant plusieurs années le département de l'Eure, fut poursuivi, en 1872, pour sa gestion devant la Cour d'assises, qui rendit un arrêt d'acquiescement si bruyant, et fut enfin, malgré cet arrêt, déclaré par la Cour des comptes débiteur envers le département de quelques cent mille francs. M. Janvier de la Motte s'est présenté comme bonapartiste devant les électeurs, et leur a dit : « Aucun de vous, à quelque parti qu'il appartienne, ne me demandera de renier mon passé. » Il siège au groupe de l'Appel au peuple.

JANVIER DE LA MOTTE (Louis), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876; député de *Maine-et-Loire*, pour l'arrondissement de Se-

gré, par 7.312 voix, après un premier tour où trois autres candidats, républicain, légitimiste et orléaniste, avaient obtenu ensemble 7.997 suffrages, est membre du Conseil général du département pour le canton de Châteauneuf-sur-Sarthe, et fils de l'ancien préfet de l'Eure, dit « le père des pompiers. » M. Janvier de la Motte, qui place l'amour du pays au-dessus de ses regrets et de sa reconnaissance pour l'Empire, dont il a conservé les bienfaits et respecte le souvenir, » qui a « une égale tendresse pour la patrie et pour la liberté, » a dit encore dans sa profession de foi que, « lorsque l'heure légale de la révision aura sonné, il réclamera l'appel à la nation. » Les bonapartistes qui l'ont élu ne pouvaient réclamer mieux.

JEANMAIRE (EUGÈNE), élu, le 20 février 1876, député des *Vosges*, pour la circonscription d'Épinal, par 9.543 voix, est conseiller général pour le canton d'Épinal. L'honorable député est fort connu et fort estimé à Épinal; il s'y occupe beaucoup d'agriculture; il a dit dans sa profession de foi: « Vous n'ignorez pas que j'ai été constamment attaché aux idées républicaines; comme vous, ennemi des changements de gouvernement et des révolutions, je ne considère la clause de révision que comme un moyen d'affermir la République conservatrice, qui seule peut nous donner la paix, l'ordre et la sécurité. » Il siège à gauche.

JENTY (C.), élu, le 20 février 1876, député de la *Vendée*, pour la première circonscription de la Roche-sur-Yon, par 8.370 voix, est administrateur des chemins de fer de la Vendée. Il a fondé le journal la *France*, qu'il a longtemps dirigé. Etranger jusqu'alors à la vie politique, c'est comme administrateur qu'il s'est présenté aux suffrages des Vendéens, en se recomman-

dant de MM. Thiers et Ricard. Il a dit : « Je considère l'affermissement de la République et son organisation définitive comme le but essentiel qu'auront à poursuivre les nouvelles Assemblées, parce qu'en dehors de ce régime, il n'y aurait que les dangereux hasards de l'inconnu. »

M. Jenty appartient au groupe constitutionnel.

JOIGNEAUX (PIERRE), élu, le 20 février 1876, député de la *Côte-d'Or*, pour la première circonscription de Beaune, par 10.790 voix, est né à Varennes (Côte-d'Or) en 1815. Ancien élève de l'École centrale, il critiqua, dans *l'Homme libre*, la politique de Louis-Philippe, fut condamné à trois ans de prison et resta longtemps au secret. A sa sortie de prison, il dirigea, à Dijon, le *Courrier de la Côte-d'Or* et différentes publications industrielles et agricoles, puis se livra à l'étude de l'agriculture pratique dans l'arrondissement de Beaune. Élu à la Constituante, puis à la Législative en 1848 et 1849, il fonda la *Feuille du village*, et signa la mise en accusation du président et de ses ministres, à propos de l'expédition romaine. Au coup d'État, il figura sur la liste des transportés, mais put se réfugier en Belgique, où il resta, se livrant à d'utiles travaux agricoles, jusqu'après l'amnistie (1861). M. Pierre Joigneaux rendit de grands services pendant le siège en se chargeant de créer, dans les terrains vagues de Paris, des cultures maraîchères, auxquelles on dut d'avoir quelques légumes pendant le siège. Nommé, au 8 février 1871, député de la Côte-d'Or et de la Seine, M. Pierre Joigneaux siégea avec l'extrême gauche, groupe dont il fait partie à la Chambre actuelle.

JOLIBOIS, élu, le 20 février 1876, député de la *Charente-Inférieure*, pour la deuxième circonscription de Saintes, par 6.933 voix, est ancien procureur général, ancien conseiller d'État sous

l'Empire, ancien préfet bonapartiste de la Savoie. Il a dit dans sa profession de foi : « L'Empire m'a compté au nombre de ses serviteurs les plus dévoués : je m'honore de le rappeler. Le malheur n'a point changé mes convictions : j'ai conservé ma foi. » M. Jolibois siège à la droite bonapartiste.

JOLY (ALBERT), élu, le 20 février 1876, député de *Seine-et-Oise*, pour la première circonscription de Versailles, par 9.395 voix, est avocat, et s'est fait connaître comme défenseur devant les conseils de guerre après les événements de 1871, notamment par son plaidoyer pour Rossel. Sa candidature a été appuyée par M. Schérer, sénateur inamovible. M. Joly a dit dans sa circulaire : « Je place en première ligne la liberté municipale que le gouvernement de combat nous a enlevée et que le gouvernement de conciliation nous rendra. Je range encore parmi elles (les réformes à conquérir) le développement de l'instruction populaire, qui, après nos désastres, apparaît à tous comme la condition essentielle du salut de la patrie. » Il siège à gauche.

JOOS (L.), élu, le 20 février 1876, député du Nord, pour la deuxième circonscription de Dunkerque, par 10.191 voix, est membre du Conseil général et président de la Commission départementale.

M. Joos est depuis vingt-cinq ans honorablement connu dans son arrondissement. Il s'est présenté comme républicain constitutionnel et a promis, dans sa profession de foi, de soutenir le gouvernement du maréchal de Mac-Mahon, mais il n'a pas prononcé une seule fois le nom de la République. M. Joos appartient au groupe constitutionnel.

JOUBERT (LÉON), élu, le 5 mars 1876, député

d'*Indre-et-Loire*, pour la circonscription de Chinon, par 9.400 voix, est docteur en médecine. Il a dit dans sa circulaire aux électeurs : « Je ferai tous mes efforts pour maintenir la République, notre gouvernement légal, le seul qui puisse nous mettre à l'abri de nouvelles révolutions, de nouvelles aventures. » Il siège à gauche.

JOURNAULT (LÉON), élu député de *Seine-et-Oise*, le 20 février 1876, pour la deuxième circonscription de Versailles, par 5.078 voix, est né à Paris, en 1827. L'honorable député de *Seine-et-Oise* est avocat. Ancien maire de Sèvres, il fut révoqué par M. de Broglie en raison de son ardeur à défendre les idées républicaines à la dernière Assemblée où il appartenait à la gauche. Après le vote du 20 février, les électeurs de M. Journault lui écrivaient : « Nous avons la ferme conviction que vous serez dans l'avenir comme vous l'avez été dans le passé, le défenseur zélé de nos intérêts moraux et matériels et l'un des plus fermes soutiens de la République. » Il siège à gauche.

JUIGNÉ (Comte DE), élu, le 20 février 1876, député de la *Loire-Inférieure*, pour l'arrondissement de Paimbœuf, par 5.572 voix, est un riche propriétaire du département. M. de Juigné représentait déjà la *Loire-Inférieure* à la dernière Assemblée où il faisait partie de la droite comme à la Chambre actuelle.

KELLER (EMILE), élu, le 20 février 1876, député de *Belfort*, par 7.704 suffrages, est né en 1828. Il se présenta, en 1857, comme candidat officiel dans le Haut-Rhin, où il fut élu. Au Corps législatif, il attaqua le gouvernement en soutenant, quand se posa la question romaine, le pouvoir temporel du pape. Il échoua aux élections de 1863, où l'administration le com-

battit vivement. Élu député en 1869, il se signala, au mois d'août 1870, par ses patriotiques réclamations en faveur de l'armement des gardes nationaux et des francs-tireurs de l'Alsace, que le gouvernement impérial laissait sans défense exposés aux représailles prussiennes. Après la dissolution du Corps législatif, M. Keller commanda un corps de francs-tireurs. Elu, le 8 février 1871, député du Haut-Rhin, il donna sa démission en même temps que ses collègues d'Alsace-Lorraine, après le vote des préliminaires de paix cédant à l'Allemagne nos deux malheureuses provinces. Réélu, le 2 juillet 1871, à Belfort, contre le colonel Denfert, il vota toujours avec la droite cléricale et signa l'adresse des députés syllabistes. L'idéal politique de M. Keller, comme celui de tous les cléricaux, est un gouvernement quelconque où l'Eglise soit toute-puissante. M. Keller est, d'ailleurs, un homme très-énergique, un patriote ardent et sincère, un esprit militant et qui a ses côtés chevaleresques. Il siège à droite.

KERJÉGU (LOUIS DE), élu, le 20 février 1876, député du *Finistère* pour la troisième circonscription de l'arrondissement de Brest, par 8.470 voix, s'est présenté aux électeurs comme agriculteur. Il a été soutenu par les légitimistes et les cléricaux. Il considère, dans sa profession de foi, « le maréchal de Mac-Mahon envoyé comme une halte, comme une tente au milieu du désert. Tenons-nous serrés près de lui, continue-t-il dans son lyrisme, jusqu'en 1880, et d'ici là nous apprécierons entre la royauté héréditaire et traditionnelle qui a fait les communes, constitué la bourgeoisie, donné à la France cinquante-deux provinces et conquis l'Algérie, et la République qui, jusqu'ici, n'a jamais marqué son passage que par la désorganisation, l'amoindrissement,

le despotisme et la ruine. » Il appartient à la droite légitimiste.

KERMENGUY (ÉMILE, vicomte DE), élu, le 20 février 1876, député du *Finistère*, pour la première circonscription de l'arrondissement de Morlaix, par 7.420 voix, a fait partie de l'Assemblée nationale. Il y siégeait à l'extrême droite, signa l'adresse des syllabistes au pape, figura au pèlerinage de Paray-le-Monial, et, on peut croire, à en juger par le langage qu'il a tenu à ses électeurs en 1876, qu'il est tout disposé à suivre la même voie politique dans l'avenir. Il siége à droite.

KLOPSTEIN (baron DE) élu, le 20 février 1876, député de la *Meuse*, pour l'arrondissement de Verdun, par 10.992 voix contre 7.541 données à M. de Fallois, candidat républicain, est conseiller général et maire de Ville-en-Wèivre. Nouveau venu en politique, le baron de Klopstein a vu s'effacer devant lui un candidat bonapartiste et un candidat clérical-légitimiste; quelle est donc la couleur de son drapeau? Une banale profession de foi le montre, « libre de toute attache politique, disposé à soutenir le maréchal de MacMahon et résolu à tout sacrifier pour défendre les principes conservateurs, les intérêts sacrés de l'ordre, qui sont la sauvegarde de la liberté et peuvent seuls assurer le salut et la prospérité de la France. » On sait ce que veut dire cette phraséologie. M. de Klopstein siége à droite.

LABADIÉ, élu, le 20 février 1876, député des *Bouches-du-Rhône*, pour la deuxième circonscription d'Aix, par 7.415 voix contre 4.090 données à M. Clapier, un des orateurs les plus loquaces et les plus diffus de l'ancienne Chambre, est un grand négociant qui a été président de ce Conseil général des Bouches-du-Rhône dont le Gou-

vernement de combat prononça la dissolution. M. Labadié n'a cessé de lutter pour la défense des libertés départementales et municipales, et toute sa vie politique est un gage sûr de la fermeté de ses principes démocratiques. Il disait dans sa lettre de remerciements aux électeurs : « Le 20 février a été une journée décisive et glorieuse pour les destinées du pays. La France vient d'affirmer avec plus d'éclat que jamais qu'elle veut le gouvernement républicain. La résistance à l'opinion publique a fait son temps ; la réaction à outrance est défaite avec le ministre qui la personnifiait, et la République est enfin affranchie des entraves qui s'opposaient à son développement. » M. Labadié siège à gauche.

LABAT (JULES), élu, au scrutin de ballottage du 5 mars 1876, député des *Basses-Pyrénées*, pour l'arrondissement de Bayonne, par 8.545 voix, a été, sous l'Empire, maire de Bayonne pendant dix-sept ans. Nommé, aux élections de 1869, comme candidat officiel, il appuya, au sein du Parlement, toutes les mesures dynastiques.

« La Constitution votée par l'Assemblée nationale est devenue la loi du pays. Je la respecte, a-t-il dit, et je m'y sou mets sans arrière-pensée. »

LABITTE (PIERRE), élu, le 20 février 1876, député de la *Somme*, pour la première circonscription d'Abbeville, par 8.804 voix, est conseiller général. M. Labitte a dit dans sa circulaire : « La République, avec toutes les libertés nécessaires qu'elle comporte, s'affirme de plus en plus ; elle donne la sécurité dans le présent ; elle la donnera dans l'avenir, en appelant à elle tous les hommes qui, plaçant l'intérêt général au-dessus de l'esprit de parti, veulent que la France continue à marcher dans les voies de prospérité qui lui sont ouvertes. » Il siège à gauche.

LABORDE (DE), élu, le 20 février 1876, député des *Landes*, pour l'arrondissement de Saint-Sever, par 9.965 voix contre 5.649 données à l'honorable M. Pascal Duprat, député sortant, est un avocat, bonapartiste militant. M. de Laborde est vice-président du Conseil général des Landes. A la Chambre des députés, il siège à la droite bonapartiste.

LACASCADE (ÉTIENNE-THÉODORE), élu, le 15 mars 1876, député de la *Guadeloupe*, par 3.767 voix, est né à la Pointe-à-Pitre en 1841. Il est docteur et médecin de la marine. M. Lacascade a déjà représenté la Guadeloupe à la dernière Assemblée. Il siège à gauche.

LACAZE (Louis), élu, le 20 février 1876, député des *Basses-Pyrénées*, pour la circonscription d'Oléron, par 7.000 voix, est né à Paris le 28 janvier 1826. Auditeur au Conseil d'Etat en 1850, il donna sa démission après le 2 Décembre, fit à l'Empire une vive opposition et se présenta, mais sans succès, aux élections de 1863 et de 1869. Envoyé comme candidat indépendant le 8 février 1871 à l'Assemblée de Bordeaux par les électeurs des Basses-Pyrénées, M. Louis Lacaze, dont les préférences avaient été jusqu'alors pour la monarchie constitutionnelle, se résigna sincèrement à la République et appuya sans défaillance la politique de la partie résolument libérale du centre gauche. Il siège à gauche.

LACHAMBRE (CHARLES), élu, le 20 février 1876, député d'*Ille-et-Vilaine* pour la première circonscription de Saint-Malo par 6.034 voix, est conseiller municipal de Saint-Malo et membre de la Chambre de commerce. M. Lachambre a fait sa fortune dans le commerce du guano. Il s'est présenté comme candidat constitutionnel contre M. Hovius, républicain. président de la Chambre

de commerce de Saint-Malo, ancien maire de cette ville, révoqué par le gouvernement de combat. M. Lachambre appartient au groupe constitutionnel.

LACRETELLE (HENRI DE), élu, le 20 février 1876, député de *Saône-et-Loire*, pour la deuxième circonscription de Mâcon, par 11.419 voix, est né en 1816. Fils de l'académicien Dominique de Lacretelle et neveu de l'encyclopédiste Pierre-Louis de Lacretelle, le député actuel de Saône-et-Loire a fait ses débuts politiques à l'Assemblée nationale, où les électeurs l'ont envoyé siéger au 2 juillet 1871. Rappelant ses états de services républicains pendant les cinq ans qu'a duré l'Assemblée de Versailles, M. de Lacretelle a pu dire, avec une fierté légitime, à ses électeurs du 20 février 1876 : « Je n'ai senti en moi ni une défaillance devant la liberté, ni une hésitation devant la République. »

M. de Lacretelle fait partie de l'extrême gauche.

LADOUCETTE (baron EUGÈNE-FRÉDÉRIC-FRANÇOIS DE), élu, le 20 février 1876, député des *Ardennes*, pour l'arrondissement de Vouziers, par 7.341 voix, né à Paris le 15 mars 1807. Il a été successivement orléaniste, bonapartiste, et se dit actuellement républicain. Dans une profession de foi écrite en 1846, M. de Ladoucette promettait d'être *toujours* dévoué à la monarchie constitutionnelle. Néanmoins, en 1851, il se rallie au gouvernement qui venait de se fonder par un coup d'Etat et il est nommé député des Ardennes avec la protection du pouvoir usurpé. Son zèle est si grand et si constant qu'aux élections de 1869 le baron Foy, préfet des Ardennes, recommande en ces termes aux électeurs sa candidature et celle de deux autres bonapartistes : « Électeurs, rappelez-vous *surtout* qu'ils ont ap-

puyé de tout leur dévouement *ce gouvernement impérial* auquel vous devez gloire, sécurité, bien-être et liberté; et leur *passé* répondant de l'*avenir*, votez pour vos anciens élus MM. de Montagnac, de Ladoucette, le baron Sibuet. » Les électeurs du 20 février 1876 ont enfin pu lire, dans la profession de foi de M. Ladoucette *dernière manière* les lignes suivantes : « Aujourd'hui, je veux, avec l'illustre président que l'Assemblée nationale a placé à la tête de la République, mettre franchement en pratique la Constitution du 25 février. »

M. de Ladoucette siège à droite.

LADOUCETTE (A. DE), élu, le 20 février 1876, député de *Meurthe-et-Moselle*, pour l'arrondissement de Briey, par 8.279 voix, est conseiller général, fils d'un député officiel de l'Empire actuellement député des Ardennes et neveu d'un ancien sénateur impérial, M. de Ladoucette s'est présenté contre M. Deschange, député sortant, républicain. Il s'est déclaré partisan d'une République modérée et a pris l'engagement de n'admettre la révision que pour l'affermissement et l'amélioration de la République. Il siège au centre constitutionnel.

Lajoanenque (Laffitte de), élu, le 20 février 1876, député de *Lot-et-Garonne*, pour l'arrondissement d'Agen, par 9.317 voix contre 1.394 données à M. Cazenove de Pradines, député sortant, est un avocat de talent, propriétaire, ancien maire d'Astaffort, ancien vice-président du Conseil général. M. Lajoanenque a fait une profession de foi des plus nettement républicaines. Il siège à gauche.

LAISANT, élu, le 20 février 1876, député de la *Loire-Inférieure*, pour la première circonscription de Nantes par 8.721 voix est membre du Conseil général de la Loire-Inférieure. Capitaine du

génie, résidant à Nantes au moment de son élection au Conseil général en 1873, il fut aussitôt envoyé en Afrique par l'administration qui condamnait ainsi ses sentiments républicains. Il a donné sa démission d'officier pour se présenter aux élections en 1876. « La Constitution républicaine du 25 février, a-t-il dit dans sa profession de foi, est aujourd'hui la loi de notre pays. Je la défendrai contre toutes les entreprises des divers partis monarchistes. La clause de révision qu'elle contient ne saurait être invoquée pour la détruire, mais seulement pour l'améliorer. Par la République, et par elle seule, nous pourrons conquérir les libertés qui nous manquent, réaliser les réformes que la justice réclame. Mais chacune de ces conquêtes, chacune de ces réformes doit venir à son heure, légalement, pacifiquement, après avoir été acceptée par l'opinion. » M. Laisant siège à gauche.

LALANNE (E.), élu, le 20 février 1876, député de la *Gironde*, pour la deuxième circonscription de Libourne, par 7.575 voix, est docteur en médecine. M. Lalanne est de ceux qui donnèrent le signal du réveil et de la lutte contre l'Empire. Son élection comme conseiller général à Coutras, en 1867, contre M. Alphand, ingénieur en chef de la ville de Paris, candidat officiel, est l'un des premiers succès de la démocratie rurale dans la Gironde. Il siège à gauche.

LAMBERT (TRISTAN, baron), élu, aux élections de ballottage du 5 mars 1876, député de *Seine-et-Marne*, pour l'arrondissement de Fontainebleau, par 9.567 voix, appartient à une famille dévouée à l'Empire. Il a posé franchement sa candidature sur le terrain de l'Appel au peuple. Dans sa circulaire aux électeurs (février 1876), M. Tristan Lambert promettait de donner au duc de Magenta « le compagnon des gloires et

des malheurs de l'Empire » son appui le plus complet, « mais seulement contre la Révolution et les hommes de désordre. »

Il siège à la droite bonapartiste.

LAMBERT (ALEXIS), élu, le 20 février 1876, député du département de *Constantine*, par 3.300 voix, est le neveu de Proudhon, dont il fut l'élève. Sous l'Empire, il osa le premier élever la voix contre les fantaisies despotiques du régime militaire en Algérie et fonda l'*Indépendant* qui, pendant quinze années, ne cessa de lutter, non sans péril, contre le césarisme et les bureaux arabes. Nommé sous-préfet de Bône au 4 Septembre, puis préfet d'Oran, et enfin commissaire extraordinaire de la République en Algérie, M. Lambert fut élu, au 7 janvier 1872, député d'Oran à l'Assemblée nationale. Il a toujours voté avec l'ancienne Union républicaine. M. Alexis Lambert disait, dans sa profession de foi, datée de Constantine, 10 février 1876, qu'il serait jusqu'à son dernier jour « le soldat dévoué de la France et de la République. » Il siège à l'extrême gauche.

LAMY (ÉTIENNE), élu, le 20 février 1876, député du *Jura* pour l'arrondissement de Saint-Claude, par 8.025 voix, est né en 1840. Avocat du barreau de Paris, orateur de talent, républicain éprouvé, M. Lamy fut nommé, après la campagne 1870-71 à laquelle il avait vaillamment pris part, député du Jura. Il s'inscrivit à la gauche républicaine et parla en plusieurs occasions et spécialement contre l'état de siège avec un accent de conviction qui n'eut d'ailleurs pas le don d'émouvoir la majorité. M. Lamy a siégé au bureau en qualité de secrétaire. À la Chambre des députés actuelle, M. Lamy siège à gauche; il a été de nouveau choisi comme secrétaire.

LANEL, élu, le 20 février 1876, député de la *Seine-Inférieure*, pour la première circonscription de Dieppe, par 5.553 voix contre 4.933 données à M. Estancelin, l'ami particulier des princes d'Orléans, est né en 1824. Grand propriétaire, M. Lanel fut envoyé le 8 février 1871 à l'Assemblée de Bordeaux par les électeurs de la *Seine-Inférieure*. Il appuya généralement dans cette Assemblée la politique du centre gauche, groupe avec lequel il siége encore à la Chambre des députés actuelle.

M. Lanel a pour gendre M. John Lemoine, membre de l'Académie française et rédacteur du *Journal des Débats*.

LANGLOIS (AMÉDÉE-GÉRÔME), élu, le 5 mars 1876, député de *Seine-et-Oise*, pour l'arrondissement de Pontoise, par 5.630 voix, a été officier de marine. En 1848, il donna sa démission pour entrer dans la vie politique et collabora à plusieurs journaux de Proudhon; arrêté à la suite du 13 juin 1849, et condamné à la déportation, il revint après l'amnistie et publia un volume d'études philosophiques et économiques : *L'Homme et la Révolution*. Il combattit vigoureusement l'Empire. Pendant la guerre, il fut nommé commandant et ensuite lieutenant-colonel du 18^e régiment de la garde nationale de marche, fut blessé à Buzenval et cité à l'ordre du jour.

M. Langlois s'est montré dans la dernière Assemblée un des plus fermes soutiens et des plus constants défenseurs de l'idée républicaine. Il siége à gauche.

LARGENTAYE (Rioust, baron DE), élu, le 20 février 1876, député des *Côtes-du-Nord* pour la deuxième circonscription de Dinan, par 10.679 voix, est né en 1818. Riche propriétaire foncier, M. Rioust de Largentaye fut envoyé à l'Assem-

blée en 1871 par les électeurs des Côtes-du-Nord et vota pendant cinq années avec la droite légitimiste et cléricale, groupe dont il fait partie à la Chambre des députés actuelle.

LA ROCHEFOUCAULD-BISACCIA (Sosthènes, duc de), élu, aux élections de ballottage du 5 mars 1876, député de la *Sarthe*, pour la première circonscription de Mamers, par 6.461 voix contre 6.171 données au candidat républicain, M. Granger est né le 1^{er} septembre 1825. Fils de l'ancien intendant des menus plaisirs de Charles X, possesseur d'une très-grande fortune, M. de la Rochefoucauld-Bisaccia se fit nommer député au 8 février 1871 et passa son temps à machiner de petites intrigues de couloir. Il fit partie de la manifestation des bonnets à poil. Nommé ambassadeur à Londres, après le 24 mai, il déploya, dans ces fonctions, un faste royal. Démissionnaire après l'échec des tentatives de restauration monarchique et redevenu la Rochefoucauld-Bisaccia comme devant, il déposa, le 15 juin 1874, une proposition de retour à la monarchie. Il est l'un des signataires de l'adresse au pape, par laquelle un certain nombre de députés ont promis de « conformer leur conduite privée et publique aux enseignements du grand et courageux *Syllabus*. » Il siège à droite.

LAROCHE-JOUBERT (J.-Edmond), élu, aux élections de ballottage du 5 mars 1876, député de la *Charente* pour la première circonscription d'Angoulême par 8.971 voix, est né à la Couronne (Charente) le 20 janvier 1820. C'est un riche fabricant de papier. Il fut nommé en novembre 1868 député au Corps législatif pour la première circonscription de la Charente. Réélu en mai 1869, M. Laroche-Joubert siégea avec le tiers-parti libéral et signa l'interpellation des 116. Il est président du Tribunal de commerce d'An-

goulême. M. Laroche-Joubert siège à la droite bonapartiste.

LASSERRE (JOSEPH), élu, le 20 février 1876, député de *Tarn-et-Garonne* pour l'arrondissement de Castelsarrazin, par 9.096 voix, est un grand propriétaire, enfant du pays et depuis longtemps déjà conseiller général. On sait que les ennemis de la République avaient imaginé de lui opposer M. Buffet, alors ministre de l'intérieur, qui se présentait sous le patronage du maire imposé de Castelsarrazin, M. Marrou. On n'a pas oublié non plus les faits à peine croyables de pression électorale exercée sur les électeurs : la candidature officielle s'étalant au grand jour, M. Marrou s'emportant jusqu'à frapper un des afficheurs de M. Lasserre, l'argent dû aux inondés leur étant offert en échange de leurs voix données à M. Buffet, tous les excès de zèle, tous les abus d'influence et de situation administrative. Résultat : M. Buffet ne réunit que 8.642 voix. Et cependant, M. Belmontet, le barde bonapartiste, s'était retiré avec « magnanimité » devant le ministre de l'intérieur. Cette fois, on le voit, *le vrai feu d'artifice* de M. Belmontet n'eut qu'un succès médiocre. M. Lasserre siège au centre gauche.

LATRADE (LOUIS), élu, le 20 février 1876, député de la *Corrèze*, pour la deuxième circonscription de Brives, par 7.876 voix, est né en 1811. Entré à l'Ecole polytechnique, il devint, à sa sortie de l'Ecole, rédacteur du *National* d'Armand Carrel, puis voyagea pendant quatre ans en Amérique et en Angleterre, afin d'étudier sur place les institutions de ces deux pays. Nommé en 1848 et 1849 représentant à la Constituante et à la Législative, M. Latrade fut arrêté au coup d'État, emprisonné et compris dans le décret qui expulsait de France soixante-huit représentants du peuple. Préfet de

la Corrèze au 4 Septembre 1870, il sut maintenir l'ordre sans faire échec à aucune liberté. Nommé, le 27 avril 1873, député de la Corrèze, il vota avec la gauche, et fait partie de ce groupe à la Chambre des députés actuelle.

LAUMOND (FÉLIX), élu, le 5 mars 1876, député de la *Corrèze*, pour l'arrondissement d'Ussel, par 5.597 voix contre 5.230 données à M. L'Ebraly, député sortant, monarchiste, est un avocat, ancien maire d'Ussel, révoqué par le gouvernement de combat. Il s'est engagé, dans sa circulaire, à maintenir la République et à « travailler à sa consolidation. » Il siège à gauche.

LAURIER (CLÉMENT), élu, le 20 février 1876, député de l'*Indre*, pour l'arrondissement du Blanc, par 9.134 voix, est l'habile, le trop habile avocat que l'on sait. Il se fit un nom sous l'Empire en plaidant pour le *Courrier français*, journal républicain rédigé par Vermorel, dans d'autres affaires politiques célèbres : l'affaire Baudin, le procès Victor Noir, le procès de l'*Internationale*, et affirma, au cours de ses plaidoiries, son opposition radicale au gouvernement césarien. En 1869, il se présenta aux électeurs de Belleville, comme candidat de l'*implacable revendication*, puis se retira devant M. Henri Rochefort. Pendant la guerre, M. Laurier s'associa à tous les actes de M. Gambetta, et négocia avec succès le célèbre emprunt Morgan. Elu, le 2 juillet 1871, député du Var, M. Clément Laurier vota d'abord avec la gauche ; mais, en 1873, M. Laurier parla en faveur de la restitution des biens de la famille d'Orléans, et, dès ce jour, se mit à voter avec la droite. Jamais conversion ne fut plus étrange, plus subite. L'ex-radical devint orléaniste du jour au lendemain. Au 20 février 1876, M. Laurier, l'ancien candidat de l'*implacable revendication*, s'est présenté sous le patronage des

bonapartistes du Blanc. Il ne manquait plus à M. Laurier que la singularité de cette dernière palinodie.

M. Clément Laurier est maire du Blanc, localité où sa famille a longtemps vécu. Il siège plus que jamais à droite.

LAUSSÉDAT (Louis), élu, le 20 février 1876, député de l'*Allier* pour la première circonscription de Moulins par 4.473 voix contre M. Bayon et le baron Servatius, l'ancien préfet à poigne de l'Empire, est un médecin distingué, né à Moulins (Allier) le 30 juillet 1809, ancien représentant, ancien secrétaire de l'Assemblée constituante, proscrit au 2 Décembre. Dans sa profession de foi, M. le docteur Laussédât a dit qu'il a consacré sa vie au service de la République et qu'il continuerait à la défendre. Il siège à gauche.

LAVERGNE (BERNARD), élu, le 20 février 1876, député du *Tarn*, pour l'arrondissement de Gaillac, par 10.634 voix, est docteur en médecine. Nommé, en 1849, représentant du peuple, il vota avec la gauche. Depuis 1871, M. Bernard Lavergne a donné de nombreux articles dans le *Patriote albigeois* et a grandement contribué à répandre les idées républicaines parmi les populations du Tarn. Il siège à gauche.

LAVIGNIÈRE (Th.), élu, le 5 mars 1876, député de la *Haute-Vienne*, pour la circonscription de Bellac, par 7.691 voix, fut avocat à Bellac de 1830 à 1848, et procureur de la République après la révolution de Février. Il fut révoqué aux approches du coup d'Etat et après Décembre fut interné dans sa commune. Après le 4 Septembre 1870, M. Lavignière fut nommé sous-préfet de Bellac et mis en disponibilité le 15 février 1873 par le ministère de Goulard. Dans sa circulaire,

nettement républicaine, il est dit : « Tout homme qui n'est pas aveuglé par la passion et l'esprit de parti s'inquiète, à bon droit, des déchirements et de la terrible révolution dont nous serions menacés si les partis monarchiques venaient à l'emporter. » Il siège à gauche.

LEBAUDY, élu, le 5 mars 1876, député de *Seine-et-Oise*, pour la circonscription de Mantes, par 7.217 voix, est un grand industriel qui dirige une raffinerie de sucre ; il est membre de la Chambre de commerce de Paris. Sa candidature républicaine, conservatrice et constitutionnelle, a été soutenue par les monarchistes. Il avait pour concurrent un républicain sincère, M. Hèvre, député sortant. M. Lebaudy a dit à ses électeurs qu'en cas de révision de la Constitution, il cherchera à affermir et à améliorer nos institutions actuelles, non à les renverser. Il siège au centre.

LEBLOND (DÉSIRÉ-MÉDERIC), élu, le 20 février 1876, député de la *Marne*, pour la première circonscription de l'arrondissement de Reims, par 12.188 voix contre 1.884 données au candidat monarchiste, a fait partie de l'Assemblée nationale où il votait et siégeait avec la gauche républicaine qu'il présida quelque temps. Ancien constituant républicain de 1848, procureur général à Paris après le 4 Septembre, plusieurs fois bâtonnier et membre du conseil de l'ordre des avocats de Paris, ancien directeur politique du *Siècle*, son passé républicain trouve un écho dans sa profession de foi. « Grâce à des moyens pacifiques, a-t-il dit, nous avons réalisé un progrès immense, et nous avons enfin fondé la République. C'est en restant dans cette voie que nous la maintiendrons, que nous perfectionnerons la Constitution actuelle, que nous parviendrons à créer des institutions vraiment démocratiques,

vraiment républicaines. Soyons donc tous patients et modérés, mais répandons partout la lumière et la clarté. » Il siège à gauche.

LEBOURGEOIS (A.), élu, le 20 février 1876, député de la *Seine-Inférieure*, pour la deuxième circonscription de Dieppe, par 5.690 voix, est né en 1818. Grand propriétaire, ancien maire de Dieppe sous l'Empire, M. Lebourgeois fut envoyé le 2 juillet 1871 à l'Assemblée nationale par les électeurs de la *Seine-Inférieure* et prit place au centre droit dit *libéral*. M. Lebourgeois n'a pas d'opinions politiques bien tranchées. Il s'est rallié au dernier moment, comme M. de Broglie et ses amis, aux lois constitutionnelles, ce qui lui a permis de se présenter, en février 1876, comme *candidat constitutionnel*. Il siège à droite.

LE CESNE (JULES), élu, le 5 mars 1876, député de la *Seine-Inférieure*, pour l'arrondissement du Havre, par 7.332 voix, est un grand négociant, qui a été nommé en 1869 dans le même département comme député de l'opposition. Au Corps législatif, M. Le Cesne fit partie du groupe qui vota contre la guerre. Après le 4 Septembre, il fut nommé président de la commission d'armement et prit une part active à la défense nationale. M. Gambetta a écrit aux électeurs, en février 1876, une lettre très-chaleureuse en faveur de la candidature patriotique et républicaine de M. Le Cesne. Il siège à gauche.

LECHERBONNIER (A.), élu, le 5 mars 1876, député de la *Corrèze*, pour la première circonscription de Brives, par 8.643 voix contre 3.449 données à M. Léon de Jouvenel, député sortant, est un publiciste qui fut incarcéré pendant huit mois après le 2 Décembre. Avocat au barreau de Brives, M. Lecherbonnier fut nommé conseiller municipal en 1865. Il a fondé

dans cette ville une boulangerie coopérative et une bibliothèque populaire. Rédacteur en chef de la *République de la Corrèze*, M. Lecherbonnier a affirmé dans de nombreux articles ses convictions démocratiques. Il siège à gauche.

LECOMTE (CHARLES), élu, le 20 février 1876, député de la *Mayenne*, pour la deuxième circonscription de Laval, par 6.295 voix, est un manufacturier important établi à Paris, fort considéré dans le département, dont il est originaire. Fils de ses œuvres, enrichi par le travail, maire du X^{me} arrondissement de Paris en 1848 et démissionnaire de ces fonctions en décembre 1851, il sauva, en février 1850, la vie du général Lamoricière au péril de la sienne; décoré et plusieurs fois médaillé comme industriel, il se signala par son dévouement dans l'épidémie cholérique de 1849. Republicain, M. Lecomte a déclaré dans sa profession de foi, que « la Constitution ne doit être révisée que pour être améliorée et consolidée, et qu'il entend par République un pouvoir qui sache se faire respecter, non-seulement par son énergie, mais encore par sa moralité. » Il siège à gauche.

LECONTE (ALFRED), élu, le 20 février 1876, député de l'*Indre*, pour l'arrondissement d'Issoudun, par 6.644 voix, contre 5.763 données à M. Jean Dufour, député sortant, est rédacteur en chef du journal *la Chanson française*. C'est un ancien pharmacien, conseiller municipal d'Issoudun, conseiller général de l'Indre. Il a terminé ainsi sa profession de foi : « Republicain, je m'inspirerai toujours, soit dans l'étude des lois, soit dans mes votes, de notre devise immortelle : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ. Vive la France! Vive la République! » M. Leconte siège à gauche.

LEFÈVRE (HENRI), élu, le 20 février 1876, député

des *Alpes-Maritimes* pour l'arrondissement de Puget-Theniers, par 3.338 suffrages, est né en 1824. M. Lefèvre a fait partie de l'Assemblée nationale, où il avait été élu au 2 juillet 1871 et où il a constamment voté avec la gauche. Ingénieur distingué, M. Henri Lefèvre a dirigé de grandes entreprises de travaux et de construction de chemins de fer dans le midi. Il siège à l'extrême gauche.

LEFRANC (ÉDOUARD-EDME-ÉTIENNE-VICTOR), élu, le 20 février 1876, député des *Landes*, pour la deuxième circonscription de Mont-de-Marsan, par 4.942 voix, est né à Garlin (Basses-Pyrénées), le 2 mars 1809. Elevé par des prêtres, M. Victor Lefranc est resté catholique pratiquant. Avocat inscrit au barreau de Mont-de-Marsan, il appartient au parti libéral sous Louis-Philippe. Élu à la Constituante, puis à l'Assemblée législative en 1848 et 1849, M. Victor Lefranc vota avec la gauche, combattit la politique de Louis Bonaparte et protesta contre le coup d'Etat. Après le 2 Décembre, il se fit inscrire au barreau de Paris, et devint membre du Conseil de l'ordre. Envoyé, au 8 février 1871, à l'Assemblée nationale par les électeurs des Landes, M. Victor Lefranc fut nommé rapporteur du projet de loi relatif aux préliminaires de paix. Ministre de l'agriculture et du commerce du 2 juin 1871 au 6 février 1872, M. Lefranc fut nommé, à cette dernière date, ministre de l'intérieur en remplacement de M. Casimir Périer, démissionnaire. Renversé avec sept voix de minorité par une coalition de droite, à propos de la discussion relative aux adresses envoyées par les Conseils municipaux à M. Thiers, M. Victor Lefranc reprit sa place dans les rangs du centre gauche.

M. Victor Lefranc s'est prononcé en faveur du trop célèbre arrêté de M. Ducros contre les enterrements civils. Il est président du Conseil

général des Landes. A la Chambre des députés, il siège à gauche.

LE GONIDEC DU TRAISSAN (OLLIVIER), élu, aux élections de ballottage du 5 mars 1876, député d'*Ille-et-Vilaine*, pour l'arrondissement de Vitré, par 9.997 voix, est un syllabiste militant, ancien officier de zouaves pontificaux qui a combattu à Castelfidardo et à Mentana. Pendant la guerre de 1870-71, M. Le Gonidec du Traissan faisait partie du bataillon de M. de Charette. Il est chevalier de la Légion d'honneur, de Pie IX et de Saint-Grégoire-le-Grand. Il siège avec la droite légitimiste. M. Le Gonidec a été nommé contre M. Arthur de la Borderie, député sortant, orléaniste cléricale.

LEGRAND (ARTHUR), élu, le 20 février 1876, député de la *Manche*, pour l'arrondissement de Mortain, par 9.810 voix, a fait partie de l'Assemblée nationale où il siégeait et votait fidèlement avec le groupe de l'Appel au peuple. Fils d'un ancien sous-secrétaire d'Etat aux travaux publics sous Louis-Philippe, ingénieur, ancien auditeur et maître des requêtes au Conseil d'Etat sous l'Empire, M. Arthur Legrand s'est présenté aux électeurs et a été nommé comme bonapartiste.

LEGRAND (LOUIS), élu, le 20 février 1876, député du *Nord*, pour la première circonscription de Valenciennes, par 9.014 voix contre 5.240 données au baron Michel, bonapartiste, est avocat et conseiller général. M. Legrand est administrateur des mines de Dauchy ; depuis plusieurs années, dans le Conseil général, il s'est occupé avec succès des grandes questions d'intérêt local. Il a été appuyé par le parti républicain, et dans sa circulaire aux électeurs, il a déclaré qu'il représentera une République honnête, calme, modérée, s'an-

pliquant à réparer les désastres de l'Empire et à restaurer la prospérité du pays. Il siège à gauche.

LEGRAND (PIERRE), élu, le 20 février 1876, député du *Nord*, pour la première circonscription de Lille, par 9.127 suffrages, est avocat, conseiller général, ancien préfet du Nord. M. Legrand a dit dans sa circulaire : « La République, c'est le progrès par la persuasion et la confiance, c'est le règne de la sagesse, de la justice et de la raison ; elle est fondée sur le respect de la Constitution et sur l'obéissance aux lois ; seule elle peut nous donner la paix avec la liberté. » Il siège à gauche.

LELIÈVRE (ADOLPHE), élu, le 20 février 1876, député du *Jura*, pour l'arrondissement de Lons-le-Saunier, par 7.595 voix, est un avocat, membre du Conseil général et de la Commission départementale du Jura. Sous l'Empire, M. Lelièvre a combattu dans les rangs républicains. Alors que la lutte n'était pas sans périls, il a protesté avec énergie contre les pièges et les mensonges du plébiscite et n'a cessé de dire hautement et publiquement qu'il fallait voter *non*. M. Lelièvre a formulé ainsi son programme : « Améliorer la République, la défendre, la maintenir afin d'éviter des révolutions nouvelles. » Il siège à gauche.

LE MAROIS (P. comte), élu, le 20 février 1876, député de la *Manche*, pour l'arrondissement de Valognes, par 9.713 voix, est un riche propriétaire du pays, membre du Conseil général et maire de Vicr. Nettement bonapartiste, et bonapartiste militant, il a dit dans sa profession de foi : « Si les pouvoirs publics étaient appelés à réviser la Constitution, je demanderais que le peuple, directement consulté, choisît lui-même le régime sous lequel il entend vivre. Je suis

persuadé qu'il voudrait alors recourir aux institutions fortes qui lui ont donné, pendant de longues années, la sécurité et le bien-être, sous un gouvernement si souvent acclamé par l'immense majorité de la France. Vous connaissez ma sympathie pour la dynastie impériale; toutefois, je m'inclinerai devant le verdict de la nation, car je pense que le seul gouvernement qui puisse donner à la France la sécurité, lui rendre son rang et développer ses richesses, est celui qui émanera de la volonté nationale. » Il appartient au groupe de l'Appel au peuple.

LEMONNIER, élu, le 20 février 1876, député de la *Sarthe*, pour la circonscription de Saint-Calais, par 10.018 voix, est docteur en médecine, conseiller général de la Sarthe et ancien maire de Château-du-Loir. Après l'adoption de la loi de sûreté générale, en 1858, M. le docteur Lemonnier fut arrêté, à Château-du-Loir, et transporté en Afrique en compagnie de M. Lecornué et de plusieurs autres patriotes de la Sarthe auxquels on n'avait à reprocher que leur profond attachement à la cause républicaine. M. Lemonnier a fait une profession de foi nettement républicaine. Il siège à gauche.

LENGLÉ (PAUL), élu, le 20 février 1876, député de la *Haute-Garonne*, pour la première circonscription de Saint-Gaudens, par 8.235 voix, est né à Valenciennes. Il a administré Saint-Gaudens, sous l'Empire, en qualité de sous-préfet. M. Lenglé a publié une profession de foi dans laquelle il disait qu'au jour de la révision, il demanderait la constitution d'un « pouvoir fort qui rassure les bons et fasse trembler les méchants. » Une autre lettre écrite par lui aux électeurs, quelques jours plus tard, contenait la phrase que voici et qui est vraiment extraordinaire : « Vous savez maintenant que ce

sont les hommes du 4 Septembre qui, *après nous avoir poussés à faire la guerre sans être prêts, ont continué cette guerre à outrance.* » Il siège avec le parti dit de l'Appel au peuple.

LÉON (A. DE ROHAN-CHABOT, prince DE), élu, le 20 février 1876, député du *Morbihan*, pour l'arrondissement de Ploërmel, par 11.434 voix contre 5.149 données à M. Magon de la Ballue, candidat républicain, et 1.400 données à M. Paul de Champagny, candidat bonapartiste, appartient à la vieille noblesse du pays où il a de grandes propriétés. Il est membre du Conseil municipal de Guillac. « Je suis catholique et royaliste, a-t-il dit dans sa profession de foi. Entièrement dévoué à la France, que la révolution, dans ses formes diverses, a progressivement abaissée, je ne vois de salut que dans le retour à la monarchie nationale, traditionnelle et héréditaire. C'est dans ce sens que j'agirai quand viendra l'heure marquée pour la révision de la Constitution. » Il siège à la droite légitimiste, et est secrétaire de la Chambre.

LE PELETIER D'AULNAY, élu, le 20 février 1876, député de la *Nièvre*, pour l'arrondissement de Clamecy, par 10.123 voix contre 6.603 données à M. Tenaille-Saligny, candidat républicain, représentait sous l'Empire ce même département au Corps législatif et y faisait partie de la majorité. Bonapartiste aujourd'hui comme alors, M. Le Peletier d'Aulnay a déclaré, dans sa profession de foi, qu'« il ne renie rien de son passé, » mais il a protesté de « son respect des lois et de la Constitution. En 1880, a-t-il dit, lorsque les Chambres pourront, conformément à la loi, déclarer qu'il y a lieu de réviser la Constitution, je demanderai alors que vous soyez appelés à prononcer vous-mêmes sur les destinées du

pays par la voix du suffrage universel librement consulté. » Il siège parmi les bonapartistes.

LEPÈRE (CHARLES), élu, le 20 février 1876, député de l'*Yonne*, pour la première circonscription d'Auxerre, par 9.595 voix, est né à Auxerre, le 1^{er} février 1823. Avocat et journaliste sous l'Empire, conseiller général, plus tard président du conseil, M. Lepère a fait partie de la dernière Assemblée; il y a éloquemment défendu les droits de la presse. Il siégeait à l'Union républicaine. En rendant compte à ses électeurs de sa conduite comme député, il a pu leur dire : « Je vous livre mes actes et mes paroles pendant les cinq années qui viennent de s'écouler, la part que j'ai pu prendre aux discussions de l'Assemblée, mes votes dont il n'est pas un seul que je ne sois prêt à défendre; vous jugerez si le député s'est un seul instant écarté de la ligne de conduite que s'était tracée le candidat. » Il siège à la gauche; il est vice-président de l'Assemblée

LE POMELLEC (FRANCIS), élu, le 20 février 1876, député d'*Ille-et-Vilaine*, pour la deuxième circonscription de Saint-Malo, par 6.593 voix, a été élevé au petit séminaire de Saint-Meen et a fini son éducation au collège Saint-Vincent. Avocat, armateur depuis 1834, vice-président de la Chambre de commerce depuis 1864, membre de la Société d'agriculture, ancien maire de Saint-Servan, M. Le Pomellec est un esprit très-libéral, un républicain sincère. C'est à son intervention éloquente et résolue que l'on doit l'enquête prononcée par la Chambre sur l'élection de M. de Mun, le révérend père cuirassier qui s'est fait le champion du *Syllabus*. Il siège à gauche.

LEPOUZÉ (LOUIS), élu, le 20 février 1876, député de l'*Eure*, pour la première circonscription de l'arrondissement d'Evreux, par 8.769 voix

contre 3.937 données au candidat conservateur, et 550 données au candidat bonapartiste, est membre du Conseil général et a fait partie de l'Assemblée nationale où il siégeait à la gauche républicaine. Ancien avoué, maire d'Evreux pendant la guerre, il se signala par des services rendus au département. Il s'est déclaré, dans sa profession de foi, partisan d'une sage liberté communale. « Il est possible, ajouta-t-il, que la prochaine législature ne soit pas appelée à discuter la révision de la Constitution. Cependant, des événements que personne ne peut prévoir peuvent la rendre nécessaire. Dans ce cas, tous mes efforts et mes votes tendraient à la faire servir à l'amélioration et à l'affermissement de nos institutions républicaines. » Il siége à gauche.

LE PROVOST DE LAUNAY (Louis), élu, le 20 février 1876, député des *Côtes-du-Nord*, pour la deuxième circonscription de Lannion, par 7.076 voix, est le fils de l'ancien député du Calvados. Il appartient au Conseil général des *Côtes-du-Nord*. Il a fait une profession de foi bonapartiste et siége avec le groupe dit « de l'Appel au peuple. »

LEROUX (Aimé), élu, le 20 février 1876, député de l'*Aisne*, pour la première circonscription de Laon, par 12.856 voix, est un avocat, conseiller général du département. Nommé, au 8 février 1871, député à l'Assemblée nationale, il a été vice-président du centre gauche. Son attitude, au point de vue républicain, a toujours été très-correcte.

LESGUILLON (E.), élu, le 5 mars 1876, député de *Loir-et-Cher*, pour l'arrondissement de Romorantin, par 4.608 voix, est un avocat, ancien procureur de la République. Républicain de la veille, ferme et sincère dans ses convictions dé-

mocratiques, M. Lesguillon fut élu, le 11 mai 1873, député à l'Assemblée nationale par 35.820 voix et se fit inscrire à la gauche, groupe avec lequel il siège à la Chambre des députés actuelle.

LEURENT (JULES), élu, le 20 février 1876, député du *Nord*, pour la sixième circonscription de Lille, par 5.775 voix, avait pour concurrent M. Desurmont, républicain, Il est né en 1813. Conseiller général, député sortant, M. Leurent est manufacturier de toiles, près Tourcoing. Il a toujours voté avec la droite, à la dernière Assemblée, a contribué à renverser M. Thiers, et s'est associé à tous les votes réactionnaires de la majorité du 24 mai. Il siège à droite.

LEVAVASSEUR (GUSTAVE), élu, le 20 février 1876, député de l'*Oise*, pour l'arrondissement de Clermont, par 10.642 voix, contre 10.191, données à M. Labitte, député monarchiste sortant, est membre du Conseil général de l'Oise, pour le canton de Breteuil. Élu comme républicain constitutionnel, M. Levavasseur est un de ces hommes dont la modération des opinions et la fermeté des principes s'allient à un dévouement complet aux institutions républicaines. Il siège à gauche.

LEVÊQUE (HENRI-FRÉDÉRIC), élu, le 20 février 1876, député de la *Côte-d'Or*, pour la deuxième circonscription de Dijon, par 10.244 voix, est né en 1830. Procureur de la République après le 4 Septembre, adjoint au maire de Dijon pendant la guerre, il s'opposa énergiquement aux exigences des Prussiens et fut envoyé comme otage en Allemagne. Nommé, au 8 février 1871, député de la Côte-d'Or, M. Levêque fut secrétaire de la gauche, groupe avec lequel il siège encore à l'Assemblée actuelle. Il est secrétaire du Conseil général de la Côte-d'Or.

LEVERT (CHARLES-ALBERT), élu, le 20 février 1876, député du *Pas-de-Calais* pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Saint-Omer, par 7.567 voix, a fait partie de l'Assemblée nationale où il était un des membres les plus militants du groupe de l'Appel au peuple. C'est l'un des plus célèbres préfets à poigne de l'Empire et en cette qualité il a régi le *Pas-de-Calais* où il conserve de puissantes racines. « Vous connaissez mon respect et mon affection pour le gouvernement impérial, a-t-il dit à ses électeurs dans sa circulaire électorale. Je ne suis pas de ceux dont le cœur change avec les événements. Quand la question de révision se présentera légalement, je demanderai qu'un appel au peuple règle définitivement les destinées de la France. » M. Levert siège dans les rangs des bonapartistes.

LIUVILLE (HENRI), élu, le 20 février 1876, député de la *Meuse*, pour l'arrondissement de Commercy, par 10.365 voix contre 8.044 données à M. Buffet, est le fils de l'ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris et beau-frère du sénateur, M. Ernest Picard. Sa famille est originaire de la Lorraine, où elle est très-populaire. Lauréat de l'Institut en 1865, nommé en 1866, au concours interne, des hôpitaux de Paris, M. le docteur Liouville se distingua à l'épidémie cholérique d'Amiens. En 1870, il vint s'enfermer à Toul pendant le siège de cette ville et se fit remarquer de tous sur les remparts comme volontaire, aux ambulances comme médecin. Il est professeur agrégé de la faculté de Paris depuis 1874 et médecin des hôpitaux depuis 1875. M. Liouville s'est présenté et a été élu comme républicain, et son élection a eu une signification toute spéciale par la défaite de son concurrent, M. Buffet, alors ministre de l'intérieur. Il siège à gauche.

LISBONNE (EUGÈNE), élu, le 20 février 1876, député de l'*Hérault*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Montpellier, par 10.971 voix, est avocat à Montpellier, ancien bâtonnier de l'ordre, président du Conseil général et de la Commission départementale de l'*Hérault*, ancien préfet de la Défense nationale et du gouvernement de M. Thiers. M. Lisbonne jouit d'une haute situation dans le pays et est l'un des chefs du parti républicain, il a fait les déclarations les plus nettes et sera à la Chambre l'un des plus fermes soutiens de la République. « La République est faite, dit sa profession de foi... Nous entrons dans une ère d'apaisement, de concorde et d'oubli. Nous pourrons désormais faire produire au temps, sagement employé, dans le calme de la paix et à la faveur de la plus large décentralisation administrative, les résultats qui étendent le bien-être d'un grand pays. » Il siège à gauche.

LOCKROY (EDOUARD-SIMON, dit), élu, le 20 février 1876, député des *Bouches-du-Rhône*, pour la première circonscription d'Aix, et député de la Seine pour le XVII^e arrondissement, par 10.171 voix, a opté pour Aix. Il est né à Paris, en juillet 1840. Fils de l'auteur-acteur de ce nom. M. Lockroy accompagna M. Ernest Renan dans son voyage en Judée et fit, peu après, l'expédition de Sicile et de Naples comme volontaire de Garibaldi. De retour en France, il écrivit dans le *Figaro* et le *Diable-à-Quatre*, puis dans le *Rappel*, dont il est resté l'actif collaborateur, de très-spirituels articles qui furent remarqués et contribuèrent à battre en brèche le funeste régime qui devait finir à Sedan. Pendant le siège de Paris, M. Lockroy fit bravement son devoir comme chef de bataillon de la garde nationale. A Buzenval, où il se distingua particulièrement, il eut son père blessé à ses côtés. Au 8 février

1871, M. Lockroy fut élu député de la Seine et donna sa démission le 23 du mois suivant, après avoir vainement essayé d'amener une entente entre le Comité central de Paris et le gouvernement de Versailles. Arrêté, quelques jours plus tard, par ordre de l'autorité militaire, il fut retenu prisonnier jusqu'au mois de juin. Nommé, le 23 juillet 1871, conseiller municipal de Paris, puis, au mois d'avril 1873, député des Bouches-du-Rhône, M. Lockroy alla siéger à l'extrême gauche.

Ecrivain plein de verve et d'humour malicieuse, M. Lockroy est, dans les relations nombreuses que lui crée la situation qu'il occupe, un des hommes les plus courtois et les plus sympathiques que nous connaissions. A l'Assemblée actuelle, M. Lockroy a été l'un des signataires de la proposition d'amnistie entière et sans restriction qu'ont déposée, le 21 mars 1876, M. Victor Hugo au Sénat et M. Raspail père à la Chambre des députés. Il appartient à l'extrême gauche.

LOGEROTTE (JULES), élu, le 20 février 1876, député de *Saône-et-Loire*, pour la circonscription de Louhans, par 10.914 voix, est secrétaire du Conseil général et membre de la Commission départementale. M. Logerotte est un républicain sincère, qui disait dans sa profession de foi : « La seule forme de gouvernement qui puisse appliquer et défendre les principes des sociétés modernes est le gouvernement de tous par tous, la République. La France tend vers elle depuis près d'un siècle ; elle est établie, sachons la conserver ! » Il siège à gauche.

LOROIS (ÉDOUARD), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député du *Morbihan*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Vannes, par 8.264 voix contre un can-

didat légitimiste et un candidat bonapartiste, est vice-président du Conseil général. Son père a longtemps administré le département comme préfet sous la monarchie de juillet. M. Lorois a déclaré dans sa profession de foi que « s'inspirant de la proclamation récente de l'illustre maréchal de Mac-Mahon, il prêterait à son gouvernement, sans aliéner son indépendance, un concours énergique dans l'essai loyal de la Constitution, dans la défense des grands principes conservateurs, le respect de la religion, les droits de la famille, la sécurité de la propriété, dans ses efforts pour amener l'économie dans les finances et pour assurer enfin à notre chère France le maintien de l'ordre public et de la liberté. » Il appartient au groupe constitutionnel.

LOUBET (EMILE), élu, le 20 février 1876, député de la *Drôme*, pour l'arrondissement de Montélimar, par 13.296 voix, est un avocat, maire de Montélimar, qui a accepté le programme Laurent-Pichat. Il siège à gauche.

LUCINGE-FAUCIGNY (prince DE), élu, aux élections de ballottage du 5 mars 1876, député des *Côtes-du-Nord*, pour la première circonscription de Guingamp, par 6.278 voix, est un parent du comte de Chambord. Conseiller général des Côtes-du-Nord, membre du conseil de l'instruction publique, M. le prince de Lucinge-Faucigny est un clérical, partisan résolu du *Syllabus*. Il siège à droite.

LUR SALUCES (HENRI, comte DE), élu, le 20 février 1876, député de la *Gironde*, pour la quatrième circonscription de Bordeaux, par 10.967 voix contre 9.471 données à M. de Carayon-Latour, député sortant, est un écrivain distingué, grand propriétaire qui a représenté pendant vingt-cinq ans le canton de Podensac au Consei^r

général de la Gironde, dont il a été président. C'est un monarchiste constitutionnel qui, à l'exemple de MM. Thiers, Dufaure, Montalivet, Casimir Périer, Duchatel, Salvandy, etc., ministres ou fils de ministres de Louis-Philippe, s'est franchement rallié à la République. Il ne faut pas confondre M. le comte Henri de Lur Saluces avec son parent le marquis Henri de Lur Saluces, député sortant, appartenant à la droite syllabiste et qui ne s'est pas représenté. M. Thiers a dit de M. le comte de Lur Saluces : « Je le regarde comme un des hommes les plus éclairés de son temps et les plus semblables aux membres de l'aristocratie anglaise, fondatrice de la liberté de son pays. » Il siège à gauche.

MACKAU (baron DE), élu, le 20 février 1876, député de l'Orne, pour l'arrondissement d'Argentan, par 15.875 voix, est fils de l'amiral de Mackau, ancien ministre. Auditeur au Conseil d'Etat, il fut élu comme candidat officiel en mai 1869 dans la deuxième circonscription de l'Orne et soutint la politique de la dynastie impériale. Il a fait une profession de foi bonapartiste et siège au groupe de l'Appel au peuple.

MADIER DE MONTJAU (NOËL-FRANÇOIS-ALFRED), élu, le 20 février 1876, député de la Drôme, pour la première circonscription de Valence, par 12.595 voix, est né à Nîmes en 1814. Avocat, il plaida avec éloquence, sous Louis-Philippe, dans un grand nombre de procès politiques; prit une part active aux banquets réformistes et à la révolution de 1848. Nommé représentant du peuple à la Constituante par le département de Saône-et-Loire, réélu à la Législative en 1849, il défendit énergiquement la liberté de la presse et le droit de réunion. Expulsé de France au 2 Décembre, M. Madier de Montjau se réfugia en Belgique, refusa de profiter de l'amnistie de 1859 et ne

renta en France qu'après le 4 Septembre. Elu dans la Drôme, où il est conseiller général, le 8 novembre 1874, M. Madier de Montjau siégea avec le petit groupe d'intransigeants qui n'ont point voté les lois constitutionnelles. Il fait partie de l'extrême gauche; il a dit dans sa circulaire de février 1876 : « Il faut que la République soit désormais une vérité. »

MAGNIEZ (VICTOR-HENRI-EMILE), élu, le 20 février 1876, député de la *Somme*, pour la deuxième circonscription de Péronne, par 8.136 voix, est né à Ytres en 1836. Agriculteur, ancien maire d'Ytres, conseiller général, M. Magniez a siégé au centre gauche de la dernière Assemblée. Il a dit dans sa circulaire : « Je serai dans « cette nouvelle Assemblée ce que j'ai été dans « l'ancienne, partisan sincère des institutions « qui nous régissent. Je défendrai la Républi- « que constitutionnelle, conservatrice et libérale, « et je contribuerai, dans la mesure de mes « forces, à en assurer le fonctionnement régulier « et sagement progressif. » Il siége au centre gauche.

MAIGNE (JULES), élu, le 20 février 1876, député de la *Haute-Loire*, pour l'arrondissement de Brioude, par 13.040 voix contre le candidat bonapartiste, est ancien représentant du peuple à l'Assemblée législative et membre du Conseil général du département pour le canton d'Auzon. Dévoué depuis longues années aux intérêts démocratiques, M. Maigne a fait dans sa profession de foi les déclarations que l'on devait attendre d'un républicain de vieille date. Il siége à gauche.

MAILLÉ DE LA JUMELLIÈRE. (ARMAND, comte DE), élu, le 20 février 1876, député de *Maine-et-Loire*, pour la première circonscription de l'an-

rondissement de Chollet, par 7.180 voix, a fait partie de l'Assemblée nationale où il siégeait et votait avec la droite cléricale. Maître de forges et grand propriétaire, il commanda pendant la guerre un bataillon de mobilisés de son département. « Catholique, a-t-il dit dans sa profession de foi, dévoué toute ma vie à la monarchie, je la crois nécessaire à la France. Mais cette question d'avenir qui fixera nos destinées, échappe aux prévisions humaines, et à l'heure présente la pensée qui doit diriger nos actes, le but que nous devons poursuivre est d'assurer le calme au dedans et la paix au dehors. » Il siége à droite.

MAITRET, élu, le 20 février 1876, député de la *Haute-Marne*, pour l'arrondissement de Chaumont, par 10.323 voix contre 9.813 données au candidat monarchiste et cléricale, le comte des Bourges, est un républicain de vieille date, bâtonnier de l'ordre des avocats, ancien conseiller municipal en 1844, adjoint au maire en 1848, enfin maire de Chaumont au 4 Septembre. Il veut « une République modérée, libérale, sagement progressive, donnant à la nation toutes les libertés nécessaires, comme le disait l'illustre M. Thiers... Dans la clause de révision, dit encore sa profession de foi, il ne voit qu'un moyen de consolider et d'améliorer l'état de choses actuel, et il s'opposera de toutes ses forces, en cas de vacance ou de révision, à toute proposition qui tendrait à menacer l'avenir de la République comme à la renverser. » Il siége à gauche.

MALÉZIEUX (FRANÇOIS-ADRIEN-FERDINAND), élu, le 20 février 1876, député de l'*Aisne*, pour la deuxième circonscription de Saint-Quentin, est né à Petit-Fresnay en 1821. Il représente depuis 1863 dans les Assemblées politiques l'arrondissement de Saint-Quentin. En 1870, M. Malézieux

vota avec M. Thiers contre la guerre. Nommé député de l'Aisne au 8 février 1871, il a fait partie, dans la dernière Assemblée, à la fois du centre gauche et de la gauche républicaine. M. Malézieux est conseiller général. Il a été bâtonnier des avocats à Saint-Quentin, et maire de cette ville après le 4 Septembre. C'est un républicain éprouvé. Il siège à gauche.

MALLET (A.), élu, le 20 février 1876, député du *Gard*, pour l'arrondissement d'Uzès, par 11.234 voix contre 7.920 données au célèbre Numa Baragnon, est né en 1816 à Bagnols-sur-Cèze (*Gard*). Il obtint, à vingt ans à peine, après de brillantes études, le titre de chirurgien de marine, prit part aux campagnes d'Afrique et assista, l'année suivante, au Mexique, au bombardement de Saint-Jean-d'Ulloa et de la Vera-Cruz. Après plusieurs années de longs voyages maritimes, le docteur Mallet revint dans son pays natal, où il se consacra au soin gratuit des indigents. En 1868, frappé des désastres qui accablaient alors la sériculture, il fit, à ses frais, un voyage en Asie Mineure afin d'y rechercher les races de vers à soie qui pouvaient le mieux s'approprier au climat de la zone méditerranéenne. Elu en 1871 conseiller général du *Gard*, M. le docteur Mallet a voté constamment avec la gauche du Conseil. Dans sa circulaire de février 1876, il s'est défini lui-même « un républicain convaincu, un défenseur des idées libérales et progressives qui seules peuvent sauver la France. » Il siège à gauche.

MANNOURY, élu, le 20 février 1876, député d'*Eure-et-Loir*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Chartres, par 6.632 voix, est ancien secrétaire de la préfecture au 4 Septembre et ancien substitut du procureur général de la République à Chartres de 1848 à 1851, époque où il donna sa démission après le coup d'Etat. Dans

ces dernières années il a pris une part active aux réformes judiciaires dans les pays orientaux et à l'introduction des codes français en Egypte. Il a dit dans sa profession de foi : « Républicain sincère, je ne suis l'ennemi d'aucun progrès, mais je suis convaincu que le progrès, pour qu'il soit durable, doit être l'œuvre de chaque jour et qu'il ne peut s'établir solidement que s'il a la sanction du grand courant de l'opinion publique. » Il siège à gauche.

MARCÈRE (EMILE-LOUIS-GUSTAVE DESHAYES DE), élu député du *Nord*, pour la deuxième circonscription d'Avesnes, par 10.137 voix, contre 7.220 à M. Battian, conservateur, M. de Marcère est député sortant et siégeait au centre gauche. Il a fourni à la magistrature une longue carrière; il a été attaché au ministère de la justice en 1848, substitut à Soissons, procureur impérial à Saint-Paul, président du Tribunal civil d'Avesnes et conseiller à la Cour de Douai. En 1869, occupant ce dernier siège, il publia *la Politique d'un provincial*, brochure qui attira l'attention de la presse, et dans laquelle il jugeait sévèrement la politique de l'Empire et, prévoyant la guerre, cherchait à en détourner le gouvernement.

M. de Marcère a promis à ses électeurs de ne profiter de la révision que pour consolider la République et non pour la détruire et de s'opposer à ce que les membres du clergé deviennent les ennemis de l'Etat. Il a été nommé sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

MARCOU (THÉOPHILE), élu, le 20 février 1876, député de l'*Aude*, pour l'arrondissement de Carcassonne, par 12.612 voix, est un ancien proscrit de décembre, bâtonnier de l'ordre des avocats, rédacteur en chef de la *Fraternité*, président du Conseil général, maire de Carcassonne après le 4 Septembre, révoqué par M. de Broglie. Envoyé

a l'Assemblée nationale le 14 décembre 1873 par les électeurs de l'Aude, M. Marcou y siégea parmi le petit groupe des intransigeants qui n'ont point voté les lois constitutionnelles. Il siége à l'extrême gauche.

MARGAINE (CH.-C.), élu, le 20 février 1876, député de la *Marne*, pour l'arrondissement de Sainte-Menehould, par 4.176 voix, est membre du Conseil général pour le canton de Sainte-Menehould et a fait partie de l'Assemblée nationale où il siégeait et votait avec la gauche républicaine. Ancien capitaine d'infanterie, ancien maire révoqué par la réaction du 24 mai, estimé pour sa ferme attitude devant l'invasion prussienne, M. Margaine a dit nettement dans sa profession de foi : « La République, que, dès 1871, je considérais comme la seule solution possible. c'est le gouvernement qu'après cinq années de luttes stériles pour rétablir la monarchie, l'Assemblée nationale a constitué avec M. le maréchal de Mac Mahon pour président... Ce que j'ai fait, je le ferais encore. En ce qui concerne l'avenir, j'ai pleine confiance dans la durée du gouvernement actuel, et je ne considère la clause de révision que comme un moyen de modifier la Constitution en l'améliorant sans en altérer le fond. » Il siége à gauche.

MARGUE (LÉON), élu, le 20 février 1876, député de *Saône-et-Loire*, pour la première circonscription de Mâcon, par 10.803 voix, est un avocat, conseiller général et membre de la Commission départementale. M. Léon Margue considère la République comme « la suprême garantie de l'ordre social. » Il vote avec la gauche républicaine.

MARION (ÉDOUARD), élu, le 20 février 1876, député de l'*Isère*, pour la deuxième circonscription

de l'arrondissement de La Tour-du-Pin, par 8.070 voix contre 4.580 données à M. le marquis de Quinsonas, ex-député et candidat monarchiste, fait partie du Conseil général. Il a été, en 1870, commissaire de la Défense nationale et commandant supérieur des mobilisés de l'Isère. Elu en 1869 député au Corps législatif comme candidat démocratique, M. Marion avait vu son élection cassée. « A ces élections de 1869, a-t-il dit dans sa profession de foi actuelle, je résumais ma foi politique dans la belle devise démocratique : *Liberté, Egalité, Fraternité*. Vous m'avez compris et vous m'avez élu ; tel j'étais alors, tel vous me retrouvez aujourd'hui, résolument républicain. » Il siège à gauche.

MARMOTTAN (HENRI), élu, le 20 février 1876, député de la Seine, pour le XVI^e arrondissement, par 3.899 voix, est né à Valenciennes, le 30 août 1832. M. Marmottan est médecin. Il a été élu pendant le siège adjoint au maire du XVI^e arrondissement, puis en 1871 conseiller municipal pour le quartier des Bassins et réélu en 1874. M. Marmottan a été vice-président du Conseil municipal où ses collègues lui ont confié des rapports sur des questions importantes, notamment sur les propositions relatives à l'amnistie et à l'instruction gratuite, obligatoire et laïque.

M. Marmottan a dit dans sa profession de foi qu'il faut « accepter sincèrement les institutions républicaines, accepter les lois constitutionnelles qui, malgré leur imperfection, en consacrent le principe, défendre ces lois contre ces prétendus conservateurs qui, sous prétexte de révision, voudraient les anéantir ; enfin, attendre que le moment légal soit venu pour les améliorer et les perfectionner dans le sens républicain. » Il siège à gauche.

MARTENOT (AUGUSTE), élu, le 20 février 1876,

député de l'*Yonne*, pour la circonscription Tonnerre, par 5.865 voix, est maire d'Anc Franc et conseiller général de l'*Yonne*. M. Tenot est né dans l'arrondissement qu'il a toujours habité; sa famille y a rendu de grands services. Sa candidature était donc toute locale. Bien qu'il ait été appuyé par le comité bonapartiste, l'honorable député affirme dans sa profession de foi que son concours sera acquis à M. le maréchal de Mac-Mahon, président de la République. Il siège à droite.

MARTIN FEUILLÉE, élu, le 20 février 1876, député d'*Ille-et-Vilaine*, pour la deuxième circonscription de Rennes, par 10.750 voix, président du Conseil général, où il a été élu pour la première fois en 1867, comme candidat républicain par le canton de Châteaugiron. C'est le chef de la gauche au Conseil général d'*Ille-et-Vilaine* et au Conseil municipal de Rennes.

M. Martin Feuillée a dit dans sa profession de foi de février 1876 : « Le moment est venu de fonder sur le terrain de la Constitution un grand parti national, respectueux des lois et des principes qui sont la base des sociétés modernes, cherchant sans arrière-pensée l'intérêt de la France, ne séparant jamais l'ordre de la liberté et résolu enfin à assurer le gouvernement du pays par le pays. » Il siège à gauche.

MARTY, élu, le 5 mars 1876, député du département de l'Aube, pour l'arrondissement de Lavaré, par 4.998 voix contre 3.756 données à M. Daguilhon-Selve, député monarchiste sortant, est avocat ancien, ancien avoué, adjoint au maire de Lavaré. Il fait une profession de foi républicaine des plus nettes. Il siège à gauche.

MAS (VICTORIN), élu, le 5 mars 1876, député de l'*Aveyron*, pour l'arrondissement de Milhau, par 6.204 voix, est docteur en médecine. Il a dit dans sa profession de foi : « Je suis convaincu que la République peut seule assurer à notre pays les libertés nécessaires et prévenir de nouvelles révolutions. » Il a ajouté que, pour lui, la clause de révision devait être considérée comme un moyen pacifique et légal d'améliorer et d'affermir le gouvernement de la République et non comme une arme réservée à ses ennemis.

M. Victorin Mas siège à gauche.

MASSET DU BIEST (LOUIS), élu, le 5 mars 1876, député du *Nord*, pour la circonscription d'Hazebrouck, avait obtenu au premier tour de scrutin 5.791 voix, contre 5.107 à M. le baron de Lagrange. Au scrutin de ballottage du 5 mars il fut élu par 8.611 voix. Membre du Conseil général, M. Masset du Biest s'est présenté comme républicain constitutionnel, en s'appuyant sur les paroles du maréchal de Mac-Mahon faisant appel aux hommes modérés de tous les partis. Il a promis dans sa circulaire : « Adhésion franche et loyale à la Constitution votée par l'Assemblée nationale et respect absolu des droits et pouvoirs qu'elle confère au maréchal de Mac-Mahon. » Il siège à gauche.

MASSOT (PAUL), élu, le 20 février 1876, député des *Pyrénées-Orientales*, pour l'arrondissement de Céret, par 5.290 voix, sans concurrent, est un médecin, président du Conseil général. Soutenu par les comités républicains, il a dit dans sa profession de foi : « J'accepte sans restriction la constitution républicaine du 25 février, convaincu, avec nos deux sénateurs, MM. Emmanuel Arago et Pierre Lefranc, que tous nos droits et toutes

nos libertés y trouveront un abri. » Il siège a gauche.

MATHIEU (FERDINAND), élu, le 20 février 1876, député de *Saône-et-Loire*, pour la deuxième circonscription de Châlon-sur-Saône, par 7.773-voix, est né, en 1829, à Coblenz, de parents français. Ancien élève de l'Ecole centrale, ingénieur et directeur des ateliers de construction du Creusot, M. Mathieu a fait ses débuts politiques à l'Assemblée nationale, où il avait été élu au 8 février 1871 et où il a siégé au centre droit libéral. Il appartient au groupe constitutionnel.

MATHIEU-BODET (PIERRE), élu, le 20 février, député de la *Charente*, pour l'arrondissement de Barbezieux, est né à Moubède le 16 décembre 1816. Avocat à la Cour de cassation, M. Mathieu-Bodet fut nommé à la Constituante et à la Législative en 1848 et 1849. Il vota d'abord avec la gauche, puis appuya la politique de l'Elysée. Envoyé à l'Assemblée de Bordeaux le 8 février 1871, par les électeurs de la Charente, M. Mathieu-Bodet y fit partie de ce groupe dit « groupe Lavergne » qui vota tantôt avec le centre droit, tantôt avec le centre gauche. Il fut ministre des finances depuis le 20 juillet 1874 jusqu'au 10 mars 1875. Il a voté les lois du 25 février 1875 et s'est présenté en février 1876 comme candidat « constitutionnel. » M. Mathieu-Bodet est plutôt un financier qu'un homme politique. Il appartient au Conseil général de la Charente.

MAYET (DANIEL), élu, le 20 février 1876, député de la *Savoie*, pour l'arrondissement de Moûtiers, par 3.759 voix, a été avoué, puis juge de paix à Bozel. Il est aujourd'hui agriculteur-propriétaire. M. Mayet a constamment vécu dans l'arrondissement. Il a été longtemps membre de la mu-

nicipalité de Moûtiers, conseiller d'arrondissement et vice-président du Comice agricole. Il a fait une profession de foi républicaine des plus nettes. Il siège à gauche.

MAZURE (GUSTAVE), élu, le 16 avril 1876, député du Nord, pour la deuxième circonscription de Lille, par 6.710 voix, à la suite de l'option de M. Gambetta, est conseiller municipal de Lille, rédacteur en chef du *Progrès du Nord*. M. Mazure a énergiquement combattu l'Empire; il fut directeur du personnel au ministère de l'intérieur à Tours pendant la guerre, et revint prendre en 1871 la direction de son journal. Sa candidature a été appuyée par M. L. Gambetta et par M. Testelin. Il a dit : « A moins de n'être qu'un mot inscrit dans une Constitution, la République doit être, dans nos institutions comme dans nos mœurs, l'instrument *pacifique* du progrès. Il faut qu'elle réalise, *sans précipitation et sans impatience*, mais avec persévérance et fermeté, les réformes attendues par l'opinion publique. Il faut qu'elle se fasse reconnaître comme le seul gouvernement compatible avec le génie, les droits et les *intérêts* de la démocratie française. » M. G. Mazure appartient à la gauche républicaine.

MÉDAL (AUGUSTE), élu, le 20 février 1876, député de l'Aveyron, pour la deuxième circonscription de Villefranche, qui contient les usines de Decazeville et d'Aubin, par 7.254 voix contre 4.970 données à M. le duc Decazes, ministre des affaires étrangères, est un ancien représentant du peuple de 1848. M. Médal est né à Sonnac, le 15 octobre 1815. Il est conseiller général pour le canton d'Asprières. M. Médal a résumé ainsi son programme politique : « Maintien de la Constitution — amélioration progressive des institutions républicaines — résistance à toute ten-

tative de restauration monarchique. » Il siège à gauche.

MÉLINE (JULES), élu, le 20 février 1876, député des *Vosges*, pour la circonscription de Remiremont, par 8.193 voix, est avocat à la Cour d'appel de Paris. Il a été adjoint au maire du 1^{er} arrondissement de Paris pendant le siège, et faisait partie de la dernière Assemblée. M. Méline, rendant compte de sa conduite à ses électeurs, leur a dit : « Mes actes ont été ceux des gauches républicaines tout entières, car au lendemain du 24 mai, en face de l'ennemi commun, tout le monde a senti le besoin de cette discipline sévère qui avait trop souvent fait défaut au parti républicain. C'est à elle que nous devons nos victoires d'hier, c'est à elle que nous devons nos victoires de demain. » Il siège à gauche.

MÉNIER, élu, le 20 février 1876, député de *Seine-et-Marne*, pour la circonscription de Meaux, par 11.834 voix contre 7.684 données à M. Jozon, député sortant, est propriétaire des usines de Voisel. Le père de M. Ménier avait inventé un ingénieux système de meules permettant d'obtenir la pulvérisation et le mélange intime des produits chimiques et pharmaceutiques et de remplacer le broyage au mortier à main, toujours long, toujours imparfait et souvent dangereux. M. Ménier fils continua d'exploiter l'invention de son père et eut l'idée d'appliquer cette invention au broyage et au mélange des substances alimentaires qui entrent dans la composition du chocolat. Grâce à son activité et à son incontestable entente des affaires, il parvint rapidement à une très-grande position de fortune. Il se présenta au 8 février 1871 comme candidat républicain contre M. Jozon et obtint dans l'arrondissement de Meaux 1.898 voix de plus que son concurrent. M. Ménier pouvait donc être

considéré, dès 1871, comme le représentant véritable de l'arrondissement. Il a fait, en février 1876, une profession de foi résolument démocratique dans laquelle il acceptait comme un minimum le programme Laurent-Pichat et qu'il terminait en résumant ainsi ses aspirations : « La prospérité par la sécurité ; la sécurité par la liberté ; la liberté par la République. »

M. Ménier a formulé ses doctrines économiques dans un volume intitulé : *l'Impôt sur le capital* et dont l'idée est de remplacer les impôts indirects par un impôt unique de *un* pour *mille* sur l'avoir de chacun. Les doctrines de M. Ménier ont été très-discutées ; mais il nous semble cependant difficile de ne pas lui rendre cette justice qu'il montre une certaine générosité en préconisant un système économique qui ne tendrait à rien moins qu'à faire de lui un des plus forts imposés de France et en soutenant un programme politique à la réalisation duquel lui seul n'a rien à gagner.

Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, il est bon de voir, alors que certains personnages font de leur fortune un usage si funeste aux vrais intérêts du pays, de grands propriétaires fonciers se mettre, comme en Angleterre, à la tête du mouvement démocratique et s'efforcer de coopérer au bien-être commun et au développement pacifique des institutions républicaines.

M. Ménier est conseiller général et membre de la Commission départementale de Seine-et-Marne. Il siège à gauche.

MENTION (CHARLES), élu, le 20 février 1876, député du *Nord*, pour la deuxième circonscription de Douai, par 8.008 voix, est docteur en droit et ancien sous-préfet. Il s'est présenté comme candidat républicain. Son programme politique se résume ainsi : « Respecter et soutenir la Constitution du 25 février 1876 confirmant la loi du

20 novembre 1873, en exiger la sincère et loyale application ; admettre la clause de révision, afin d'améliorer le gouvernement républicain ; assurer à la France l'ordre et la liberté, la sécurité dans le présent et dans l'avenir. » Il siège à gauche.

MERCIER (THÉODORE), élu, le 20 février 1876, député de l'*Ain*, pour l'arrondissement de Nantua, par 8.387 suffrages, est né à Nantua, en 1825. Avocat, ayant pris part, dès 1848, aux luttes et aux épreuves du parti républicain, M. Mercier fut arrêté au coup d'Etat, et passa deux mois dans les prisons de Bicêtre et de Mazas. Il fit une très-vive opposition à l'Empire. Ayant échoué aux élections du 8 février 1871, il ne fut nommé qu'aux élections complémentaires du 2 juillet. Bien qu'à l'Assemblée nationale il n'ait fait partie d'aucun groupe, M. Mercier a toujours voté avec les gauches. Dans une lettre de remerciement adressée à ceux qui l'ont nommé le 20 février 1876, M. Mercier a dit qu'il prenait « l'engagement solennel de maintenir la République. » Le député de Nantua est bâtonnier de l'ordre des avocats de Moulins et vice-président du Conseil général. Il siège à gauche.

MERLIN (CHARLES), élu, le 20 février 1876, député du *Nord*, pour la première circonscription de Douai, par 7.916 suffrages, est avocat, ancien maire de Douai, conseiller général. M. Merlin a toujours été républicain ; il a déclaré que ses opinions datent du jour où il a pu se faire une idée des principes qui doivent présider au gouvernement des hommes. « La République, a-t-il dit dans sa circulaire, est la seule forme de gouvernement qui satisfasse la raison. » Il s'est prononcé pour la révision dans le sens républicain, ne voulant pas préparer une révolution pour 1880. M. Merlin siège à gauche.

MILLAUD (ÉDOUARD), élu, le 20 février 1876, député du *Rhône*, pour la première circonscription de Lyon, par 14.872 voix contre 3.718 données au candidat conservateur, a siégé à l'Assemblée nationale, où il faisait partie de l'Union républicaine. Ancien avocat général près la Cour de Lyon au 4 Septembre, ancien conseiller général du Rhône, M. Millaud était soutenu aux élections de 1876 par toutes les fractions du parti républicain. Il siége à gauche.

MIR (EUGÈNE), élu, le 5 mars 1876, député de l'*Aude*, pour l'arrondissement de Castelnaudary, par 5.905 voix, est docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien secrétaire de M. Jules Grévy. Il a été, après le 4 Septembre, sous-préfet de Castelnaudary, sa ville natale. M. Mir a dit dans sa profession de foi : « J'ai toujours été républicain, je suis républicain, je serai toujours républicain. » Il siége à la gauche.

MITCHELL (ROBERT), élu, le 20 février 1876, député de la *Gironde*, pour l'arrondissement de la Réole, par 7.699 voix contre 5.809 données à M. Caduc, député sortant, républicain, est né à Bayonne, le 21 mai 1839. Il appartient depuis longtemps à la presse parisienne et a écrit au *Constitutionnel*, au *Pays*, à la *Patrie*, etc. M. Robert Mitchell défendit dans ces divers journaux la politique du gouvernement impérial. En 1869, il prit la direction du *Constitutionnel* qui devint l'organe officieux du ministère libéral du 2 janvier 1870, présidé par M. Emile Ollivier. Il combattit vivement la déclaration de guerre. Après nos premiers désastres, M. Robert Mitchell s'engagea dans les zouaves et fut fait prisonnier à Sedan. Après la paix il rentra dans la presse où il sembla pendant quelque temps avoir abandonné le parti bonapartiste et écrivit successivement au *Courrier de France*, à la *Presse* et au *Soir*,

Il se présenta dans l'arrondissement de La Réole comme candidat de l'Appel au peuple et s'est dit, dans sa profession de foi, « catholique et bonapartiste. » M. Robert Mitchell est en effet l'un des bonapartistes militants de l'Assemblée.

MOLLIEN, élu, le 20 février 1876, député de la *Somme*, pour la première circonscription de Péronne, par 5.906 voix, est membre du Conseil général de la Somme, où il siège parmi les républicains. M. Mollien est très-populaire dans son département. Il fut chirurgien volontaire des armées du Rhin, de la Loire et de l'Est pendant la guerre de 1870. M. le docteur Mollien a dit à ses électeurs : « La République voulant la liberté de conscience, garantit au fidèle l'exercice de la religion et au ministre son indépendance. La République est conservatrice, et, par conséquent, protège la propriété. La République ne livre point aux ambitieux ou au caprice d'un seul le droit de paix et de guerre. En se montrant ainsi soucieuse du sang des citoyens, elle sauve la famille. » Il siège à gauche.

MONTAGUT (MARC), élu, le 5 mars 1876, député de la *Dordogne*, pour la première circonscription de Périgueux, par 6.575 voix, est un agriculteur, enfant du Périgord où il a toujours habité. Il a représenté la Dordogne à l'Assemblée législative de 1849. Esprit libéral, républicain studieux et réfléchi, M. Marc Montagut a résumé ainsi son programme : « Pas de guerres ! par de révolutions ! plus de discordes civiles ! conciliation ! apaisement ! » Il siège à gauche.

MOREAU (JEAN), élu, le 5 mars 1876, député de la *Creuse*, pour l'arrondissement de Guéret, par 12.718 voix, est docteur en médecine. Nommé en 1849 représentant du peuple, il siégea à la Montagne et fut déporté au 2 Décembre. M. Moreau

est conseiller général de la Creuse. C'est un républicain éprouvé. Il siège à gauche.

MOREL (HIPPOLYTE), élu, le 20 février 1876, député de la *Manche*, pour la première circonscription de l'arrondissement d'Avranches, par 9.576 voix contre 4.301 données au candidat bonapartiste; est ancien auditeur au Conseil d'Etat et membre du Conseil général pour le canton de Saint-James. « Ami de l'ordre et de la liberté, a-t-il dit dans sa profession de foi, j'apporterai un concours loyal et sincère à l'illustre maréchal de Mac-Mahon et je m'efforcerai avec lui d'affermir la République conservatrice en lui gardant pour appui les bases fondamentales de toute société : la religion, la famille, la propriété. Les lois constitutionnelles auxquelles j'adhère sans arrière-pensée contiennent une clause de révision diversement interprétée : pour les uns, c'est un moyen de renverser le Gouvernement légalement établi; pour les autres, c'est un moyen de le maintenir et de l'améliorer; je suis de ces derniers. » Il siège à gauche.

MOUCHY (DUC DE), élu, le 20 février 1876, député de l'Oise, pour la première circonscription de l'arrondissement de Beauvais, par 8.224 voix, contre 7,184, données à M. Boudeville, candidat républicain, a fait partie de l'Assemblée nationale où il siégeait dans les rangs de l'Appel au peuple. Ancien favori de la Cour impériale, mari de la princesse Murat, M. de Mouchy fut élu député au Corps législatif, où il était l'un des muets de la majorité officielle. M. le duc de Mouchy ne met guère au service de l'Appel au peuple qu'une grande situation locale, due à une immense fortune. Son dévouement pour l'Empire est sans bornes, comme il l'a dit lui-même. M. de Mouchy est maire du Mouchy et

conseiller général de l'Oise. Il appartient au groupe bonapartiste.

MUN (ALBERT, comte DE), élu, au second tour du scrutin, le 5 mars 1876, député du *Morbihan*, pour l'arrondissement de Pontivy, par 10.725 voix, contre 8.754 données à l'abbé Cadoret, candidat bonapartiste, après un premier tour où le candidat républicain avait obtenu, de son côté, 5.786 voix, a fait beaucoup parler de lui depuis quelques années. C'est un officier de cavalerie qui se livrait plus spécialement à la prédication, faisant de l'art militaire comme un prédicateur et de la prédication comme un cuirassier. Son nom est surtout attaché aux Cercles catholiques ouvriers, cette œuvre qui a eu tant de succès dans le monde clérical et si peu dans le monde vrai des ouvriers. M. de Mun s'est, du reste, consacré avec une grande ardeur, il faut le reconnaître, à la tâche qu'il s'est fixée. Il a multiplié ses voyages et ses sermons; récemment, il a donné sa démission d'officier pour se livrer plus activement à cette propagande, à laquelle il joindra désormais la politique. Son éloquence est fougueuse et emportée, bien qu'un peu banale; il s'inspire en histoire du père Lorrain, en religion du *Syllabus* et des jésuites, en politique de Joseph de Maistre. Sa profession de foi a roulé tout entière sur la religion : « Le libéralisme est resté frappé d'impuissance, a-t-il dit; en séparant la religion de la société civile, il a livré celle-ci sans défense aux attaques de ses ennemis, et la sécurité publique elle-même, qu'il prétendait garantir, s'est trouvée perdue ou compromise. C'est aux catholiques à prendre en main la défense de l'ordre social, et, en sauvegardant leur religion, ses droits et sa liberté, en assurant l'éducation chrétienne de leurs enfants, en restituant à Dieu sa place dans les lois du pays, à

rendre à la France la paix et la stabilité dont elle a tant besoin. » Il siège à droite.

MURAT (JOACHIM-JOSEPH-ANDRÉ, comte), élu, le 20 février 1876, député du *Lot* pour la première circonscription de Cahors, par 10.063 voix, est né à Paris le 12 décembre 1828. Petit-neveu de l'ancien roi de Naples, M. le comte Murat entra au Corps législatif comme député du Lot en 1854, et y siégea, ayant été nommé à toutes les élections successives, jusqu'en 1870. Nommé, au 8 février 1871, membre de l'Assemblée nationale, il fut, comme M. de Valon, autre député du Lot, un des cinq qui se levèrent contre la proposition proclamant la déchéance de l'Empire et déclarant Napoléon III « responsable de la ruine et du démembrement de la France. »

M. Joachim Murat est conseiller général du Lot. A la Chambre des députés, il siège avec le groupe bonapartiste.

NADAUD (MARTIN), élu, le 20 février 1876, député de la *Creuse*, pour l'arrondissement de Bourgneuf, par 4.082 voix, est né à Lamartinesche (Creuse) en 1815. Venu à Paris en 1830 pour y exercer son état de maçon, il fut un des disciples de Cabet. Envoyé en 1849, par ses compatriotes de la Creuse, à l'Assemblée législative, il vota avec la Montagne et attacha son nom au projet, d'ailleurs repoussé, de modification à l'art. 1781 du Code civil, article portant que le maître est cru sur son affirmation pour la quotité des gages et pour les paiements de salaires. Proscrit au 2 Décembre, M. Martin Nadaud se réfugia à Londres, où il devint instituteur. Nommé conseiller municipal de Paris le 23 juillet 1871, il fut porté comme candidat à l'Assemblée nationale aux élections du 7 janvier 1872, mais se retira devant Victor Hugo. Il a publié une in-

téressante *Histoire des classes ouvrières en Angleterre* (1872).

M. Martin Nadaud est un des représentants les plus sympathiques et les plus universellement honorés de la démocratie militante. En mai 1849, il travaillait comme maçon à la mairie du XII^e arrondissement, et il ne quitta son échafaudage que le jour de l'installation des représentants. Il siége à l'extrême gauche.

NAQUET (ALFRED), élu, au scrutin de ballottage du 5 mars 1876, député de *Vaucluse*, pour l'arrondissement d'Apt, par 7.318 voix, s'était présenté le 20 février contre M. Taxile Delord. Ce dernier ayant obtenu moins de voix au premier tour de scrutin, crut devoir se conformer à la tradition républicaine et prier ses électeurs de reporter leurs voix sur son concurrent plus favorisé. M. Naquet est né en 1835. Il est chimiste, docteur en médecine et a été professeur agrégé à la Faculté de Paris. Il fit une très-vive opposition à l'Empire. Condamné en 1869 à quatre mois de prison et 500 francs d'amende pour son livre intitulé : *Religion, Propriété, Famille*, il se réfugia en Espagne, puis, profitant d'une amnistie, retourna en France et écrivit des articles scientifiques dans les journaux républicains. Pendant la guerre, M. Naquet suivit à Tours et à Bordeaux, en qualité de secrétaire de la commission d'étude des moyens de défense, la délégation de province.

Nommé, au 2 juillet 1871, député de *Vaucluse*, M. Alfred Naquet alla siéger à l'extrême gauche. Il soutint à Paris M. Barodet contre M. de Rémusat et se fit le promoteur de la candidature de Ledru-Rollin à Avignon. Dans les derniers jours de l'Assemblée nationale, à la veille des élections générales, il exaspéra la gauche en déposant une proposition d'amnistie, où l'on ne vit qu'une

e de réclame électorale et sur laquelle on a la question préalable.

L'Assemblée actuelle, M. Naquet n'a cessé de poser presque isolément des propositions relatives aux revendications de la démocratie sociale.

Le libéralisme solitaire a été diversement appré-

hensé dans une lettre adressée, en février 1876, aux électeurs de Vaucluse, l'honorable M. Tolain (qui a eu en cette occasion, *TOLAIN, sénateur de la Vaucluse, vieux républicain enrôlé sous le drapeau, dès 1848, vieux socialiste, soldat de juin, combattant le 31 décembre, qui a passé trente ans de sa vie à l'école de l'atelier*), définit ainsi la politique de M. Naquet : « Sa politique n'est pas une politique de principe. Elle n'est et n'a jamais été qu'une politique d'aventure. De quel droit se fait-il le maître des principes, lui qui a parlé en faveur de la République au peuple (novembre 1873) ? De quel droit use-t-il la politique de ceux qui ont voté la Constitution, alors que l'un des premiers il a encouragé l'Union républicaine à la voter ? Il a été trompé, M. Naquet, dans ses espérances. Etrange homme politique, qui croit devoir se séparer de son parti, pour éviter la division et l'inquiétude, parce qu'il s'est trompé lui-même. » M. Naquet siège à l'extrême gauche intransigeante.

NÉDELLEC, élu, le 20 février 1876, député du département de la Vendée, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Châteaulin, par 5.239 voix contre 3.105 données au comte de Legge, député monarchiste, candidat monarchiste, est un ancien maire, maire destitué par l'ordre moral au 24 mai 1873. « Je dois vous déclarer, a dit M. Nédellec, que c'est ma profession de foi, que je suis républicain, un républicain très-moderé, aimant le travail, la justice et la paix, ennemi de toute guerre et de toute révolution. Né catholique, j'ai toujours

respecté et respecterai toujours la religion de ma famille et de nos ancêtres, mais je ne veux porter aucune atteinte aux croyances d'autrui. » Il siège au centre gauche.

NEVEUX, élu, le 20 février 1876, député des *Ardennes*, pour l'arrondissement de Rocroy, par 6.562 voix, est vice-président du Conseil général. La profession de foi qu'a écrite M. Neveux affirmait avec énergie le désir de faire triompher ces deux idées étroitement corrélatives : conservation, république. M. Neveux partage les vues du centre gauche.

NINARD (J.), élu, le 20 février 1876, député de la *Haute-Vienne*, pour la deuxième circonscription de Limoges, par 8.875 voix, est avocat et conseiller général. La confiance du barreau l'appela quatre fois aux fonctions de bâtonnier. L'honorable député de la Haute-Vienne a toujours professé des idées républicaines ; il n'a pas voulu se désister devant M. Dufaure qui se portait dans la même circonscription. Il a dit à ses électeurs : « C'est dans la pratique des institutions républicaines qu'est la sécurité désormais. Je crois à leur influence féconde sur le relèvement de la France, sur la restauration de sa grandeur et de sa prospérité, sur le maintien de la paix avec l'étranger ; et je ne vois en dehors que des risques et des aventures. » Il siège à gauche.

NOIROT (A.), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de la *Haute-Saône*, pour l'arrondissement de Vesoul, par 11.729 voix contre 11.262 données à M. Courcelle, député sortant, membre du centre droit, est un avocat, ancien maire de Vesoul et fils d'un représentant républicain de 1848. « Mon programme, a dit M. Noirot dans sa profession de foi, est celui de tous les républicains unis sur le terrain constitution-

nel du 25 février : 1° Défendre énergiquement la Constitution républicaine ; 2° soutenir une guerre implacable contre toute entreprise de restauration monarchique ou princière ; 3° ne réviser la Constitution, s'il y a lieu, qu'en prenant uniquement pour base l'amélioration des institutions républicaines. Enfin, il n'est pas assez de défendre et de protéger la République, il faut la faire aimer, en lui faisant produire ses fruits. » Il siège à gauche.

ORDINAIRE (EDOUARD), élu, le 20 février 1876, député du *Rhône*, pour la deuxième circonscription de Lyon, par 13.452 voix contre 4.300 partagées entre un candidat constitutionnel et un candidat radical, est un avocat, bien connu par le rôle qu'il a joué à l'Assemblée nationale, où il siégeait à l'extrême gauche. M. Ordinaire a renouvelé, en 1876, les déclarations ultra-radicales sur la foi desquelles il avait déjà été élu en 1871 et qu'il a du reste exprimées fréquemment à l'Assemblée. Il fait partie de l'extrême gauche.

OSMOY (CHARLES-FRANÇOIS, comte d'), élu, le 20 février 1876, député de l'*Eure*, pour l'arrondissement de Pont-Audemer, par 9.949 voix, a fait partie de l'Assemblée nationale où il siégeait et votait avec le centre gauche. Président, sous l'Empire, de la Ligue de l'enseignement populaire dans l'Eure, décoré pour sa belle conduite pendant la guerre, membre du Conseil général, esprit libéral et éclairé, M. d'Osmoy s'est déclaré, dans sa profession de foi, « résolu à pratiquer loyalement et sincèrement la Constitution du pays. Cette Constitution, a-t-il dit, c'est la République conservatrice et modérée, elle fait appel à toutes les intelligences, à toutes les bonnes volontés, à toutes les honnêtetés sans exception. » Il siège au centre gauche.

OUDOUL (JULES), élu, le 20 février 1876, député du *Cantal*, pour la circonscription de Saint-Flour, par 6.816 voix, est avocat au barreau de Saint-Flour depuis 1858 et conseiller général du Cantal. Maire de Saint-Flour sous l'administration de Thiers, il fut révoqué le 17 février 1874, pour avoir manifesté publiquement sa sympathie à l'égard du vaincu du 24 mai. M. Oudoul s'est prononcé nettement pour la République conservatrice et s'est dit « profondément pénétré de ce sentiment que *la meilleure manière de sauvegarder ses droits, c'est de ne jamais faillir à la revendication de ceux d'autrui.* »

Il siège à gauche.

PAGÈS (LÉON), élu, le 23 avril 1876, député de *Tarn-et-Garonne*, pour la deuxième circonscription de Montauban, par 6.490 voix, à la suite de l'option de M. Prax-Paris, est président du Conseil général et de la Commission départementale. Il n'avait été battu que de 100 voix par M. Prax-Paris aux élections du 20 février. M. Léon Pagès a eu pour concurrent le 23 avril, M. A. Loquessye, bonapartiste, neveu de M. Prax-Paris.

M. Léon Pagès s'est présenté comme constitutionnel; il a dit dans sa circulaire : « Je suis un conservateur libéral, ennemi des révolutions et des réactions. Je n'appartiens à aucun parti extrême. Je n'ai d'autre mobile et d'autre inspiration que le bien de mon pays, sans aucune préoccupation de parti. La seule ligne de conduite bonne et patriotique à mes yeux est le respect des lois constitutionnelles du 25 février, leur application sincère et sans arrière-pensée. » Il appartient au groupe constitutionnel.

PAPON (ALEXANDRE), élu, le 20 février 1876, député de l'*Eure*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement d'Evreux, par 7.249 voix contre 5.387 données à M. le comte de Barrey,

candidat conservateur, est juge au Tribunal de commerce et membre du Conseil général. M. Papon s'est rendu célèbre sous l'Empire par ses démêlés avec le fameux préfet Janvier de la Motte; il a dit dans sa profession de foi : « Je veux le maintien de la République, le développement de la Constitution; je soutiendrai le gouvernement du Président de la République, le maréchal de Mac-Mahon. Je veux l'ordre, le travail assuré d'un avenir tranquille. Je suis essentiellement conservateur de ce qui existe. » M. Papon siège à gauche.

PARENT (NICOLAS-EUGÈNE), élu, le 20 février 1876, député de la *Savoie*, pour la première circonscription de Chambéry, par 9.378 voix, est né à Saillanches en 1817. Avocat et publiciste, M. Parent réclama, dès 1848, dans le *Patriote savoisien*, l'annexion de la Savoie à la France, puis combattit énergiquement la politique de l'Empire. Envoyé, au 8 février 1871, à l'Assemblée de Bordeaux, il s'y fit inscrire à la gauche et à l'union républicaine.

M. Parent a été élu en février 1876, malgré les incroyables manœuvres employées par le préfet de la Savoie, M. le marquis de Fournès, pour faire échouer les candidatures républicaines. Il siège à gauche.

PARFAIT (NOËL), élu, le 20 février 1876, député d'*Eure-et-Loir*, pour la première circonscription de l'arrondissement de Chartres, par 6.833 voix contre 2.261 données au candidat conservateur, a siégé à l'Assemblée nationale, où il faisait partie de la gauche républicaine. Homme de lettres, dévoué depuis sa jeunesse à la démocratie, il fut envoyé en 1849 à l'Assemblée législative et proscrit après le coup d'Etat. Il revint en France après l'amnistie et entra dans la maison de librairie Michel Lévy. Sa profession de foi est

nettement républicaine ; il a dit : « Si dans le cours de la législature, la proposition était faite de réviser nos lois constitutionnelles, je ne l'admettrais qu'à cette double condition : d'abord que la nécessité d'une pareille mesure fût démontrée par l'expérience ; ensuite, qu'il s'agit expressément d'améliorer ces lois, et de les amender dans le sens républicain. » Il siège à gauche.

PARRY (EUGÈNE), élu, le 20 février 1876, député de la *Creuse*, pour l'arrondissement de Boussac, par 5.641 voix contre 519 données à M. de Saincthorent, député légitimiste sortant, est un grand agriculteur, vice-président du Conseil général de la Creuse et maire de Parsac. Dans sa lettre de remerciements aux électeurs, M. Parry, qui avait fait déjà une profession de foi républicaine très-nette, a dit : « Je servirai la cause républicaine avec une fermeté inébranlable et la plus entière loyauté. » Il siège à gauche.

PARSY (ÉDOUARD), élu, le 20 février 1876, député du *Nord*, pour la deuxième circonscription de Cambrai, par 13.919 suffrages, est un ancien négociant, administrateur des mines de houille. M. Parsy faisait partie de la dernière Chambre et siégeait au centre gauche ; il avait été élu, le 8 novembre 1874, en remplacement de M. de Brigode, décédé, et sa candidature avait été appuyée par M. Thiers. M. Parsy a déclaré dans sa circulaire qu'il considérait comme un devoir patriotique de soutenir la Constitution du 25 février, c'est-à-dire la loi. Il siège à gauche.

PARTZ DE PRESSY (ADOLPHE-CHARLES-MARIE, marquis DE), élu, le 20 février 1876, député du *Pas-de-Calais*, pour l'arrondissement de Saint-Pol, par 8.977 voix, est membre du Conseil géné-

du département et faisait partie de l'Assemblée nationale, où il siégeait obscurément sur bancs de la droite légitimiste. Sa profession foi nous le montre prêt à garder la même attitude.

Il siége à gauche.

PASCAL DUPRAT (PIERRE), élu, au second tour, le 30 avril 1876, député de la Seine, pour le 11^e arrondissement de Paris, par 6.005 voix contre 5.584 données à un candidat ouvrier, Chabert, est né à Hagetman (Landes), le 10 mars 1815. Il a été professeur d'histoire au lycée d'Alger, puis rédacteur de journaux socialistes à Paris, *la Réforme*, *la Revue Indépendante*, *le Peuple constituant*, etc. Député républicain à la Constituante, proscrit au 2 Décembre, M. Pascal Duprat fit partie de la dernière Assemblée. Au 20 février 1876, M. Pascal Duprat a échoué dans les élections. Paris lui a donné une compensation qui lui est bien due à ses services longs et dévoués. Il appartient à la gauche.

PASSY (LOUIS-PAULIN), élu, le 20 février 1876, député de l'Eure, pour l'arrondissement des Andelys, par 5.803 voix, est un économiste distingué. Après avoir fait partie du centre droit et du groupe Target, à la dernière Assemblée, il se joignit, plus tard, à la République conservatrice, puis dans la réunion Wallon-Lavergne et finalement, en 1874, sous-secrétaire d'Etat des finances, fonctions qu'il a conservées, sous M. Léon Gambetta. Sa profession de foi, nettement constitutionnelle, le place parmi les républicains modérés. « Si vous voulez, comme moi, a-t-il dit à ses électeurs, que les institutions qui ont organisé le gouvernement de la République fonctionnent régulièrement au milieu de la prospérité générale, en nommez au chef de l'Etat, pour l'aider dans ses gé-

néreux desseins, celui-là même qui est habitué et résolu à soutenir les actes de son gouvernement. » Il appartient au centre constitutionnel.

PATISSIER (SOSTHÈNE), élu, le 20 février 1876, député de l'*Allier*, pour la deuxième circonscription de Moulins, par 7.819 voix, est né en 1824. Avocat très-estimé du barreau de Moulins, riche propriétaire, M. Patissier fut élu, le 8 février 1871, député de l'*Allier*, et siégea au centre gauche pendant les cinq années que dura l'Assemblée nationale. Dans sa profession de foi, M. Patissier a dit que, « dévoué à l'œuvre constitutionnelle et républicaine du 25 février », il voulait « la maintenir, la consolider et l'améliorer. »

M. Patissier a été élu contre M. Riant, député clérical sortant, qui s'était signalé, à l'Assemblée de 1871-76, par les rapports qu'il rédigea touchant les marchés conclus pendant la guerre. M. Riant n'a réuni que 1.863 voix. M. Patissier siége au centre gauche.

PELET (MARCELLIN), élu, le 20 février 1876, député du *Gard*, pour l'arrondissement du Vigan, par 8.653 voix contre 4.982 données à M. de Tarteron, député sortant, est un publiciste, ancien secrétaire de l'honorable M. Cazot, actuellement sénateur. M. Marcellin Pelet a fait une circulaire républicaine des plus fermes.

Il siége à l'extrême gauche. C'est un des membres les plus jeunes de l'Assemblée.

PÉRIER (JEAN-CASIMIR), élu, le 20 février 1876, député de l'*Aube*, pour l'arrondissement de Nogent-sur-Seine, par 6.979 voix, est le fils du sénateur inamovible. M. Jean-Casimir Périer a compris, comme son père, que la République est le seul gouvernement sous lequel l'évolution des sociétés modernes peut s'accomplir pacifiquement. M. Jean-Casimir Périer est conseiller gé-

néral. Il fut autrefois, à Paris, un membre très-assidu de la conférence Mollé, où se sont formés la plupart des jeunes avocats et des jeunes orateurs politiques de nos Assemblées. Il siège au centre gauche.

PÉRIN (GEORGES), élu, le 20 février 1876, député de la *Haute-Vienne*, pour la première circonscription de Limoges, par 9.313 voix, est né en 1838. Avocat et journaliste républicain, M. Périn fut nommé préfet de la Haute-Vienne en 1870 après le 4 Septembre, et peu après, chargé des fonctions de commissaire extraordinaire au camp de Toulouse. Nommé député en 1873, il siégea à l'extrême gauche. M. Périn est connu pour ses duels avec plusieurs bonapartistes. Répudiant les calomnies lancées contre le parti radical, l'honorable député a pu dire à ses électeurs : « Le parti radical ne veut pas de révolutions dans la rue, il a trop le respect de la vie humaine; — il réclame ardemment des réformes qui mettent les institutions du pays en accord avec les sentiments et les légitimes aspirations de la majorité des citoyens. » Il siège à l'extrême gauche.

PERRAS (EDMOND), élu, le 20 février 1876, député du *Rhône*, pour la deuxième circonscription de Villefranche, par 12.535 voix contre 6.000 partagées entre M. de Saint-Victor, légitimiste, député sortant, et un candidat conservateur, est un riche manufacturier établi à Culbize. Au plébiscite de 1870, M. Perras figurait déjà dans l'opposition contre l'Empire. « Appelé par les républicains, a-t-il dit dans sa profession de foi, à l'honneur d'être leur candidat à la Chambre des députés, je suis républicain, républicain sans arrière-pensée... Nous savons toutes les injures et les calomnies que prodiguent à la République le dépit et la haine de ses adversaires. Je suis pro-

fondément convaincu que les républicains répondront à leurs détracteurs, non par des paroles, mais par des faits. Le gouvernement républicain donnera à notre malheureux pays l'ordre et la liberté... » M. Perras siège à gauche.

PERRIEN (PAUL DE), élu, le 20 février 1876, député du *Morbihan*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Lorient, est membre du Conseil général du département. Il a été soutenu par les légitimistes et les cléricaux, et un journal bonapartiste a appuyé en ces termes sa candidature : « M. de Perrien est légitimiste, mais il est du nombre des hommes sérieux qui comprennent qu'à l'époque où nous vivons, il faut tenir compte de l'opinion publique et des idées nouvelles... Fidèle aux sentiments d'union dont s'impose la nécessité, nous recommandons la candidature conservatrice de M. de Perrien. » Il siège à droite.

PERROCHEL (FERDINAND, comte DE), élu, le 20 février 1876, député de la *Sarthe*, pour la deuxième circonscription de Mamers par 7.459 voix, est un riche propriétaire, conseiller général de la Sarthe et maire de Grandchamp. Son élection au Conseil général fut cassée une première fois comme ayant été faite à l'aide de dons, de promesses, etc. M. de Perrochel fut d'ailleurs renommé. Il siège à droite.

PETIET (ARMAND, baron), élu, le 20 février 1876, député des *Deux-Sèvres*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Niort, par 7.082 voix, contre 5.595 données à M. Ricard, candidat républicain, est membre du Conseil général du département. Dans une profession de foi, où il s'est intitulé lui-même ancien auditeur au *Conseil d'Etat de l'Empire*, le baron Petiet a formulé en deux mots son programme : « Respect à

l'ordre établi, en soutenant la politique de paix et de préservation sociale de l'illustre maréchal de Mac-Mahon, et quand l'heure de la révision aura sonné, appel au vote unanime de la nation. » Il appartient au groupe bonapartiste.

PHILIPPE (JULES), élu, le 20 février 1876, député de la *Haute-Savoie*, pour l'arrondissement d'Annecy, par 9.337 voix, est un ancien imprimeur. Il se présenta en 1869 comme candidat de l'opposition, mais n'obtint pas la majorité. Nommé préfet de la Haute-Savoie après le 4 Septembre, il fut élu député en tête de liste au 8 février 1871, mais vit son élection cassée par la majorité monarchique de l'Assemblée de Bordeaux, qui lui reprocha de n'avoir pas démissionné assez longtemps avant l'élection et d'avoir mis à profit l'influence que lui donnaient ses fonctions pour se faire élire. M. Philippe a fait une profession de foi républicaine très-nette. Il siège à gauche.

PHILIPPOTEAUX (AUGUSTE), élu, le 20 février 1876, député des *Ardennes*, pour l'arrondissement de Sedan, par 9.910 voix, est né à Sedan, le 17 avril 1821. Avocat et juge suppléant au tribunal de Sedan, il fut nommé adjoint, puis maire de cette ville pendant l'occupation. Ayant protesté énergiquement et à plusieurs reprises contre les vexations incessantes infligées aux habitants de Sedan par les Prussiens, ceux-ci l'emprisonnèrent trois ou quatre fois. Au 8 février 1871, les électeurs des Ardennes envoyèrent M. Philippoteaux siéger à l'Assemblée de Bordeaux, l'honorable député se fit inscrire au centre gauche, dont il fait partie à la Chambre actuelle.

PICARD (ARSÈNE), élu, le 20 février 1876, député du *Calvados*, pour l'arrondissement de Vire, par 7.491 suffrages, est né en 1832. Ancien élève

de l'Ecole polytechnique, vice-président de la Société d'Agriculture de Vire, conseiller général, maire de Carville, M. Arsène Picard est un monarchiste constitutionnel rallié à la République.

PICARD (ARTHUR), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député des *Basses-Alpes*, pour l'arrondissement de Castellane, par 2.151 suffrages, est le frère de M. Ernest Picard, sénateur inamovible. Il a été sous-préfet sous l'Empire, révoqué vers 1860; il a dirigé en 1870 l'*Electeur libre*, journal républicain. Dans la circulaire qu'il a adressée aux électeurs des Basses-Alpes, M. Arthur Picard s'est déclaré « résolu à soutenir sans hésitation le gouvernement et les institutions républicaines. »

Il siège à gauche.

PICART (ALPHONSE), élu le 20 février 1876, député de la *Marne*, pour l'arrondissement de Vitry-le-Français, par 7.130 voix, est né en 1829, à Bignicourt-sur-Saulx. Il a fait partie de l'Assemblée nationale où il siégeait et votait avec les deux groupes de la gauche et de l'Union républicaine. Professeur à la faculté de Poitiers, savant distingué, auteur de mémoires remarquables sur la géométrie transcendante, M. Picart a dit dans sa profession de foi : « La Constitution du 25 février qui fait de la République *conservatrice et vraiment libérale* le gouvernement légal et définitif de notre pays, je l'avais appelée de tous mes vœux, je l'appuyai de tous mes votes. Aussi suis-je résolu à la soutenir et à la consolider, à la conserver intacte et incommutable dans son principe, à ne la réviser, s'il y a lieu, que partiellement dans ses éléments, lorsqu'une *application sincère et une loyale pratique* en auront révélé les imperfections. » Il siège à gauche.

PILET DES JARDINS (LUCIEN), élu, le 5 mars 1875, député du *Calvados*, pour l'arrondissement de Bayeux, par 6.589 suffrages, est né en 1832. Ancien sous-préfet de Bayeux et représentant de cet arrondissement au Conseil général, M. Pilet des Jardins est avocat à la Cour d'appel de Paris. Il a fait, en vue des élections des 20 février et 5 mars 1876, plusieurs circulaires dans lesquelles il s'est prononcé très-nettement pour l'acceptation et le développement progressif des institutions républicaines. Il siège à gauche.

PINAULT (EUGÈNE), élu le 20 février 1876, député d'*Ille-et-Vilaine*, pour l'arrondissement de Montfort, par 7.631 voix, est conseiller municipal de Rennes et secrétaire du Conseil général d'*Ille-et-Vilaine*.

M. Pinault avait pour concurrent au 20 février, M. le comte de Cintré, député légitimiste sortant. Il a déclaré dans sa circulaire que tous ses efforts seconderaient ceux qui veulent tenter l'expérience de la République avec l'ardent désir de la voir réussir. Il siège à gauche.

PIOT (LÉON), élu, le 5 mars 1876, député de l'*Aube*, pour l'arrondissement de Bar-sur-Aube, par 5.562 voix, est avocat à la Cour d'appel de Paris, depuis 1870 conseiller d'arrondissement pour le canton de Bar-sur-Aube et maire de Lignol. M. Piot est de plus grand propriétaire. Il partage les idées de l'ancien centre droit bonapartiste (nuance de Clercq) et siège dans les rangs de la droite.

PLESSIER (VICTOR), élu, le 20 février 1876, député de *Seine-et-Marne*, pour l'arrondissement de Coulommiers, par 6.333 voix, est conseiller général de la Ferté-Gaucher depuis 1871 et président de la Commission départementale. C'est un républicain de la veille. Il disait, en 1871, dans la

profession de foi qu'il avait rédigée en vue des élections au Conseil général : « Les républicains deviennent maintenant les véritables conservateurs dans le sens élevé du mot. » M. Plessier a passé sa vie dans l'arrondissement de Coulommiers. Il est président de la Société de secours mutuels de La Ferté-Gaucher. Il siège à gauche.

PLICHON (CHARLES-IGNACE), élu, le 20 février 1876, député du *Nord*, pour la deuxième circonscription d'Hazebrouck, par 8.563 voix, est né à Bailleul, le 28 juin 1814. Ancien député guizotin sous Louis-Philippe, et député bonapartiste sous l'Empire, en 1857, 1863 et 1869, M. Plichon se fit remarquer au Corps législatif par l'ardeur de ses doctrines protectionnistes.

Elu député au 8 février 1871 M. Plichon prit place à la droite monarchique et cléricale dont il fait encore partie à l'Assemblée actuelle. Il est conseiller général du Nord.

POMPÉRY (THÉOPHILE DE), élu, le 20 février 1876, député du *Finistère*, pour la première circonscription de l'arrondissement de Châteaudun, par 5.698 voix, est membre du Conseil général. Il a fait partie de l'Assemblée nationale où il siégeait avec la gauche républicaine. Sa profession de foi aux électeurs a continué l'exposition des principes démocratiques d'une vie entière consacrée au service de la République. Il siège à gauche.

PONLEVOY (PAUL-FROGIER DE), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député des *Vosges* pour l'arrondissement de Neufchâteau, par 8.354 voix, est un chef de bataillon du génie en retraite, membre du Conseil général. Il a dit dans sa circulaire : « La Constitution votée le 25 février dernier a donné à la République la consécration légale qui lui manquait. Les pouvoirs qu'elle a établis ont droit au respect de

tous les bons citoyens... Je n'admettrais la révision que dans un sens républicain; car, à mes yeux, réviser c'est améliorer et non renverser. »

M. de Ponlevoy fut élu au second tour de scrutin grâce au désistement de M. Contaut. Il siège à gauche.

PONSARD, élu le 20 février 1876, député de la *Marne*, pour l'arrondissement de Châlons, par 6.440 voix, contre 5.865 données à M. Faure, candidat républicain, est membre du Conseil général et de la Commission départementale, président du Comice agricole et maire d'Omey. Agriculteur et grand propriétaire, M. Ponsard a fait surtout une profession de foi qu'on pourrait appeler agricole; sa politique est vague. « Une Constitution vient d'être votée, a-t-il dit. Nous jouissons de l'ordre, de la paix, de la tranquillité : conservons ces biens précieux. Alors que tous nous crient déjà : « Il faut penser à la révision, » permettez-moi de vous dire : Pas de révision... Acceptons la Constitution, c'est la loi du pays. Soutenons-la, pénétrons-nous de son esprit; rallions-nous tous autour d'elle, et formons un grand parti national, constitutionnel, libéral, uni sous le drapeau de la France. Ses plis sont assez larges pour abriter tous les hommes de dévouement et de bonne volonté. » Il appartient au groupe constitutionnel.

POUJADE, élu, le 20 février 1876, député de *Vauchuse*, pour l'arrondissement de Carpentras, par 7.231 voix, est un docteur en médecine, président du Conseil général, qui a été préfet du département au 4 Septembre. M. Poujade s'est dit dans sa circulaire « républicain sans épithète. » Il siège à gauche.

PRAX-PARIS (ADRIEN), élu, le 20 février 1876, député de *Tarn-et-Garonne*, pour la première et pour la deuxième circonscription de Mon-

tauban, est né à Montauban en 1831. Il fut élu au Corps législatif en 1869 comme candidat officiel. A la dernière Assemblée, dont il avait été nommé membre le 8 février 1871, M. Prax-Paris vota avec le groupe dit de « l'Appel au peuple. » M. Prax-Paris s'est depuis longtemps fait remarquer par son lyrisme bonapartiste. Après la mort de Napoléon III, il écrivait au fils du défunt : « Songez à la France et vouez-lui votre cœur et votre bras. Elle vous aime, espère et attend. » M. Prax-Paris a été maire de Montauban, de 1860 à 1870. Il fait actuellement partie du Conseil général de Tarn-et-Garonne. Il siège dans les rangs des bonapartistes.

PROUST (ANTONIN), élu, le 20 février 1876, député des *Deux-Sèvres*, pour la première circonscription de Niort, par 7.529 voix, est né à Niort, le 15 mars 1832. M. Antonin Proust est un des publicistes les plus distingués du parti républicain. Il a collaboré au *Courrier du Dimanche*, au *Mémorial des Deux-Sèvres*, a fondé la *Semaine Universelle*, les *Archives de l'Ouest*, etc. Il combattit énergiquement l'Empire, fit une ardente campagne contre le ministère Ollivier et contre le plébiscite, et devint secrétaire de M. Gambetta, nommé ministre de l'intérieur après le 4 Septembre. M. Antonin Proust resta à Paris pendant le siège et fut chargé en qualité de délégué du ministère de l'intérieur de l'administration des populations réfugiées dans Paris. Il donna sa démission après la capitulation et fut l'un des fondateurs du journal la *République française* où il traite avec beaucoup de talent les questions de politique extérieure.

M. A. Proust est conseiller général du département des Deux-Sèvres, pour le canton de Niort. Il siège à la gauche républicaine. C'est un des nouveaux députés sur lesquels le parti républicain fonde le plus d'espérances.

RAMEAU (CHARLES-VICTOR-CHEVREY), élu, le 20 février, député de *Seine-et-Oise*, pour la troisième circonscription de Versailles, par 6.215 voix, est avoué à Versailles depuis 1834. Conseiller municipal sous l'Empire, il fut nommé maire le 4 Septembre 1870, et montra, pendant l'occupation prussienne, une énergie et un courage civique qui le signalèrent à la reconnaissance de ses concitoyens. Il fut élu député le 8 février 1871 et eut l'honneur d'être révoqué de ses fonctions de maire par M. de Broglie, le 24 février 1874.

Nous extrayons ce passage de la circulaire de M. Rameau : « C'est parmi les républicains soumis aux lois et respectueux des pouvoirs constitués que je me placerais toujours si vous renouvellez mon mandat. Je n'aurais plus à lutter pour l'établissement de la République, qui est le gouvernement légal du pays, mais pour son pacifique développement. » Il siège à gauche et est vice-président de l'Assemblée.

RASPAIL (FRANÇOIS-VINCENT), élu, le 5 mars 1876, député des *Bouches-du-Rhône*, pour la deuxième circonscription de Marseille, par 5.446 voix, est né à Carpentras (Vaucluse), le 29 janvier 1794. Elevé par un prêtre très-instruit, M. l'abbé Eysseric, il termina son éducation au séminaire d'Avignon où il fit, dès 1811, un cours de philosophie et en 1812, un cours de théologie. Persécuté à cause de ses opinions républicaines, il vint à Paris où, de 1824 à 1830, il se livra à de savantes recherches sur la botanique, la zoologie, la paléontologie, la médecine légale, la chimie et l'anatomie, recherches dont les résultats sont consignés dans les recueils scientifiques de l'époque. Combattant de 1830, blessé à l'attaque de la caserne Babylone, il eut en 1834 une série de procès politiques qui lui valurent six ou sept ans de prison.

Pendant le cours de sa captivité il écrivit une série de livres scientifiques très-remarquables pour la plupart. En 1840, M. F.-V. Raspail intervint avec éclat dans le célèbre procès de M^{me} Lafarge, accusée d'avoir empoisonné son mari par l'arsenic, et prétendit « qu'on trouverait de l'arsenic jusque dans le bois du fauteuil du président. » C'est vers 1843 que M. Raspail émit ses idées sur le camphre dont il fit une sorte de panacée universelle.

Le 24 février 1848, François-Vincent Raspail prit le premier possession de l'Hôtel de Ville où il proclama la République avant même que n'arrivassent les membres du Gouvernement provisoire. Ayant refusé toutes les places qu'on lui offrit, il fonda l'*Ami du peuple*. Détenu provisoirement au donjon de Vincennes jusqu'en mars 1849 à la suite des affaires du 15 mai, il fut condamné par la haute cour de justice de Bourges à cinq ans de prison et subit sa peine à la maison d'arrêt de Doullens. Mis en liberté en 1852, M. Raspail père se retira en Belgique et reprit ses travaux scientifiques. Elu en mai 1869, dans deux arrondissements de Paris et dans le Rhône, comme irréconciliable, il siégea à côté de Rochefort. Condamné à un an de prison en 1875 pour certains passages politiques de son *Almanach de la santé*; élu le 20 février comme candidat radical dans les Bouches-du-Rhône, il a présidé, en qualité de doyen d'âge, la première séance de la Chambre des députés et a prononcé à cette occasion un discours très-élevé, dans lequel il a glorifié le travail, dont il est lui-même une des personnifications les plus honorables.

M. Raspail père a déposé sur le bureau de la Chambre la proposition d'amnistie pleine et entière pour les condamnés de la Commune. Il siége à l'extrême gauche.

RASPAIL (BENJAMIN), élu, le 20 février 1876,

député de la *Seine*, pour la première circonscription de Sceaux, par 7.974 voix, est né le 16 août 1823. M. B. Raspail a représenté le département du Rhône à l'Assemblée législative, où il vota avec le parti socialiste. M. Benjamin Raspail a collaboré aux publications de son père, F.-V. Raspail, dont il partage complètement les opinions politiques. Il resta avec lui pendant douze ans en exil, après le coup d'Etat. Il fut élu en 1873 membre du Conseil général de la Seine, pour le canton de Villejuif.

Dans sa profession de foi, il s'est recommandé du nom de son père, et a réclamé l'amnistie, l'abolition de la peine de mort, la suppression de l'état de siège, la fin du fonctionnement des conseils de guerre, la rentrée des pouvoirs publics à Paris, l'instruction primaire gratuite, obligatoire et laïque, l'élection des maires par les conseillers municipaux, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, etc., etc. Il siège à l'extrême gauche.

RATIER, élu, le 20 février 1876, député du *Morbihan*, pour la première circonscription de l'arrondissement de Lorient, par 7.318 voix, contre un candidat bonapartiste et un candidat clérical, est membre du Conseil général. Républicain éprouvé, ancien proscrit de Décembre, M. Ratier a rempli pendant la guerre les fonctions de préfet du Morbihan et a conquis dans le pays une grande popularité. Il siège à gauche.

RAULINE (GUSTAVE), élu, le 20 février 1876, député de la *Manche*, pour l'arrondissement de Saint-Lô, par 9.382 voix contre 7.373 données à M. Lenoël, député républicain sortant, est membre du Conseil général, vice-président de la Société d'agriculture et maire de Saint-Lô, nommé au 24 mai par M. de Broglie, après la destitution de M. Lenoël. Il a dit dans sa profession de foi : « Si, par une circonstance légale que nous pouvons à

peine prévoir pendant la prochaine législature, la question de la révision venait à être posée, je demanderais que la nation librement consultée déclarât sous quel gouvernement elle veut vivre et, quel qu'il fût, je saurais m'incliner avec respect devant son verdict. » Il siège à la droite bonapartiste.

RAYNAUD, élu, le 20 février 1876, député de la *Dordogne*, pour la deuxième circonscription de Périgueux, par 7.910 voix, est un avocat, conseiller général et ancien adjoint à la mairie de Périgueux. Il a fait une circulaire bonapartiste et siège au groupe de l'Appel au peuple.

REILLE (RENÉ, baron), élu, le 20 février 1876, député du *Tarn*, pour la deuxième circonscription de Castres, par 11.050 voix, est fils du maréchal Reille, petit-fils de Masséna et petit-fils par alliance de Soult, duc de Dalmatie. Nommé en 1869 député du Tarn contre le candidat officiel, M. le baron Reille signa l'interpellation des 116. Capitaine d'état-major, il a été aide de camp des maréchaux Randon et Vaillant. Pendant le siège de Paris, le baron Reille commanda les mobiles du Tarn. Il est actuellement colonel du 128^e régiment de l'armée territoriale et conseiller général. Il a organisé en 1875, à Paris, l'*exposition internationale des sciences géographiques*. Le baron Reille a dit, dans sa circulaire : « A l'époque de la révision, si j'étais appelé à me prononcer sur la forme du gouvernement, je ne consulterais que les inspirations de ma conscience et l'intérêt de mon pays. » Il siège à la droite bonapartiste.

RÉMUSAT (PAUL-LOUIS-ETIENNE DE), élu, le 20 février 1876, député de la *Haute-Garonne*, pour l'arrondissement de Muret, par 11.521 voix, est né en 1831. Fils de M. Charles de Rémusat, an-

cien ministre et député décédé le 6 juin 1874, M. Paul de Rémusat a débuté dans la littérature par des travaux que publièrent les *Débats* et la *Revue des Deux-Mondes*. Après avoir échoué comme candidat de l'opposition aux élections de 1869, il fut nommé, au 8 février, député de la Haute-Garonne à l'Assemblée nationale, où il siégea au centre gauche, groupe dont il fait encore partie à la Chambre actuelle.

RENARD (Léon), élu, le 20 février 1876, député du Nord, pour la 2^e circonscription de Valenciennes, a obtenu 9.199 voix contre M. Girard, républicain. M. Renard est ingénieur civil et dirige une importante verrerie ; il est le beau-frère de M. Levert, l'ancien préfet de l'Empire dont il partage les opinions. Il a dit dans sa circulaire : « Vous me trouverez toujours le défenseur inébranlable des grands principes d'ordre social, sans lesquels il ne peut y avoir ni sécurité, ni travail. » Il fait partie du groupe bonapartiste.

RENAULT (Léon), élu, le 20 février 1876, député de Seine-et-Oise, pour l'arrondissement de Corbeil par 6.215 voix, est né à Maisons-Alfort en 1836. Avocat sous l'Empire, M. Renault entra comme secrétaire général à la préfecture de police sous M. Cresson, en novembre 1870. Préfet du Loiret sous M. Thiers, il succéda à M. le général Valentin comme préfet de police à la fin de 1871 et conserva ses fonctions après la chute de M. Thiers. Il dévoila les agissements du parti bonapartiste en 1875 et provoqua une enquête qui fut le point de départ du rapport Savary.

En février 1876, M. Renault posa sa candidature républicaine dans l'arrondissement de Corbeil et fut appuyé par M. Valentin, sénateur du Rhône. Cette attitude irrita M. Buffet qui fit naître un conflit à la suite duquel M. Renault donna

sa démission de préfet de police. Dans sa circulaire et dans les discours qu'il a prononcés, M. Léon Renault s'est montré sincèrement rallié aux idées républicaines. Il est inscrit au centre gauche.

RENAULT MORLIÈRE (AMÉDÉE), élu, au second tour du scrutin, le 5 mars 1876, député de la *Mayenne*, pour la première circonscription de l'arrondissement de Mayenne, par 9.678 voix, est un avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, conseiller général. Homme jeune et d'avenir, orateur estimé au palais, il a dit dans sa profession de foi : « La République m'apparaît aujourd'hui comme le seul port où puisse s'abriter la fortune de la France... A égale distance de tous les partis extrêmes, j'estime que la modération du caractère n'exclut ni la sincérité, ni la fermeté des convictions. » Il siège à gauche.

RENDU (EUGÈNE), élu, le 5 mars 1876, député de *Seine-et-Oise*, pour la première circonscription de Pontoise, par 6.645 voix, est un inspecteur d'Académie auteur d'ouvrages sur l'enseignement, bonapartiste avéré sous l'Empire. Il a dit dans sa circulaire : « Je ne désavoue rien d'un passé qui vous est connu ; plutôt que de consentir à ce qui serait une faiblesse, je ne dis pas une lâcheté, je renoncerais sans hésiter à toute chance de succès. » M. Rendu s'est déclaré décidé à appuyer la Constitution tant qu'elle ferait le bien du pays, mais il n'a pas pris d'engagement en ce qui concerne la République définitive. Il est conseiller général de *Seine-et-Oise*. M. Rendu se défend aujourd'hui d'appartenir au groupe de l'Appel au Peuple.

REYMOND (FERDINAND), élu le 20 février 1876, député de l'*Isère*, pour la première circonscription de l'arrondissement de la Tour-du-Pin,

par 10.980 voix, a fait partie de l'Assemblée nationale où il a toujours siégé et voté avec la gauche républicaine. Avocat, ancien préfet de Grenoble en 1848, membre en 1849 de l'Assemblée législative où il vota avec la gauche, M. Reymond a un long passé républicain qui répond de son attitude pour l'avenir.

REYMOND (FRANCISQUE), élu, le 20 février 1876, député de la *Loire* pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Montbrison, par 7.955 voix contre 3.851 données à M. de Poncins, candidat conservateur, est un ingénieur civil né dans le département où il fait partie du Conseil général. M. Reymond était membre de l'Assemblée nationale où il a constamment voté avec la gauche républicaine : « La question politique étant résolue, a-t-il dit dans sa profession de foi, les préoccupations des nouvelles Assemblées devront se porter sur les finances. Nul ne peut faire que l'effroyable dette léguée par l'Empire n'existe et ne doive être acquittée. Mais, dans l'état de nos budgets, il n'y a de dépenses légitimes que celles qui sont indispensables : j'ai nommé les écoles, les voies de transport, la défense du territoire, ce qui élève, ce qui enrichit, ce qui maintient une nation. » Il siège à gauche.

RICHARME (PETRUS), élu, le 20 février 1876, député de la *Loire*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Saint-Etienne par 9.982 voix contre 4.184 données au candidat conservateur, est membre du Conseil général de la Loire, grand industriel, maître de forges et ancien maire de Rive-de-Gier, destitué au 24 mai. Soutenu par les comités républicains, M. Richarme a fait des déclarations franchement démocratiques conformes à son passé politique. Il siège à gauche.

RICOT, élu, le 20 février 1876, député de la *Haute-Saône*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Lure, par 7.436 voix contre 6.287 données au Dr Michel, candidat républicain, siégeait à l'Assemblée nationale, où son attitude politique a été fort douteuse. Inscrit au centre droit, il soutint d'abord la politique de M. Thiers, puis l'abandonna, et enfin se rallia après coup à la Constitution du 25 février. M. Ricot est né en 1822. Ingénieur et maître de forges, établi à Vauvilliers, vice-président du Conseil général de la Haute-Saône, M. Ricot s'est présenté comme candidat conservateur, constitutionnel et vaguement libéral. Il siége à droite.

RIONDEL (LOUIS-LUBIN), élu, le 20 février 1876, député de l'*Isère*, pour l'arrondissement de Saint-Marcellin, par 14.131 voix, sans qu'un seul concurrent réactionnaire ait osé lutter contre lui, faisait partie de l'Assemblée nationale où il a toujours voté avec la gauche républicaine. Avocat et maire de Saint-Marcellin, ancien député de l'opposition démocratique sous l'Empire, de 1867 à 1870, il a rappelé dans sa profession de foi ses votes et ses actes et a déclaré qu'au cas où une proposition de révision serait formulée « il ne l'accepterait que si elle tendait à une amélioration, à un perfectionnement, et la repousserait si elle menaçait l'existence de notre édifice constitutionnel. » Il siége à gauche.

RIOTTEAU (EMILE), élu, le 20 février 1876, député de la *Manche*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement d'Avranches, par 6.315 voix contre 4.231 données au candidat bonapartiste, est un riche armateur, juge au tribunal de commerce et membre de la Chambre de commerce. Dans sa profession de foi il s'est déclaré convaincu que « la République entourée, comme elle l'est, des garanties conservatrices

nées saires à la religion, à la famille et à la propriété, peut seule nous amener le calme et la paix sans lesquels notre pays ne saurait se relever par le travail et reprendre sa marche vers le progrès... Si dans le cours de la prochaine législature on venait à soumettre la Constitution à la clause de révision, je voterais les propositions qui auraient pour but de la perfectionner, mais non celles qui tendraient à la renverser. » Il siège au centre gauche.

ROBERT DE MASSY (PAUL-ALEXANDRE), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député du *Loiret*, pour la première circonscription de l'arrondissement d'Orléans, par 7.904 voix, a fait partie de l'Assemblée nationale, où il siégeait au centre gauche. Avocat et ancien bâtonnier du barreau d'Orléans, il faisait partie sous l'Empire de l'opposition libérale. En 1876, il a dit nettement à ses électeurs, dans sa profession de foi : « J'ai pris une part active à la fondation de la République. Je veux qu'elle dure et qu'elle prospère. Je veux que le gouvernement du loyal soldat auquel ses destinées sont confiées, s'impose à tous les partis et soit partout obéi. Je veux qu'après lui le gouvernement de la République ne passe pas dans les mains suspectes des ambitieux ou des prétendants, que ces prétendants viennent de la branche aînée, de la famille d'Orléans ou de la dynastie impériale. » Il siège au centre gauche.

ROCHETTE (ANTOINE DE LA), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de la *Loire-Inférieure*, pour l'arrondissement de Saint-Nazaire (deuxième circonscription), par 7.617 voix, après un premier tour où le candidat républicain et le candidat constitutionnel avaient réuni ensemble 6.275 suffrages, est le fils aîné de l'ancien député légitimiste, mort récemment sé-

nateur inamovible. Légitimiste par tradition de famille, M. Antoine de la Rochette a passé huit années dans les zouaves pontificaux où il devint officier ; chef d'un bataillon de mobilisés, il fit son devoir pendant la guerre de 1870. Etabli aujourd'hui dans ses propriétés de la Loire-Inférieure, il s'est présenté aux électeurs comme monarchiste et clérical. Il siège à l'extrême droite.

ROGER-MARVAISE (THÉOPH. LE-RENÉ), élu, le 20 février 1876, député d'*Ille-et-Vilaine*. pour la première circonscription de Rennes, par 8.663 voix, est né en 1831. Avocat à la Cour de cassation, M. Roger-Marvaise fut envoyé, au 2 juillet 1871, à l'Assemblée nationale par les électeurs d'*Ille-et-Vilaine*. Il a dit dans sa profession de février 1876 : « Tous mes efforts ont constamment tendu, pendant ces cinq dernières années, à fonder en France le gouvernement du pays par le pays, c'est-à-dire un gouvernement de conciliation et d'apaisement. Tous mes efforts tendront dans l'avenir à consolider et à améliorer nos institutions républicaines existantes. »

Il siège à gauche.

ROISSARD DU BELLEY (EUGÈNE, baron), élu, le 20 février 1876, député des *Alpes-Maritimes*, pour la deuxième circonscription de Nice, par 4.861 voix, est un riche propriétaire que l'on croyait partisan de l'Appel au peuple, mais qui a fait à l'époque de son élection une profession de foi républicaine très-nette : « Les lois constitutionnelles votées par l'Assemblée ont fondé en France, écrivit-il, le gouvernement de la République. J'y adhère sans arrière-pensée et sans restriction. » Il appartient au groupe constitutionnel.

ROLLET (EUGÈNE), élu, au second tour de scru-

tin, le 30 avril 1876, député du *Cher*, pour la deuxième circonscription de Saint-Amand, par 6.694 voix, est un ancien conseiller général, sous-préfet de Saint-Amand sous le gouvernement de la Défense nationale. M. Roilet est un homme de principe, qui a lutté courageusement contre le coup d'État, dignement supporté l'exil et consacré sa vie entière à la défense et à la vulgarisation de l'idée républicaine. Il a dit dans sa circulaire : « Dès 1848, j'étais républicain : c'est de cette époque que date mon entrée dans la vie politique. Mes opinions sont aujourd'hui ce qu'elles étaient alors. Mon passé répond donc de l'avenir. Je veux la République, c'est-à-dire le gouvernement de la nation par la nation elle-même. » M. Rollet a été élu au second tour grâce au désistement de M. Dindeau, candidat républicain, contre M. de Saint-Sauveur, légitimiste. Il appartient à la gauche.

ROQUES (CAMILLE), élu, le 5 mars 1876, député de l'*Aveyron*, pour la deuxième circonscription de Rodez par 7.750 voix, grâce au désistement de M. Pradié, l'ancien député, est conseiller général de l'Aveyron. Il a été, sous l'Empire, secrétaire général de ce département.

M. Camille Roques est un bonapartiste qui, en attendant ce retour de l'Empire qu'ont prédit les prophètes du parti, se contente d'être anti-républicain.

ROTOURS (ALEXANDRE-ANTOINE DES), élu, le 20 février 1876, député du *Nord* pour la quatrième circonscription de Lille, par 13.897 voix, est né en 1834. M. des Rotours est raffineur; en 1868 il succéda à son père comme candidat officiel, et en 1869 l'emporta sur M. Thiers. Il fut élu député au 8 février 1871 et fit partie du groupe de l'Appel au peuple. Il est protectionniste. M. des Rotours siège parmi les bonapartistes.

ROUGÉ (OSCAR), élu, le 5 mars 1876, député de l'*Aude*, pour l'arrondissement de Limoux, par 7.798 voix est conseiller général de l'Aude. Il a dit dans sa profession de foi : « La République répond aux aspirations de toute ma vie et me trouvera son défenseur infatigable. » M. Rougé partage les idées de l'extrême gauche.

ROUDIER, élu, le 20 février 1876, député de la *Gironde*, pour la première circonscription de Libourne, par 7.243 voix, est un grand propriétaire foncier du département ; il appartient de vieille date à l'opinion républicaine. Conseiller général et membre de la Commission départementale, M. Roudier fut envoyé, le 29 mars 1874, par les électeurs de la Gironde à l'Assemblée nationale, où il a voté avec l'extrême gauche transigeante. Il s'est prononcé *pour* les lois constitutionnelles. Il siège à gauche.

ROUHER (EUGÈNE), élu, le 20 février 1876, député du *Puy-de-Dôme*, pour l'arrondissement de Riom, par 7.608 voix, et, au scrutin de ballottage du 5 mars, député de la Corse, pour l'arrondissement d'Ajaccio et pour celui de Bastia, a opté pour la Corse (Bastia). Il est né à Riom le 30 novembre 1814. Après avoir fait son droit, il débuta dans la politique, sous le patronage du ministère Guizot, aux élections de 1846, où il échoua, puis se porta, en 1848, comme candidat républicain, disant qu'il se dévouerait avec énergie aux idées nouvelles qui seules pouvaient « faire le bonheur de la France. » Il terminait sa profession de foi par ce mot, qui, depuis, a fait son chemin : *Tout pour le peuple et par le peuple*. A peine nommé, il montra pour la République la haine la plus vive. A la Législative, où il fut réélu, il soutint d'abord le général Cavaignac, puis Louis Bonaparte, dont il devint l'un des ministres. Ministre de la justice après le 2^e Décembre, M. Eugène Rouher

fut nommé ministre du commerce en 1855, ministre d'Etat à la mort de M. Billault, et jouit d'une influence prépondérante de 1863 à 1870. C'est à cette dernière époque qu'on put vraiment lui appliquer la qualification de vice-empereur. Les *jamais* de M. Rouher sont restés légendaires. « *Jamais*, disait-il à la tribune du Corps législatif, *jamais* la France ne permettra à l'Italie de penser qu'elle puisse s'emparer de Rome, *jamais*. » — « *Jamais* la France ne permettra l'absorption de la Confédération germanique par la Prusse, etc... » Mots malheureux et imprudents que l'événement est venu cruellement démentir. Après le sénatus-consulte de 1869, M. Rouher, remplacé par M. Emile Ollivier, resta néanmoins le véritable avocat de la couronne. On sait quel rôle il a joué le 16 juillet 1870, et on n'a pas oublié cette phrase de l'Adresse du Sénat, lue par M. Rouher : « *Grâce à vos soins, la France est prête, Sire.* » Au 4 Septembre, le Sénat disparaissant, M. Rouher quitta la France, y revint un moment pendant la Commune, fut arrêté à Boulogne, remis en liberté, et passa en Belgique. Nommé, le 11 février 1872, député de la Corse, il eut à lutter à l'Assemblée, dans la question des marchés de l'Empire, contre l'éloquence jacerbe et hautaine de M. d'Audiffret-Pasquier. Lors de la discussion de l'élection de la Nièvre, M. Rouher donna à la tribune sa parole d'honneur qu'il n'existait pas de comité central bonapartiste rayonnant sur toute la France. Or, le rapport Savary et la déposition de M. Léon Renault prouvèrent que le comité existait et qu'il avait précisément à sa tête M. Rouher. C'est pourquoi *la parole d'honneur de M. Rouher* restera aussi légendaire que ses *jamais*.

En Corse, lors de l'élection de février 1876. M. Rouher eut à lutter contre le prince Napoléon-Jérôme qui se porta contre lui dans l'arrondissement d'Ajaccio; il fut soutenu par le fils de

l'ex-empereur qui écrivit une lettre dans laquelle il déclarait que le prince Napoléon ne représentait pas la politique en honneur à Chislehurst. M. Rouher est le chef du parti bonapartiste. Son élection à Ajaccio a été invalidée par l'Assemblée.

ROUSSEL (THÉOPHILE), élu, le 20 février 1876, député de la *Lozère*, pour l'arrondissement de Florac, par 5.880 voix, est né à Saint-Chely, le 27 juillet 1816. M. Roussel est docteur en médecine et auteur de nombreux et remarquables travaux dont plusieurs ont été couronnés par l'Académie des sciences ou par l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Elu à l'Assemblée législative de 1849, il siégea parmi les républicains modérés et s'occupa de la question des logements insalubres. Envoyé le 8 février 1871, par les électeurs de la Lozère, à l'Assemblée de Bordeaux, M. le docteur Roussel s'inscrivit au centre gauche et à la gauche. Il est président du Conseil général de la Lozère. A la Chambre des députés, il siége sur les bancs de la gauche.

ROUVEURE (MARCELIN), élu, le 20 février 1876, député de l'*Ardèche*, pour la deuxième circonscription de Tournon, par 7.972 voix, est né le 27 avril 1807. D'abord ouvrier mégissier, M. Rouveure devint, grâce à son travail, un des premiers industriels d'Annonay, sa ville natale. Élu comme républicain à la Constituante de 1848, il vota souvent avec la droite, comme il fit plus tard, d'ailleurs, à l'Assemblée de Versailles, dont il avait été nommé membre le 8 février 1871. La cause de ces variations réside dans les idées cléricales de M. Rouveure, qui ne sait point, comme M. Arnaud (de l'Ariège), par exemple, laisser la religion dans ces régions élevées et sereines où n'arrivent pas le bruit des partis et les cris haineux des intérêts humains.

M. Rouveure siège au centre gauche.

ROUVIER (MAURICE), élu, le 20 février 1876, député des *Bouches-du-Rhône*, pour la troisième circonscription de Marseille, par 8.503 voix, est né en 1837. Avocat, il combattit énergiquement l'Empire dans divers journaux démocratiques, fut nommé, au 4 Septembre, secrétaire général de la préfecture de Marseille. Les électeurs des Bouches-du-Rhône l'ayant envoyé siéger, au 2 juillet 1871, sur les bancs de l'Assemblée nationale, M. Rouvier protesta énergiquement à la tribune et dans la presse contre l'exécution de Gaston Crémieux à Marseille et contre certaines décisions de la Commission des grâces, ce qui faillit entraîner contre lui des poursuites judiciaires.

M. Rouvier fut un député laborieux, assidu aux séances de la Chambre, et qui a pris part à la discussion d'un grand nombre de questions d'affaires. Rapporteur de la loi sur la réforme judiciaire en Égypte, il a lutté avec une rare énergie et un véritable talent pour la protection des intérêts français en Orient. Dans sa profession de foi du mois de février 1876, M. Rouvier a résumé d'un mot son programme : « Je voudrais, a-t-il dit, poursuivre l'alliance de la démocratie et des affaires. »

Il siège à l'extrême gauche.

ROUVRE, élu, le 5 mars 1876, député de l'*Aube*, pour l'arrondissement de Bar-sur-Seine, par 7.129 voix contre 6.513 données à M. de Maupas, l'ancien préfet de police au 2 Décembre 1851, est médecin et maire à Chaource. C'est un homme dévoué et modeste dont la réputation de charité est depuis longtemps établie dans tout l'arrondissement de Bar-sur-Seine. Voici en quels termes les trois sénateurs républicains de l'Aube, MM. Casimir Périer, Gayot et

Masson de Morfontaine recommandaient aux électeurs la candidature de M. le docteur Rouvre : « Ce n'est point à nous de faire l'éloge de M. Rouvre, quoique nous le connaissions, l'aimions et l'estimions. Sa longue vie d'honneur, de fidélité à des opinions aussi fermes que modérées, les services qu'il a rendus comme magistrat municipal, ceux qu'il a prodigués dans l'exercice infatigable et noblement désintéressé de sa profession sont des titres qui n'ont pas besoin d'être rappelés à ses concitoyens. » M. Rouvre siège à gauche.

ROUX (HONORÉ), élu, le 20 février 1876, député du *Puy-de-Dôme*, pour la deuxième circonscription de Riom, par 8.056 suffrages contre 2.483 donnés à M. Eugène Tallon, député sortant, monarchiste, est né en 1816. Avocat général de la République en 1848, M. Roux donna sa démission au coup d'Etat et se fit inscrire au barreau de Riom. Envoyé le 8 février 1871 à l'Assemblée de Bordeaux par les électeurs du Puy-de-Dôme, il vota avec la gauche. M. Roux est conseiller général du Puy-de-Dôme ; il est très-aimé des populations du département, qui l'ont toujours trouvé disposé à servir leurs intérêts. C'est un républicain éprouvé.

Il siège à gauche.

ROY DE LOULAY (LOUIS), élu, le 20 février 1876, député de la *Charente-Inférieure*, par 12.533 voix contre M. Larade, républicain, est né en 1850. C'est le fils du sénateur bonapartiste de la Charente-Inférieure. Les journaux qui ont soutenu sa candidature ont ainsi résumé le programme de M. Roy de Loulay fils : « Révision légale de la Constitution par un appel au peuple. » Il siège parmi les bonapartistes.

RUBILLARD (A.), élu, le 20 février 1876, dé-

puté de la *Sarthe*, pour la première circonscription du Mans, par 11.460 voix, est géomètre. Conseiller général de la *Sarthe*, maire du Mans après le 4 Septembre, dans des circonstances périlleuses et difficiles au milieu desquelles il sut se montrer digne de la confiance que lui témoignaient ses concitoyens, il fut révoqué après le 24 mai par le gouvernement de combat. M. Rubillard a formulé ainsi son programme (février 1876) : « Dévouement sans bornes aux intérêts publics, patriotisme sans limites, fermeté inébranlable dans mes convictions républicaines, amour du peuple, horreur de l'arbitraire. »

Il siège à gauche.

SAINT-MARTIN (A. DE), élu, le 20 février 1876, député de l'*Indre*, pour l'arrondissement de La Châtre, par 7.360 voix contre 3.341 données à un autre candidat monarchiste, M. Pissavy, est conseiller général et membre de la commission départementale de l'*Indre*. Il a dit dans sa circulaire qu'il avait « vivement regretté la chute de l'Empire » et qu'il espérait voir la France se prononcer pour ce gouvernement à l'époque de la révision. M. de Saint-Martin siège à la droite bonapartiste.

SAINT-PAUL (BARON DE), élu, le 20 février 1876, député de l'*Ariège* pour l'arrondissement de Saint-Girons, par 9.543 voix, est l'ancien préfet bonapartiste du Nord, l'ancien directeur au ministère de l'intérieur, l'ancien sénateur impérial. Aux élections sénatoriales, M. de Saint-Paul échoua, malgré l'appui on ne peut moins di-simulé de la préfecture. Le préfet de l'*Ariège* alla jusqu'à suspendre de ses fonctions le sous-préfet de Saint-Girons, M. de Montazet, qui s'était montré hostile à la candidature de l'ancien sénateur. M. de Saint-Paul est considéré

comme le type du fonctionnaire à poigne. Il fait partie du groupe bonapartiste.

SALLARD (EDMOND), élu, le 5 mars 1876, député de *Seine-et-Marne*, pour l'arrondissement de Provins, par 8.020 voix, représente depuis 1871 le canton de Provins au Conseil général. M. Sallard est un avocat de talent. En 1858, l'Académie française lui a décerné le prix Gobert pour un ouvrage intitulé : *Histoire des quinze dernières années du règne de Louis XIV*. M. Sallard est un républicain convaincu, un républicain de la veille. Il siège à gauche.

SALOMON (HENRI), élu, le 20 février 1876, député de la *Vienne*, pour la première circonscription de Poitiers, par 3.992 voix, est avoué à la Cour d'appel et conseiller d'arrondissement. Il avait pour concurrent le trop illustre M. Ernoul, candidat de toutes les réactions. La circulaire que M. Salomon a adressée à ses électeurs est complètement républicaine : « Si l'illustre maréchal de Mac-Mahon croyait devoir proposer une révision de la Constitution, je ne voterais que les mesures destinées à consolider la République en perfectionnant ses institutions. En dehors de ce cas, les lois constitutionnelles n'admettant pas la prochaine Assemblée à l'initiative d'une révision, sa mission peut se résumer en un seul mot : conserver. » Il siège à gauche.

SANSAS (PIERRE), élu, le 5 mars 1876, député de la *Gironde*, pour la deuxième circonscription de Bordeaux, par 7.745 voix, est né en 1804. Avocat, adjoint au maire de Bordeaux en 1848, il fut poursuivi, arrêté et expulsé de France comme républicain par les auteurs du crime de Décembre. Rentré en France en 1856, il fut en 1858 déporté en Algérie pour avoir attaqué la célèbre loi dite *de sûreté générale*. Envoyé le 2 juil-

let 1871 à l'Assemblée nationale par les électeurs de la Gironde, M. Sansas vota avec la gauche républicaine. Il siège à gauche.

SARLANDE (ALBERT), élu, au scrutin de ballottage du 5 mars 1876, député de la *Dordogne*, pour l'arrondissement de Nontron, par 10.341 voix, est né en 1848. Maire de Cantillac, licencié en droit, il est le fils de l'ancien maire d'Alger sous l'Empire. M. Sarlande fils a publié, à la veille du scrutin, une circulaire dans laquelle il évoquait le spectre rouge : « Homme d'ordre et de gouvernement *avant tout*, disait-il, je fais un énergique appel à tous les bons citoyens. Les circonstances sont redoutables ; le péril social est immense. La démagogie se croit déjà maîtresse de l'avenir et ose réclamer l'amnistie pour les bandits de la Commune, etc. » Il siège avec le groupe bonapartiste.

SARRETTE (HENRI), élu, le 20 février 1876, député de *Lot-et-Garonne*, pour l'arrondissement de Villeneuve-sur-Lot, par 14.119 voix, est né en 1822. Envoyé au 8 février 1871 à l'Assemblée nationale, par les électeurs de Lot-et-Garonne, M. Sarrette siégea assez obscurément parmi les députés de l'Appel au peuple. Il n'a guère pris la parole que dans la discussion de la loi sur le service militaire. Pendant la guerre, M. Sarrette s'est enrôlé comme simple soldat dans un bataillon de mobiles où servait son fils. M. Sarrette est conseiller général de Lot-et-Garonne. A la Chambre des députés, il siège à la droite bonapartiste.

SARRIEN (F.), élu, le 20 février 1876, député de *Saône-et-Loire*, pour la deuxième circonscription de Charolles, par 7.913 suffrages, est conseiller général depuis 1871 et ancien maire républicain de Bourbon-Lancy. Il avait pour concur-

rent, le 20 février 1876, M. Albert Huet, ancien député bonapartiste, qui, dans sa profession de foi, se disait « ENTHOUSIASTE de l'autorité. » L'autorité, à cette époque, était représentée par M. Buffet, pour lequel, on le sait, les électeurs n'ont pas montré le moindre enthousiasme.

M. Sarrien vote avec la gauche républicaine.

SAVARY (CHARLES), élu, le 20 février 1876, député de la *Manche* pour la première circonscription de l'arrondissement de Coutances, par 6.928 voix, est membre du Conseil général du département, maire de Cerisy-la-Salle et directeur à Paris du journal politique et quotidien *l'Echo universel*. A l'Assemblée nationale, il siégeait au centre droit libéral ; il a voté la Constitution du 25 février et s'est créé une grande notoriété par son fameux rapport contre le parti de l'Appel au peuple. « J'ai voté la Constitution, dit sa profession de foi. Cette Constitution consacre la forme républicaine... Je m'y suis rattaché par mon vote, parce que, à l'aide de procédés un peu différents, elle donnait aux institutions libres et représentatives la consécration que j'aurais voulu demander à la monarchie... Il est possible que l'expérience démontre l'utilité d'apporter à certaines dispositions de nos lois constitutionnelles des améliorations de détail. Mais en dehors de ce cas spécial et limité, je pense, comme M. le Président de la République, que, pendant le cours de la législature prochaine, il ne saurait être sérieusement question de la révision de la Constitution. Poursuivre directement ou indirectement un nouveau changement de gouvernement, ce serait troubler sans utilité le pays, menacer la sécurité des affaires, s'exposer à jeter la France dans la voie des révolutions et peut-être compromettre le maintien de la paix. » Il siège avec le groupe constitutionnel et est secrétaire de l'Assemblée.

SAVOYE (LOUIS-CHARLES-THOMAS), élu, le 20 février 1876, député de la *Seine-Inférieure*, pour la deuxième circonscription d'Yvetot, par 9.009 voix, est né à Saint-Valery-en-Caux le 7 avril 1836. Avocat, ancien auditeur au Conseil d'Etat, ancien attaché au ministère de l'Intérieur (1863 à 1868), M. Savoye a été un moment chef du cabinet de M. Forcadé la Roquette, puis, en 1869, maître des requêtes au Conseil d'Etat. Envoyé le 8 février 1871 à l'Assemblée de Bordeaux par les électeurs de la *Seine-Inférieure*, M. Savoye y vota avec la droite bonapartiste, groupe dont il ne paraît pas s'être séparé à l'Assemblée actuelle.

M. Thomas Savoye appartient au Conseil général de la *Seine-Inférieure*.

SEBERT (LOUIS-EUGÈNE), élu, le 20 février 1876, député de l'*Oise*, pour l'arrondissement de Senlis, par 9.880 voix contre 9.856 données à M. Picard, l'ancien avoué de M. Haussmann, conservateur bonapartiste, a fait partie, comme député de Paris, de l'Assemblée nationale, où il siégeait avec le centre gauche libéral. Enfant de l'*Oise* où il est né en 1814, à Villeneuve près Verberie, fils de ses œuvres, notaire et président de la Chambre des notaires à Paris, M. Sebert dit dans sa profession de foi : « Respectueux des pouvoirs du maréchal, je donnerai le plus ferme appui à la République, que j'ai fondée par mes votes, parce qu'elle est le gouvernement qui protège le plus efficacement le travail, la propriété et les droits de chacun, et qui, étranger aux querelles dynastiques, assure le mieux la paix, dont le pays a si grand besoin pour réparer ses désastres. » Il siège à gauche.

SÉE (CAMILLE), élu, au second tour de scrutin, le 23 avril 1876, député de la *Seine*, pour l'arrondissement de Saint-Denis, par 6.308 voix, est né

en Alsace, vers 1840. Il est parent de M. Sée, professeur à la Faculté de médecine de Paris. M. Camille Sée a été secrétaire du ministère de l'intérieur à Paris, sous le gouvernement de la Défense nationale, puis sous-préfet de Saint-Denis. Il fut révoqué au 24 mai.

M. Camille Sée fut élu au second tour, contre M. Bonnet-Duverdier, candidat intransigeant. Il s'est ainsi exprimé dans sa circulaire : « Je veux consolider la République ; je veux qu'elle devienne une réalité. Je m'associerai donc à toutes les mesures qui auront pour effet d'en assurer le maintien et d'en favoriser le développement. Je ne suis pas de ceux qui, républicains, repoussent les conséquences de la République ; au contraire, je l'aime pour elle-même, pour les lois de liberté et d'égalité qui en découlent naturellement, et parce qu'elle est seule capable de donner à notre pays le calme et la sécurité dont il a besoin pour reprendre sa place dans le concert européen. » Il appartient à la gauche républicaine.

SEIGNOBOS (CHARLES), élu, le 20 février 1876, député de l'*Ardèche*, pour la première circonscription de Tournon, par 9.264 voix, est né à Lamastre, le 28 août 1822. Sous l'Empire, M. Seignobos ne cessa de lutter contre un gouvernement dont il prévoyait les conséquences funestes. Nommé, le 8 février 1871, député à l'Assemblée nationale, il vota constamment avec la gauche. C'est un avocat distingué, un homme instruit, bienfaisant, qui a fondé, dans son département, plusieurs sociétés pour encourager l'instruction primaire. Il est également créateur d'un orphelinat agricole. M. Seignobos appartient à la religion réformée. Entré au Conseil général de l'*Ardèche* en 1848, il est actuellement vice-président de ce conseil. Il siège à gauche.

SEPTENVILLE (EDOUARD, baron DE), élu, le 5 mars 1876, député de la *Somme*, pour la deuxième circonscription d'Amiens, par 13.760 voix, a hautement affiché ses opinions bonapartistes. Il a dit dans sa circulaire : « Mon dévouement le plus fidèle et le plus absolu au prince héritier de l'empereur Napoléon III, que la France a plusieurs fois acclamé par 7 millions de suffrages, vous révèle mes convictions politiques inébranlables. » Et plus loin : « Je ne cesserai de combattre le radicalisme ni de défendre la religion, la famille, la propriété contre les doctrines malsaines qui les menacent sans cesse. »

SERPH (MARC-GUSMAN), élu, le 20 février 1876, député de la *Vienne*, pour la circonscription de Civray, par 6.716 voix, est né à Civray, le 12 juillet 1820. Fils de préfet, M. Serph entra dans l'administration ; de 1846 à 1851 il fut attaché à la préfecture de la Corse. Après le coup d'Etat, il rentra dans la vie privée et se fit agriculteur. En 1863 et en 1869 il se présenta sans succès comme candidat indépendant aux élections législatives. Elu député au 8 février, M. G. Serph vota constamment avec la droite. Il a dit, dans sa circulaire : « En 1880 la France, maîtresse de ses destinées pourra se prononcer librement et nous nous inclinerons tous devant sa volonté. » Il siège à droite.

SERVAN (EUGÈNE), élu, le 20 février 1876, député de la *Drôme*, pour la deuxième circonscription de Valence, par 10.172 voix, est vice-président du Conseil général de la Drôme et président du Tribunal de commerce de Valence. M. Servan a écrit une profession de foi très-nettement républicaine.

Il siège à gauche.

SILVA (CLÉMENT), élu, le 20 février 1876, dé-

puté de la *Haute-Savoie*, pour l'arrondissement de Saint-Julien, par 6.429 voix, est né à Chambéry en 1829. Avocat distingué du barreau de sa ville natale, M. Silva fut envoyé, au 8 février 1871, à l'Assemblée de Bordeaux par les électeurs de la Haute-Savoie, siégea à la gauche républicaine, se prononça énergiquement pour le retour à Paris et, plus tard, en octobre 1873, contre toute tentative de restauration monarchique. M. Silva est un esprit généreux et élevé. Il n'a cessé de protester, au nom de la Savoie, contre les menées séparatistes. Il disait à la tribune, le 10 juillet 1871 : « Nous nous sommes donnés à la France lorsqu'elle était heureuse ; aujourd'hui qu'elle est dans la triste réalité du malheur, nous voulons rester Français. » Il siégea à gauche.

SIMIOT (ALEXANDRE), nommé, aux élections complémentaires du 30 avril 1876, député de la *Gironde*, pour la première circonscription de Bordeaux, par 6.434 voix, est né en 1808. Elu en 1848 représentant à la Constituante, il prit place sur les bancs de la gauche et combattit énergiquement la politique de l'Elysée. Après le coup d'Etat, M. Simiot fit à l'Empire, dans les journaux bordelais, une vive opposition. Nommé en 1868 conseiller général de la Gironde il devint, après le 4 Septembre, adjoint au maire de Bordeaux. Porté aux élections complémentaires du 2 juillet 1871, M. Simiot siégea à l'Assemblée nationale sur les bancs de l'Union républicaine.

SIMON (FIDÈLE), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de la *Loire-Inférieure*, pour la première circonscription de l'arrondissement de Saint-Nazaire, par 7.575 voix, est membre du Conseil général du département et faisait partie de l'Assemblée nationale où il a constamment siégé et voté avec le centre gauche. « Deux partis sont en présence, a-t-il dit, dans

profession de foi. L'un, le parti républicain, trouve la Constitution bonne. Elle est son œuvre, il veut que le pays lui doive sa sécurité, s'y attache et la conserve, il ne veut la révision que pour l'améliorer... Le parti républicain veut assurer à l'ombre du drapeau tricolore, à l'abri des révolutions, au-dessus des partis qu'il veut désarmer, un gouvernement ouvert à tous... Je suis avec ce parti. » Il siège à gauche.

SOLAND (TH. DE), élu, au deuxième tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de *Maine-et-Loire*, pour la première circonscription de l'arrondissement d'Angers, par 9.710 voix, après un premier tour de scrutin qui avait attribué 5.985 voix à M. Mouriès, candidat républicain, et 4.174 à M. Bourlon de Rouvres, candidat bonapartiste, est membre du Conseil général et conseiller à la Cour d'appel. Il appartient depuis vingt-cinq ans à la magistrature d'Angers. C'est la coalition de tous les monarchistes qui a fait triompher M. de Soland, lequel possède une grande fortune et a déclaré, dans sa profession de foi : « Je travaillerai à l'apaisement dans la mesure de mes forces ; je ne suis pas un homme de parti et je ne le deviendrai pas à cette heure, quand la prolongation de luttes stériles livrerait le pays aux entreprises du radicalisme et pourrait même compromettre notre sécurité vis-à-vis de l'étranger. Notre premier devoir est de nous soumettre aux lois du pays... La Constitution que *je n'ai pas faite* est une de ces lois. Il faut la pratiquer loyalement et seconder sans arrière-pensée le maréchal de Mac-Mahon dans l'œuvre de défense sociale à laquelle il a convié autour de lui tous les conservateurs sans exception. » Il siège à droite.

SONNIER (EDOUARD DE), élu, le 20 février 1876, député de *Loir-et-Cher*, pour l'arrondissement de Vendôme, par 9.990 voix, est un avocat,

membre du Conseil général. Il a dit, dans sa circulaire de février 1876 : « La République sera un gouvernement de paix et de liberté, conservateur vigilant des principes essentiels de la société, mais réalisant avec sagesse toutes les réformes dont l'expérience a prouvé l'utilité. »

Il siège à gauche.

SOUBEYRAN (JEAN-MARIE-GEORGES baron DE), élu, le 20 février 1876, député de la *Vienne*, pour la circonscription de Loudin, par 7.477 voix, est né à Paris le 3 mars 1829. Il se lança de bonne heure dans la carrière administrative, fut attaché à M. Fould, alors que celui-ci prit le ministère des finances et le suivit au ministère d'Etat. M. Soubeyran est, par sa vie entière, un financier. Elu député au Corps législatif comme candidat officiel en 1863 et en 1869, réélu à la dernière Assemblée, il a pris part à toutes les discussions financières. Depuis 1860, il est sous-gouverneur du Crédit foncier ; il est membre du Conseil général de la Vienne. Il siège à droite.

SOUCHU-SERVINIÈRE, élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de la *Mayenne*, pour la première circonscription de l'arrondissement de Laval, est un médecin très-populaire dans le chef-lieu du département. Élu contre un candidat monarchiste et un candidat constitutionnel, il a déclaré dans sa profession de foi que « la parole du maréchal de Mac-Mahon nous est une garantie sûre qu'aucune tentative prématurée de révision ne sera faite et que la Constitution sera loyalement mise à l'épreuve. » Il siège à gauche.

SOYE, élu, le 20 février 1876, député de l'*Aisne*, pour la première circonscription de Vervins, par 8.361 suffrages, est un docteur en médecine, né en 1824. Nommé, au 8 février 1871, membre de

l'Assemblée nationale, M. Soye fit partie des deux groupes du centre gauche et de la gauche républicaine.

Dans la circulaire qu'il a adressée aux électeurs, en février 1876, M. Soye a dit qu'il faut « mettre en harmonie les lois, l'administration, la politique intérieure avec les institutions démocratiques qui nous régissent. » M. Soye est conseiller général de l'Aisne. Il siège à gauche.

SPULLER (EUGÈNE), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de la Seine, pour le III^e arrondissement, par 12.043 voix, est né à Seurre (Côte-d'Or), le 8 décembre 1835. Il se fit inscrire, en 1862, au barreau de Paris, où il selia avec M. Gambetta. M. Spuller entra en 1863 dans la presse démocratique. Il écrivit successivement à l'*Europe*, au *Nain jaune*, à l'*Encyclopédie générale*, au *Journal de Genève*, etc., où ses articles sur la politique étrangère étaient très-remarqués. En 1869, M. Spuller fut l'un des promoteurs et l'un des plus ardents défenseurs de la candidature Bancel. Il fonda à cette époque, avec MM. Gambetta, Challemel-Lacour et Brisson, la *Revue politique*. Après le 4 Septembre, M. Spuller devint le secrétaire, le collaborateur de son ami M. Gambetta, avec lequel il partit en ballon le 7 octobre, pour organiser la défense dans les départements. Sans vouloir aucun titre officiel, sans accepter aucun traitement, M. Spuller aida puissamment M. Gambetta dans son œuvre patriotique. Lorsque fut fondée la *République française*, M. Gambetta confia la rédaction en chef de ce journal à M. Spuller, qui contribua à en faire l'un des organes les plus importants de la presse parisienne.

M. E. Spuller fut choisi par le Conseil municipal de Paris, comme délégué suppléant pour les élections sénatoriales de la Seine. Il se présenta aux élections législatives de la Seine, dans

le III^e arrondissement, comme républicain radical, et dit dans sa profession de foi : « Je veux le relèvement de la France par la République, les progrès de la démocratie par l'ordre et la liberté, la fondation d'un régime de justice et d'égalité où les citoyens d'une nation éprouvée comme la nôtre, réconciliés enfin dans la paix républicaine, jouiront du fruit des efforts et des travaux de leurs pères, des conquêtes de la Révolution française, et transmettront ce glorieux héritage, agrandi et développé, à leurs enfants plus instruits, plus libres et meilleurs. »

Il eut pour concurrents, M. Bonnet-Duverdier, membre du Conseil municipal, candidat intransigeant, et M. Dietz-Monnin, député du centre gauche à la dernière Assemblée. M. Bonnet-Duverdier seul maintint sa candidature au second tour contre M. Spuller.

M. Spuller siège à la gauche, où il ne tardera pas à prendre la place que lui assigne sa valeur personnelle.

SWINEY père, élu, le 20 février 1876, député du *Finistère*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Morlaix, par 7.699 voix, a fait partie de l'Assemblée nationale où il siégeait avec la gauche républicaine. Agronome et propriétaire, membre du Conseil général et ancien maire de Pouégat-Guerrand, révoqué après le 24 mai, il a dit dans sa circulaire aux électeurs (février 1876) : « L'occasion vous est offerte d'affermir par votre vote la République conservatrice et libérale que nous devons désirer : conservatrice pour avoir la durée, sans laquelle tout progrès est éphémère ; libérale et progressive pour répondre aux aspirations du pays qui reste attaché aux principes de 89 et en revendique encore la loyale application. » Il siège à gauche

TAILLEFER (OSWALD), élu, le 20 février 1876, député de la *Dordogne*, pour la deuxième circonscription de Sarlat, par 8.146 voix, est conseiller général, ancien officier de marine. Il a déclaré dans sa circulaire que quand arrivera l'heure gale de la révision, il demandera l'Appel au peuple. Il siège avec le groupe bonapartiste.

TALANDIER (ALFRED), élu, le 5 mars 1876, député de la *Seine*, pour la deuxième circonscription de Sceaux, par 6.604 voix, est né à Limoges, le 7 septembre 1823. Inscrit au barreau de cette ville, M. Talandier devint substitut du procureur général après 1848 et fut destitué en 49. Proscrit au 2 Décembre, M. Talandier vécut en Angleterre, où il donna des leçons de français. Après le 4 Septembre, il fut nommé sous-préfet de la Défense nationale à Rochefort, fut révoqué après la guerre, et prit la rédaction en chef de la *Presse républicaine*, journal de Limoges qui fut bientôt supprimé. M. Talandier était professeur d'anglais dans un lycée de Paris, lorsqu'il fut conseiller municipal, en 1874. Le jour même de son élection, il se vit retirer sa place de professeur.

M. Talandier s'est présenté comme candidat radical et a réclamé, dans sa profession de foi, la justice pleine et entière, la levée de l'état de siège, la liberté absolue de la presse, de réunion, d'association, l'instruction gratuite, laïque, obligatoire et professionnelle, etc., et, en cas de révision, la modification de la Constitution dans le sens le plus républicain. Il siège à l'extrême gauche.

ALLON (ALFRED), élu, le 20 février 1876, député du *Puy-de-Dôme* pour la 2^{me} circonscription d'Auvergne, par 10.818 voix, est avocat et membre du Conseil général. Il s'est présenté aux élections comme un « défenseur dévoué et con-

vaincu de la République conservatrice et progressive, » et comme un « partisan des principes de 89 et de l'application de toutes leurs conséquences. » Il siège à gauche.

TARDIEU (AUGUSTIN), élu, le 20 février 1871, député des *Bouches-du-Rhône*, pour la circonscription d'Arles, par 9.784 voix, est né en 1808. Envoyé, le 2 juillet 1871, à l'Assemblée nationale par les électeurs des *Bouches-du-Rhône*, M. Tardieu s'y fit inscrire aux réunions de la gauche et du centre gauche. M. Augustin Tardieu a été maire de la ville d'Arles, fonctions dont M. de Broglie le révoqua. A la Chambre des députés actuelle, M. Tardieu siège à gauche.

TASSIN (PIERRE), élu, le 20 février 1876, député du *Loir-et-Cher*, pour la deuxième circonscription de Blois, par 9.561 suffrages, est né à Nevers en 1837. Envoyé au Corps législatif en 1869, comme candidat indépendant, il signa l'interpellation des 116 et siégea au centre gauche, groupe dont il a fait partie à l'Assemblée du 8 février 1871, et où il siège encore à la Chambre des députés actuelle. M. Tassin a publié, en vue des élections du 20 février 1876, une excellente circulaire dans laquelle il a dit : « La République est le gouvernement qui peut le mieux assurer, avec le respect de la famille, de la propriété et de la liberté de conscience, le libre exercice du suffrage universel. »

TEILHARD, élu, le 20 février 1876, député du *Lot*, pour l'arrondissement de Figeac, par 10.080 voix contre 4.849 données à M. de Lamherterie, député sortant, est conseiller général et maire de Figeac. Il est depuis longtemps lié d'amitié et d'opinions avec M. Calmon, sénateur. M. Teilhard siège à gauche.

TÉZENAS (HIPPOLYTE), élu, le 20 février 1876, député de l'*Aube*, pour l'arrondissement d'Arcis-sur-Aube, par 5.485 voix, entra à l'Ecole polytechnique en 1834, choisit l'arme du génie et, au sortir de l'Ecole d'application de Metz, fut envoyé en Afrique où il prit part, en 1839 et 1840, aux expéditions dirigées contre Abd-el-Kader par le maréchal Vallée. M. Tézenas concourut en 1870 à la défense de Paris assiégé. Il combattit à Champigny, au Bourget, à Buzenval, etc. Devenu, après la paix, chef d'état-major du génie dans l'armée de Versailles, M. Tézenas a pris sa retraite en 1875. M. Tézenas est un républicain conservateur qui partage les idées de M. Casimir Périer. Il siège au centre gauche.

THIERS (ADOLPHE), élu, le 20 février 1876, député de la *Seine*, pour le IX^e arrondissement, par 10.399 voix, avait été nommé, le 30 janvier, sénateur par l'arrondissement de Belfort. Il a opté pour le chambre des députés. (Voir la *Biographie des Sénateurs*.)

THIESSÉ (JULES), élu, le 20 février 1876, député de la *Seine-Inférieure*, pour l'arrondissement de Neufchâtel, par 10.130 voix contre M. des Roys, député monarchiste sortant, qui n'obtint que 738 suffrages, est membre et secrétaire du Conseil général de la Seine-Inférieure. Il a fait une profession de foi républicaine des plus nettes, et siège à gauche.

THIRION-MONTAUBAN, élu, le 20 février 1876, député de la *Dordogne*, pour la deuxième circonscription de Montauban, est le gendre de M. Magne. C'est un grand propriétaire, sans passé politique. Il siège avec les bonapartistes.

THOMAS, médecin, élu, le 20 février 1876, député de la *Marne* pour la 1^{re} circonscription de l'arrondissement de Reims, par 9.152 voix contre

6.790 partagées entre trois candidats, constitutionnel, légitimiste et bonapartiste, a fait partie de l'Assemblée nationale, où il siégeait et votait avec la gauche républicaine. Professeur de chimie à l'Ecole préparatoire de Reims, emmené comme otage et interné à Magdebourg par les Prussiens durant la guerre, le docteur Thomas a dit dans sa profession de foi : « Quel gouvernement devons-nous donner à la France pour rendre à cette *noble blessée* la sécurité, l'ordre, la liberté, et, avec ces biens, le repos, dont elle avait un si grand besoin?... Seule la République était possible. J'ai voté la Constitution du 25 février... je l'ai votée sans réserve, avec la consécration des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon qu'elle confirme. C'est à l'affermissement et au développement de cette Constitution que devront s'employer les nouvelles Assemblées. » Il siége à gauche.

THOINET DE LA THURMELIÈRE, élu, le 20 février 1876, député de la *Loire-Inférieure*, pour l'arrondissement d'Ancenis, par 6.057 voix, contre 4.536 partagées entre le candidat républicain et le candidat monarchiste, est un ancien préfet, ancien chambellan, ancien député officiel de l'Empire. M. Thoinnet de la Thurmelière a été vivement soutenu par le parti bonapartiste, auquel il est tout dévoué.

THOUREL (A.), élu, le 5 mars 1876, député des *Basses-Alpes*, pour l'arrondissement de Sisteron, est un avocat très-distingué, ancien procureur général à Aix sous la République. La profession de foi de M. Thourel était très-nettement républicaine. M. Thourel a défendu la cause libérale dans un grand nombre d'affaires politiques et des procès de presse ; il jouit dans le Midi d'une légitime popularité. M. Thourel siége à gauche.

TIERSOT (EDMOND), médecin, élu, le 20 février 1876, député de l'*Ain* pour la 1^{re} circonscription de Bourg par 8.826 voix, a fait à l'Empire une guerre incessante. Ancien adjoint à la mairie de Bourg, après le 4 Septembre, élu député de l'*Ain* au 2 juillet 1871, il a fait partie de l'Union républicaine. Dans sa lettre de remerciements à ceux qui ont voté pour lui le 20 février 1876, M. Tiersot écrivait : « Il n'est pas besoin de vous dire que, comme par le passé, la République trouvera toujours en moi un défenseur ferme et inflexible, mais prudent et sage à la fois. » Il siège à gauche.

TILLANCOURT (EDOUARD DE), élu, le 20 février 1876, député de l'*Aisne* pour l'arrondissement de Château-Thierry par 9.746 suffrages, est né au château de Ladoultre le 14 octobre 1809. Avocat, puis agriculteur, il fut élu représentant du peuple à l'Assemblée constituante, où il vota avec la gauche modérée. Non réélu à l'Assemblée législative, il rentra dans la vie privée jusqu'en 1863, époque à laquelle il fut nommé membre du Corps législatif. De 1865 à 1870 M. de Tillancourt, qui est un homme d'esprit, fit à l'Empire une guerre d'épigrammes dont celui-ci se vengea en faisant attribuer à l'honorable député, par les échetiers officieux, tant de jeux de mots et de calembours qu'on pourrait en remplir plusieurs volumes. A l'Assemblée nationale, où il fut nommé le 8 février 1871, M. de Tillancourt était inscrit au centre gauche et à la gauche républicaine.

TIRARD (PIERRE-EMMANUEL), élu, au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de la *Seine*, pour le premier arrondissement, par 8.761 voix, est né à Genève, d'une famille française, le 27 septembre 1827. Fondateur à Paris, d'une importante maison d'exportation d'orfèvrerie et de bijouterie, M. Tirard prit part,

sous l'Empire, à toutes les luttes du parti républicain contre le gouvernement. Maire du deuxième arrondissement de Paris, pendant le siège, il voulut résister à la Commune, qui le décréta d'accusation. M. Tirard a fait partie de l'Assemblée nationale, où il siégeait à la gauche républicaine, et où il s'est révélé à diverses reprises comme un orateur d'affaires remarquable et comme un des membres les plus actifs du parti républicain. Son élection, en 1876, à la suite d'une lutte fort vive, est la marque la plus manifeste des sympathies qu'a su conquérir M. Tirard dans ce premier arrondissement, dont les opinions politiques sont à la fois franchement républicaines et sagement modérées. Il siége à gauche.

TOCQUEVILLE (RENÉ, vicomte DE), élu au second tour de scrutin, le 5 mars 1876, député de la *Manche* pour l'arrondissement de Cherbourg, par 7.195 voix, après un premier tour où le candidat républicain, M. Lavieille, avait obtenu 6.280 voix, et le candidat constitutionnel 3.952, est membre du Conseil général pour le canton de Saint-Pierre-Eglise. Neveu de M. de Tocqueville, l'ancien député du centre gauche, et aujourd'hui sénateur républicain, M. René de Tocqueville avait cependant jusqu'ici conservé des attaches avec le parti bonapartiste, et a été soutenu par le journal *l'Ordre*, de Paris. Il faut reconnaître toutefois que, dans sa profession de foi, M. de Tocqueville a déclaré « accepter franchement, loyalement et définitivement le gouvernement républicain. Guerre à l'équivoque, a-t-il dit pour résumer son programme. Reconnaissance sans arrière-pensée du régime républicain. Engagement formel de le servir fidèlement pendant la durée de mon mandat. Opposition par mes votes à toute manœuvre parlementaire pouvant amener une demande de révision av

l'heure fixée par la Constitution... Si cette grave question de révision devait surgir, je me rangerais à la Chambre parmi les députés qui réviseraient pour consolider, et non pour renverser... »

TONDU (HENRI), élu, le 20 février 1876, député de l'*Ain* pour la 2^e circonscription de Bourg par 8.335 suffrages, est un notaire honoraire de Pont-de-Veyle. Il appartient à une ancienne famille de notaires fixée dans le pays depuis plusieurs siècles et dont la réputation de probité et d'honneur ne s'est jamais démentie. M. Henri Tondou disait dans sa circulaire aux électeurs : « Je suis convaincu qu'en dehors de la République, qui donne toutes les garanties désirables de stabilité et d'ordre, de paix et de liberté, vous ne trouverez qu'agitations et désastres, anarchie et despotisme. » Il siège à gauche.

TRON (CHARLES), élu, le 20 février 1876, député de la *Haute-Garonne* pour la 2^{me} circonscription de Saint-Gaudens, par 7.447 voix, a fait partie des Assemblées de 1849 et de 1869. En 1848, il disait dans une profession de foi : « Homme nouveau et sans antécédents politiques, j'apporte à la République un talent vierge de tout contact. » Dans le même document, il qualifiait de *sublime* la devise : *Liberté, égalité, fraternité*. A l'Assemblée comme au Corps législatif, M. Tron siège parmi les bonapartistes.

TRUELLE (CHARLES), élu, le 20 février 1876, député d'*Eure-et-Loir*, pour l'arrondissement de Nogent-le-Rotrou, par 6.794 voix, est un ancien négociant et ancien juge au Tribunal de commerce de la Seine, membre du Conseil général, président de la Commission départementale de ce Conseil et maire dans le département. Il a dit dans sa circulaire : « Exigeons l'application des grands principes de 89. Demandons la levée

complète de l'état de siège, la liberté de la presse, la nomination des maires par les Conseils municipaux, et la révision de la loi sur l'enseignement supérieur. Défendons la République; elle ne menace personne. Elle est et sera désormais le salut du pays. » Il siège à gauche.

TRYSTRAM (JEAN-BAPTISTE), élu, le 20 février 1876, député du *Nord*, pour la première circonscription de Dunkerque, par 5.874 contre 3.930 voix données à M. Dupuy de Lôme dont la candidature a été vivement appuyée par les bonapartistes, est membre du Conseil général et président de la Chambre de Commerce.

M. Trystram a longtemps combattu les idées de M. Dupuy de Lôme et défendu les intérêts du port de Dunkerque contre son concurrent. Il jouit d'une grande estime à Dunkerque où il a su se créer une situation importante. Sous-préfet au 4 Septembre, il a donné sa démission après le départ des Allemands. Il a promis, dans sa circulaire, de soutenir la Constitution et les pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon, contre les factieux, quels qu'ils soient. Il siège à gauche.

TURIGNY, élu, le 20 février 1876, député de la *Nièvre*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Nevers, par 5.988 voix, faisait partie de la dernière Assemblée et siégeait avec l'Union républicaine. Elu une première fois, le 27 avril 1873, il avait vu son élection annulée par la droite, mais le 12 octobre suivant, les électeurs de la Nièvre le réélurent avec une forte majorité. Médecin établi dans le pays, le docteur Turigny est l'un des chefs du parti républicain de la Nièvre. « A vous, a-t-il dit à ses électeurs en 1876, de voter pour celui qui aura, par son passé, par ses actes, donné des preuves de son attachement au gouvernement actuel de la France; pour celui qui voudra le conserver »

l'améliorer, non le détruire au risque de troubler la paix du pays; pour celui enfin que vous jugerez être un véritable conservateur de la République, et je crois être un de ceux-là.» Il siège à l'extrême gauche.

TURQUET (EDMOND-HENRI), élu, le 20 février 1876, député de l'*Aisne* pour la deuxième circonscription de Vervins par 8.115 voix, est né à Senlis (Oise), le 13 mai 1836. Procureur à Vervins sous l'Empire, il donna sa démission et se présenta, en 1869, à la députation comme candidat indépendant. Mais il ne put lutter contre les agissements de la candidature officielle et échoua. Pendant la guerre, M. Turquet fit vaillamment son devoir, fut blessé trois fois et décoré après le combat de la Malmaison.

Nommé au 8 février 1871 membre de l'Assemblée nationale, M. Turquet vota constamment avec les groupes républicains. Il est membre du Conseil général de l'*Aisne*. Il siège à gauche.

VACHER (LÉON), élu, le 20 février 1876, député de la *Corrèze* pour la 1^{re} circonscription de Tulle, par 5.814 voix, est un médecin, propriétaire du château de Treignac. Il s'est déclaré dans sa circulaire partisan de l'extension des libertés municipales, de l'instruction gratuite et obligatoire, et de la liberté des échanges. Il siège à gauche.

VALADY (HENRI, comte DE), élu, le 20 février 1876, député de l'*Aveyron*, pour l'arrondissement d'Espalion, par 6.381 voix, est né à Rodez en 1813. Agronome, riche propriétaire, M. de Valady, qui avait échoué aux élections de 1863, où il se présentait comme légitimiste, fut envoyé le 8 février 1871 à l'Assemblée de Bordeaux par les électeurs de l'*Aveyron* et vota toujours avec la droite cléricale. Il a signé l'a-

dresse des députés syllabistes au pape, adresse dans laquelle ceux-ci s'engageaient à « conformer tous les actes de leur conduite privée et publique aux enseignements du grand et courageux *Syllabus*. » Dans sa profession de foi faite en vue du scrutin du 20 février, M. de Valady, bien que n'ayant pas voté les lois constitutionnelles, s'est déclaré « *décidé à faire un essai sérieux, loyal et décisif de la République.* »

M. de Valady est conseiller général de l'Arveyron. Il siège à droite.

VALFONS (CAMILLE DE LA CALMETTE, marquis DE), élu, le 20 février 1876, député du *Gard*, pour la deuxième circonscription d'Alais, par 9.151 voix, est né le 11 juin 1837. Ancien zouave pontifical, il commanda pendant la guerre les gardes nationales mobilisées du Gard. Il a signé, après le 4 Septembre 1870, ainsi que MM. Louis-Numa Baragnon et Ferdinand Boyer, la proclamation républicaine de la Commission municipale de Nîmes. Nommé, au 8 février 1871, député du Gard à l'Assemblée de Bordeaux, il y siégea, comme MM. Louis-Numa Baragnon et Ferdinand Boyer, avec la droite légitimiste, groupe dont il fait encore partie à l'Assemblée actuelle.

VALON (ARTHUR DE), élu, le 20 février 1876, député du *Lot*, pour la deuxième circonscription de Cahors, par 11.350 voix contre deux de ses anciens collègues à l'Assemblée, MM. de Limayrac et Pagès-Duport, est né le 15 octobre 1835. De 1866 à 1871, il a été conseiller de préfecture à Cahors. Révoqué de ses fonctions en janvier 1871, il fut élu quelques jours plus tard, au 8 février, député du Lot. A Bordeaux, M. Arthur de Valon fut un des cinq impérialistes qui protestèrent contre le vote de déchéance. Il s'est fait remarquer à l'Assemblée par la fréquence et la

vivacité de ses interruptions à l'adresse des orateurs républicains.

M. de Valon s'est vanté dans la profession de foi qu'il a faite en vue des élections du 20 février 1876, d'être « un des fideles du Prince Impérial. » Il a ajouté cette phrase bizarre : « Ce que j'aime surtout dans le fils de l'Empereur, c'est la France elle-même et son avenir. » M. de Valon siège à la droite bonapartiste.

VARAMBON (F.), élu, le 20 février 1876, député du *Rhône*, pour la cinquième circonscription de Lyon, par 12.751 voix contre 4.058 données au candidat constitutionnel, fait partie du Conseil municipal de Lyon et du Conseil général du Rhône. Avocat sous l'Empire, il luttait déjà contre le régime établi au Conseil général où il siégea dix ans. Nommé procureur général de la République par le gouvernement de la Défense nationale, il donna sa démission après le 24 mai. « La République se présente à vous, a-t-il dit dans sa profession de foi, appuyée sur la Constitution du 25 février ; elle n'est plus contestée, elle n'est plus le drapeau d'un parti. Elle est le gouvernement de la France, elle est le gage de paix entre tous les citoyens. » Il siège à l'extrême gauche.

VERNHES (EMILE), élu, le 20 février 1876, député de l'*Hérault* pour la 1^{re} circonscription de l'arrondissement de Béziers, par 11.239 voix contre 8.095 partagées entre un candidat légitimiste et un candidat bonapartiste, est docteur-médecin, membre du Conseil général et ancien sous-préfet de la Défense nationale. Sa profession de foi développe surtout les questions de la réforme des impôts et du libre échange, elle se termine ainsi : « Nous avons la République, le suffrage universel la maintiendra. La clause de révision devra être comme une porte ouverte aux amé-

liorations républicaines, et non comme un moyen de l'attaquer et de la renverser. » Il siège à gauche.

VERSIGNY (A.), élu, le 20 février 1876, député de la *Haute Saône*, pour l'arrondissement de Gray, par 7.678 voix, est un ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Gray. Républicain des 1848, opposant à l'Empire, il fut nommé après le 4 Septembre sous-préfet de Gray et emmené comme otage en Prusse par les Allemands au mois de décembre 1870. Il a été destitué de ses fonctions par l'ordre moral au mois de janvier 1875. « La République est le gouvernement de la France, a dit M. Versigny dans sa profession de foi; nulle autre forme de gouvernement n'est possible, et nulle autre n'est aussi capable de nous donner la sécurité au dedans et au dehors, de prévenir les tentatives anarchiques, de les réprimer au besoin... Je suis un républicain conservateur. » Il siège à gauche.

VIETTE (F.-J.), élu, le 20 février 1876, député du *Doubs*, pour l'arrondissement de Montbéliard, par 9.045 voix, contre 5.502, données au candidat républicain conservateur, est membre du Conseil général du département. Il s'est prononcé dans sa profession de foi pour la liberté de conscience, la réduction du service militaire et le désarmement, l'instruction gratuite, laïque et obligatoire, l'impôt sur le revenu, la réduction des gros traitements et la suppression des fonctionnaires inutiles. « Je veux la République, a-t-il dit, ce terrain neutre sur lequel doit avoir lieu la réconciliation de tous les partis. La République, selon moi, doit s'affermir progressivement, sagement et sans violences. La liberté de réunion, d'association et de la presse. La paix à l'intérieur et à l'extérieur... Cet arrondissement serait le champ de bataille et l'enjeu de la première guerre qui surviendrait.

Du reste, la France a besoin d'une longue paix pour consolider ses institutions politiques. » Il siège à gauche.

VIGNES (ANTOINE-ARNAUD-ALEXANDRE-THÉODORE), élu, le 20 février 1876, député de l'*Ariège* pour la circonscription de Pamiers, par 9.731 voix, est né le 4 août 1812 à Pamiers. Il a représenté déjà le même département à l'Assemblée constituante et à l'Assemblée législative en 1848 et 1849. C'est un grand propriétaire, républicain sincère, très-estimé dans l'arrondissement de Pamiers qu'il a administré après le 4 Septembre. M. Vignes est conseiller général et président de la Commission départementale. Il avait à lutter le 20 février contre M. de Saintenac, député sortant, qui, dans sa circulaire, se disait « chrétien, bon Français et royaliste. » M. Vigne siège à gauche.

VILLAIN (HENRI), élu, le 20 février 1876, député de l'*Aisne* pour la première circonscription de Saint-Quentin par 10.723 suffrages, est un grand raffineur. Les convictions républicaines de M. Villain remontent à 1848. A cette époque, il disait au cours d'une profession de foi dans laquelle il sollicitait des électeurs le mandat de conseiller général de l'Aisne : « Mon concours est assuré au gouvernement républicain. Il ne lui fera jamais défaut. » M. Villain a tenu parole. A la dernière Assemblée, où il avait été nommé au 8 février 1871, il a siégé et constamment voté avec la gauche républicaine.

VILLIERS (E.), élu, le 20 février 1876, député du *Finistère*, pour la deuxième circonscription de l'arrondissement de Brest, par 6.119 voix, est membre du Conseil général et vice-président de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Brest. Clérical et monarchiste, il a protesté,

dans sa profession de foi, en termes d'une vague banalité, de son respect pour la loi et la Constitution, de son dévouement au Président de la République, de son attachement enfin à tous les grands principes qui sont la base de l'ordre social. Il siège à droite.

VISSAGUET (ERNEST), élu, le 20 février 1876, député de la *Haute-Loire* pour la 2^{me} circonscription de l'arrondissement du Puy, par 7.263 voix contre 6.166 données à M. Calemard de Lafayette, député sortant, candidat constitutionnel, est avocat au Puy, membre et secrétaire du Conseil général, ancien procureur de la République après le 4 Septembre, et ancien secrétaire de la Société d'agriculture du département. M. Vissaguet a déclaré dans sa profession de foi : « Je m'efforcerai de défendre sa réserve et sans arrière-pensée la Constitution et les pouvoirs du maréchal qu'elle a organisés, aussi bien que les libertés publiques qu'elle a consacrées. Jamais on ne me comptera parmi ceux qui attendent l'heure favorable pour la détruire, sous prétexte de la réviser... J'ajouterai que, dans ma pensée, les institutions républicaines doivent reposer sur les bases des plus larges franchises municipales. » Il siège à gauche.

VITALIS (LÉON), élu, le 20 février 1876, député de l'*Hérault* pour l'arrondissement de Lodève, par 7.925 voix contre 7.015 données à M. Arrazat, député sortant de l'Union républicaine, faisait lui-même partie de l'Assemblée nationale, où il siégeait et votait avec le centre droit réactionnaire. Riche manufacturier et négociant en draps, M. Vitalis n'a fait aucune déclaration de nature à montrer que son attitude doive changer. « Je soutiendrai, a-t-il dit dans sa profession de foi, le gouvernement de l'illustre président qui, sous son autorité respectée, nous assure pendant

quatre années le calme et la sécurité. Partout et toujours, je serai avec les hommes modérés et sages, jamais avec les exagérés et les violents. Mais je le déclare avec franchise, je serai l'adversaire résolu de ces doctrines et de ces utopies funestes qui interrompent le travail, qui accroissent les impôts et amènent la ruine. Toujours aussi, vous me trouverez parmi les défenseurs convaincus de la religion. » Il siège à droite.

WADDINGTON (RICHARD), élu, le 20 février 1876, député de la *Seine-Inférieure*, pour la troisième circonscription de Rouen, par 11.425 voix, est un manufacturier, membre du Conseil général et de la Chambre de commerce. Pendant la guerre, M. Waddington organisa la batterie mobilisée de Rouen, dont il était capitaine, avec une rapidité et une intelligence pratique auxquelles ses chefs directs se plurent à rendre hommage. M. Richard Waddington a fait une profession de foi très-nettement républicaine.

Il est frère du ministre de l'instruction publique.

WILSON (DANIEL), élu, le 20 février 1876, député d'*Indre-et-Loire*, pour l'arrondissement de Loches, par 8.255 voix contre 7.331 données à M. Paul Schneider, directeur des usines du Creusot et fils de l'ancien président du Corps législatif, est né à Paris, le 6 mars 1840. Possesseur d'une fortune considérable et propriétaire du château de Chenonceaux, un des plus beaux monuments de la Renaissance, M. Wilson fut élu, en 1869, contre le candidat officiel et vint siéger à gauche, groupe dont il a fait partie à l'Assemblée nationale et où il siège encore à la Chambre des députés actuelle. Il a dit, dans sa profession de foi (février 1876) : « Je continuerai à soutenir avec énergie le gouvernement républicain qui, seul, peut assurer à la France la paix, l'ordre et la liberté. »

PARIS. — IMP. F. DEBONS ET C^e, 16, RUE DU CROISSANT.

PUBLICATIONS DE LA LIBRAIRIE RÉPUBLICAINE

Volumes à 1 Franc

Biographie complète des 533 Députés,
Sénateur.

Biographie complète des 300 Sénateurs,
Député.

Voyage autour de nos deux Chambres (Chambre des Députés), par un journaliste.

Volumes à 50 Centimes

Galilée et l'Inquisition romaine, par Louis COCHET.

Le Mal de misère, par le docteur NAPIAS.

Une Arrestation en Mai 1871, par Ulysse PARRIS.

Feuilles à 5 Centimes

Discours de Bordeaux, par L. GAMBETTA.

Discours de Lille, par L. GAMBETTA.

Discours de Belleville, par L. GAMBETTA.

Discours de Lyon, par L. GAMBETTA.

Lettre d'un Cultivateur aux paysans de France
par ERCKMANN-CHATRIAN.

Lettre à mon frère de lait, par Edouard SIEBEN.

ÉPU

utés

teurs

ibres

le.

es

ouis

se Po

de l'

STIEB

THE BORROWER WILL BE CHARGED
AN OVERDUE FEE IF THIS BOOK IS NOT
RETURNED TO THE LIBRARY ON OR
BEFORE THE LAST DATE STAMPED
BELOW. NON-RECEIPT OF OVERDUE
NOTICES DOES NOT EXEMPT THE
BORROWER FROM OVERDUE FEES.

MAR 26 1986

1696741

